



**ACTION
CONTRE
LA FAIM**

© Aneri Nihalani pour Action contre la Faim

RAPPORT D'IMPACT GLOBAL

2025



Avant-propos

Bienvenue dans le Rapport d'impact global 2025 d'Action contre la Faim, qui résume une année marquée par une réforme profonde du système humanitaire et par des coupes budgétaires sans précédent dans l'aide, tant pour nous que pour le secteur dans son ensemble.

L'année 2025 a été marquée par des changements considérables dans le secteur, tant en raison de la réforme du système humanitaire que des coupes drastiques dans les budgets d'aide des pays bailleurs de fonds. L'impact exact de cette réduction du financement reste incertain, mais les premières analyses indiquent des conséquences catastrophiques sur la vie humaine, avec 9,4 millions de décès supplémentaires et évitables estimés d'ici 2030. Les coupes budgétaires sont intervenues à une période où on estimait à 295 millions le nombre de personnes souffrant de faim aiguë, principalement en raison de conflits.

Nous continuons de nous engager pour un monde sans faim.

Malgré ces défis, le réseau d'Action contre la Faim avait de quoi être fier en 2025 : nous sommes venus en aide à 21,2 millions de personnes dans 52 pays et avons répondu à 71 urgences. Tout comme en 2024, un plus grand nombre d'urgences ont été prises en charge par des intervenants locaux plutôt que via le déploiement de notre équipe internationale, ce qui témoigne de notre investissement pour aider les acteurs locaux et nationaux à agir en tant que premiers intervenants dans leur propre contexte. La santé et la nutrition ont représenté près de 53 % de nos activités en 2025 : plus de 13,5 millions de personnes ont été soutenues dans ce domaine, et un traitement nutritionnel a été fourni à 886 742 enfants de moins de cinq ans souffrant de sous-nutrition.

Sur le plan financier, l'impact des coupes budgétaires s'est fait sentir, le réseau ayant enregistré une baisse de 10 % de ses revenus totaux, passant de 675,6 millions d'euros en 2024 à 589 millions d'euros en 2025. Toutefois, la mobilisation du public, des fondations et des entreprises qui aident Action contre la Faim à soutenir des communautés du monde entier a été incroyable. Aux quatre coins de la planète, des philanthropes se sont mobilisés pour venir en aide aux communautés les plus vulnérables, et des organisations partenaires ont fourni des financements flexibles là où ils étaient le plus nécessaires.

L'un de nos axes de travail a été notre présence continue dans certains des contextes les plus difficiles au monde, notamment à Gaza, au Soudan et au Liban (tous évoqués dans ce rapport). Les conflits et la faim sont souvent étroitement liés, et cette année, des conditions de famine ont été confirmées à Gaza et au Soudan.

Et tandis que les gouvernements bailleurs de fonds ont réduit leur financement humanitaire et augmenté leurs dépenses dans la défense, le public a manifesté sa préoccupation pour les communautés touchées par la faim : le nombre total de nos abonnés sur les réseaux sociaux et par e-mail a atteint 3,5 millions, contre 3,2 millions en 2024.

© Aneri Nihalani pour Action contre la Faim



Les coupes de financement ont malheureusement entraîné une réduction de nos effectifs, passant de 8 527 en 2024 à 7 122 en 2025, et plusieurs bureaux nationaux ont fermé ou ont été redimensionnés. Nous tenons à saluer l'immense contribution de ces collègues à la lutte contre la faim en partenariat avec des communautés du monde entier. Enfin, à nos collègues disparus cette année : vos contributions à notre organisation et aux communautés que vous avez servies resteront à jamais dans nos mémoires.

Je remercie du fond du cœur nos équipes, partenaires, bailleurs de fonds et donateurs privés pour tout ce qu'ils accomplissent pour faire de notre vision d'un monde sans faim une réalité. Leur aide sera déterminante pour poursuivre notre lutte contre la faim alors que nous nous adaptons à la réforme du système humanitaire et que nous nous préparons à adopter de nouvelles méthodes de travail à l'avenir.

Aïcha Koraïchi
Présidente internationale d'Action contre la Faim



© Toby Madden pour Action contre la Faim

À propos d'Action contre la Faim

Nous pensons que tout le monde a le droit de vivre sans faim, ce pourquoi nous luttons contre elle en prévenant, en détectant et en traitant ses causes et ses conséquences.

Notre vision

Notre vision est celle d'un monde sans faim.

Notre façon de travailler

Nous montrons l'exemple en passant à l'action.

Nous travaillons en collaboration.

Nous mobilisons avec détermination.

Nous stimulons le progrès au moyen de l'innovation.

Un réseau mondial

Action contre la Faim est un réseau mondial qui dispose de sièges sociaux au Canada, en France, en Allemagne, en Inde, en Italie, en Espagne, au Royaume-Uni et aux États-Unis. Les membres d'Action contre la Faim sont indépendants sur le plan juridique mais ont un mandat, des valeurs, des principes de fonctionnement, des normes de qualité et une stratégie en commun.

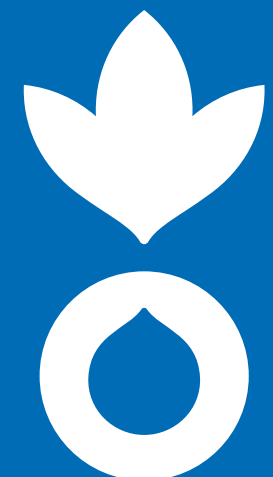
En plus de nos sièges sociaux, nous avons des bureaux nationaux en Afrique, en Asie, en Europe, au Moyen-Orient, en Amérique latine et dans les Caraïbes.

En 2025, nous étions présents dans 54 pays, avec des projets dans 52 pays, et nous sommes venus en aide à 21,2 millions de personnes.

Remerciements

Le Rapport d'impact global ne pourrait pas exister sans l'excellent travail de nos équipes à travers le monde, en particulier nos équipes de suivi, d'évaluation, de redevabilité et d'apprentissage. Une mention spéciale à l'équipe de communication du Royaume-Uni, qui travaille sans relâche pour créer le produit final.

Enfin, nous tenons à remercier Natalie Gibbs, qui compile les données et nous aide à mettre en forme le rapport.



Contents

Introduction	11
Un monde sans faim	12
Statistiques sur la faim dans le monde	12
Notre contribution aux Objectifs mondiaux	14
Où nous sommes intervenus en 2025	16
Notre impact	18
Priorité 1 : Nous sauvons des vies	24
Notre approche	24
2025 en chiffres	24
Étude de cas : Un soutien en nutrition qui sauve des vies à Gaza	29
Santé et nutrition	30
Aide en espèces et en bons	33
Étude de cas : Intervention d'urgence pour rétablir l'accès à l'eau et développer la résilience au Nigeria	35
Eau, assainissement et hygiène (EAH)	37
Résumé	38
Priorité 2 : Ensemble, nous renforçons la résilience et transformons les systèmes pour prévenir la faim	40
Notre approche	40
2025 en chiffres	41
Nous atténuons les effets des principaux facteurs de la faim	42
Étude de cas : Renforcer la résilience au changement climatique et la sécurité alimentaire des petits exploitants agricoles en Zambie	45
Égalité entre les genres et inclusion	47
Étude de cas : Créer des espaces adaptés aux familles pour les femmes et les enfants en Afghanistan	49
Résumé	50
Priorité 3 : Nous connectons et nous mobilisons	52
Notre approche	52
2025 en chiffres	52
Étude de cas : Diriger l'équipe Field Support Team (FST) du Global WASH Cluster	55
Résumé	58

Priorité 4 : Nous créons et partageons des connaissances	60
Notre approche	60
2025 en chiffres	60
Recherche	61
Étude de cas : Les systèmes d'alerte précoce en action : l'initiative MERIAM	63
Résumé	64
Fondement 1 : Nous travaillons avec les personnes auxquelles nous venons en aide	67
Notre approche	67
2025 en chiffres	67
Étude de cas : La réussite du programme Right2Grow	69
Étude de cas : Intégrer la nutrition à la préparation aux urgences	71
Résumé	72
Fondement 2 : Nous stimulons les investissements dans la lutte contre la faim	75
Notre approche	75
2025 en chiffres	75
Étude de cas : L'impact de la réduction du financement sur les programmes d'Action contre la Faim dans le monde entier	79
Résumé	80
Fondement 3 : Nous nous engageons à être un réseau cohérent, efficace et bien administré	82
Notre approche	82
2025 en chiffres	82
Sécurité	84
Classifications de sécurité des pays dans lesquels nous intervenons	88
Étude de cas : Renforcer l'intelligence collective avec Network Performance	91
Résumé	92
Notes de fin	95
Profils pays	98



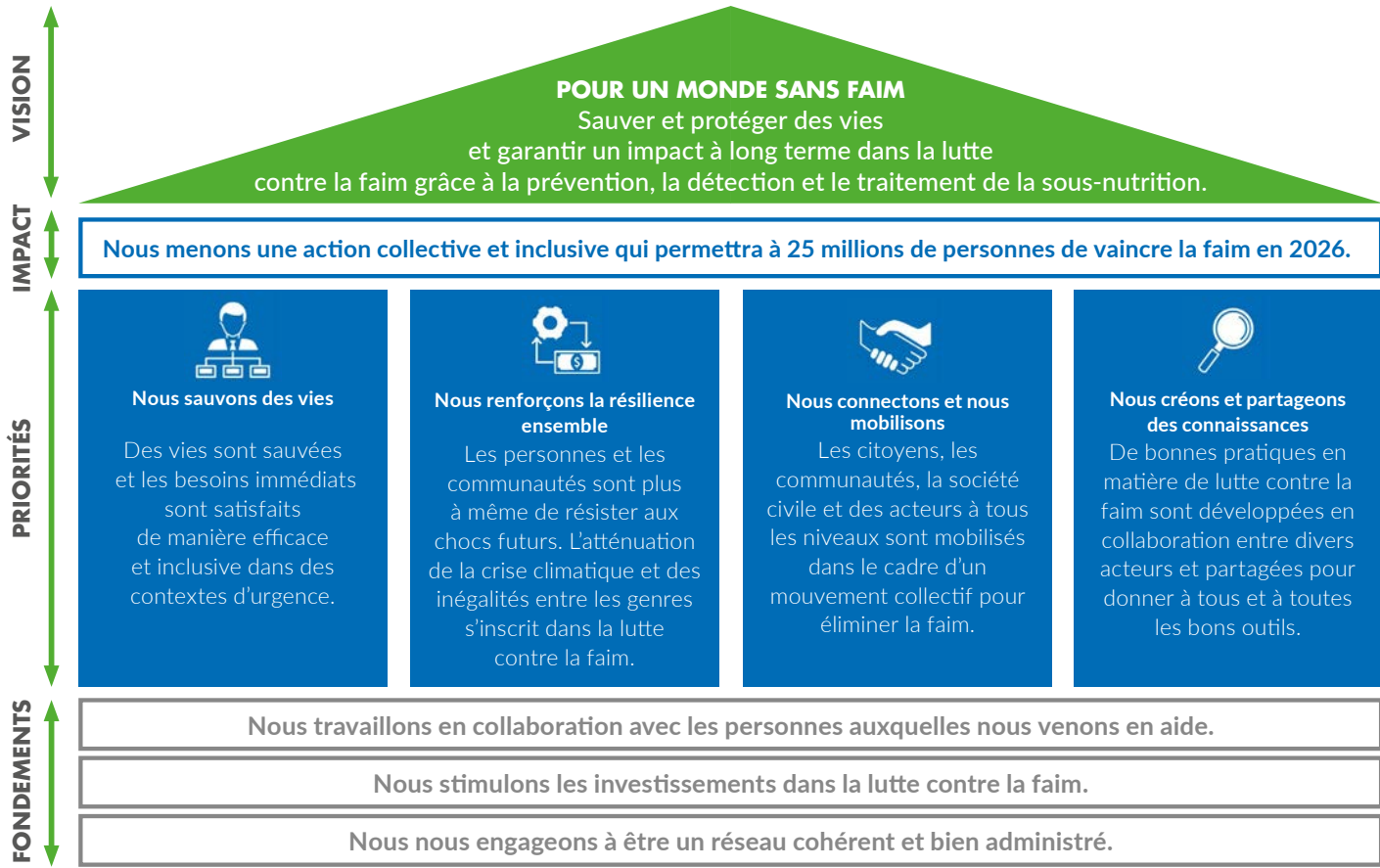
Introduction

Pour réussir notre mission, qui est de créer un monde sans faim, le réseau mondial d'Action contre la Faim a élaboré un plan stratégique international pour la période 2021-2025 (également connu sous le nom d'ISP3), que nous résumons ci-dessous. L'ISP3 a été prolongé d'un an et ne terminera pas fin 2026.

Le présent Rapport d'impact global résume les principales réalisations du réseau en 2025, comprend des études de cas sur nos interventions et sur les progrès accomplis,

et partage des informations sur chacun des pays dans lesquels nous intervenons.

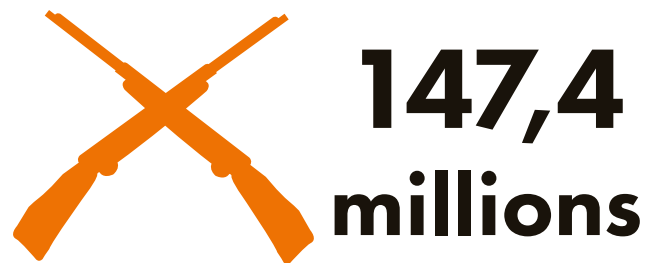
Nous savons que la faim et la sous-nutrition potentiellement mortelles ont plusieurs causes, les cinq principales étant la pauvreté, les inégalités, les conflits, le changement climatique et les catastrophes. Bien que toutes ces causes de la faim soient malheureusement en augmentation, dans ce rapport, nous mettrons en avant les domaines dans lesquels nous avons fait des progrès en 2025.



Notre vision : un monde sans faim

Statistiques sur la faim dans le monde

Notre vision est celle d'un monde dans lequel les enfants et les adultes peuvent accéder dignement à une alimentation nutritive et suffisante et à de l'eau potable. La sous-nutrition sévère doit être éradiquée. Aucun enfant ne devrait mourir de faim.



Les conflits et l'insécurité sont restés la principale cause de la faim dans 19 pays et territoires, touchant 147,4 millions de personnes, soit plus de 50 % de l'ensemble des personnes confrontées à des niveaux de faim critiques.ⁱ



de personnes dans le monde souffrent de sous-nutrition.ⁱⁱ



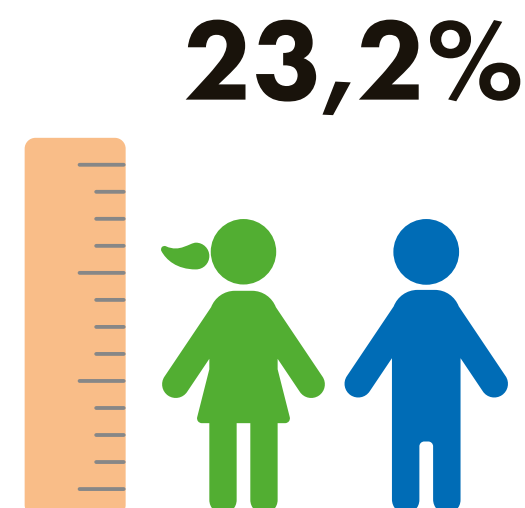
Il a été estimé que 35,5 millions d'enfants souffraient de malnutrition aiguë et 25,7 millions de malnutrition aiguë modérée en 2025.ⁱⁱⁱ



Le continent africain accueille désormais près de la moitié des personnes souffrant de la faim dans le monde, et il est prévu que ce chiffre passe à 60 % d'ici 2030.^{iv}



Le nombre de personnes confrontées à des niveaux élevés d'insécurité alimentaire aiguë dans le monde a presque doublé depuis 2016, se maintenant au-dessus de 20 % chaque année depuis 2020.^v



À l'échelle mondiale, il a été estimé que 23,2 % des enfants souffraient d'un retard de croissance et 6,6 % d'émaciation (contre 26,4 % et 7,4 % en 2012, respectivement).^{vi}



de personnes dans 32 pays et territoires se trouvaient en situation d'urgence (phase 4 de l'IPC), et 1,4 million de personnes dans 6 pays et territoires en situation de catastrophe (phase 5 de l'IPC) : le Territoire palestinien occupé (Gaza), le Soudan, le Soudan du Sud, le Yémen, Haïti et le Mali.^{vii}



La sous-nutrition touche les femmes et les enfants de manière disproportionnée : en Afrique seulement 48 % des femmes et 25 % des enfants atteignent la diversité alimentaire minimale.^{viii}

Notre contribution aux Objectifs mondiaux

Nous nous engageons à mener une action collective, inclusive et concertée et à collaborer avec des partenaires de notre communauté mondiale, à la fois nouveaux et de longue date, pour atteindre les Objectifs de développement durable (ODD), également appelés Objectifs mondiaux.

Notre approche intégrée et les priorités de notre stratégie sur cinq ans reflètent la nature complexe de la faim. Notre lutte contre la faim s'appuie sur des stratégies visant à améliorer la santé et le bien-être, à garantir de l'eau propre et un assainissement pour tou·tes, à réduire l'injustice sociale, l'inégalité entre les genres et la violence

sexiste, et à atténuer les effets de la crise climatique. Les objectifs de notre stratégie sont donc étroitement liés aux ODD, et nous nous engageons nous aussi à ne laisser personne de côté. En 2025, compte tenu des changements survenus dans le secteur humanitaire et du développement, nous avons décidé de prolonger d'un an le plan stratégique international 2021-2025 (ISP3) de l'organisation, jusqu'à fin 2026.

Nous souhaitons tout particulièrement atteindre l'objectif mondial 2 (Faim zéro), qui nous permettra de réaliser notre vision en tant qu'organisation.

2 FAIM
"ZÉRO"



**Éliminer la faim,
assurer la sécurité
alimentaire, améliorer
la nutrition et promouvoir
l'agriculture durable.**

Nous chercherons également à contribuer à la réalisation des objectifs mondiaux suivants, qui s'alignent sur nos priorités stratégiques :



**OBJECTIFS DE
DEVELOPPEMENT
DURABLE**

1 PAS
DE PAUVRETÉ



Éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde.

3 BONNE SANTÉ
ET BIEN-ÊTRE



Permettre à tous et à toutes de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être à tout âge.

5 ÉGALITÉ
ENTRE LES SEXES



Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles.

6 EAU PROPRE ET
ASSAINISSEMENT



Garantir l'accès de tou·tes à des services d'alimentation en eau et d'assainissement gérés de façon durable.

13 MESURES RELATIVES
À LA LUTTE CONTRE
LES CHANGEMENTS
CLIMATIQUES



Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions.

16 PAIX, JUSTICE
ET INSTITUTIONS
EFFICACES



Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et inclusives aux fins du développement durable, donner accès à tous et à toutes à la justice et construire des institutions efficaces, responsables et inclusives à tous les niveaux.

17 PARTENARIATS POUR
LA RÉALISATION DES
OBJECTIFS



Renforcer les moyens de mettre en œuvre le Partenariat mondial pour le développement et le revitaliser.



NATIONS UNIES

Où nous sommes intervenus en 2025

En 2025, nous avons travaillé dans 54 pays

Avec des programmes nationaux dans 52 d'entre eux.

-  BUREAU NATIONAL ET PROGRAMMES ACTIFS
-  BUREAU NATIONAL UNIQUEMENT. AUCUN PROGRAMME ACTIF

CANADA

ÉTATS-UNIS

HAÏTI

GUATEMALA

NICARAGUA

VENEZUELA

HONDURAS

COLOMBIE

PÉROU

ROYAUME-UNI

ALLEMAGNE

FRANCE

ITALIE

ESPAGNE

LIBAN

MAURITANIE

MALI

TCHAD

SÉNÉGAL

SIERRA LEONE

LIBÉRIA

CÔTE D'IVOIRE

BURKINA FASO

FASO

NIGERIA

NIGER

CAMEROUN

RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

UKRAINE

GÉORGIE

ARMÉNIE

SYRIE

IRAK

JORDANIE

TERRITOIRES PALESTINIENNES OCCUPÉES

YÉMEN

SOUDAN

ÉTHIOPIE

SOUDAN DU SUD

SOMALIE

UGANDA

KENYA

TANZANIE

ZAMBIE

MADAGASCAR

ZIMBABWE

MOZAMBIQUE

AFGHANISTAN

PAKISTAN

INDE

NÉPAL

BANGLADESH

MYANMAR

PHILIPPINES

Notre impact



Toutes les informations financières
sont basées sur des chiffres non vérifiés
et peuvent faire l'objet de modifications.



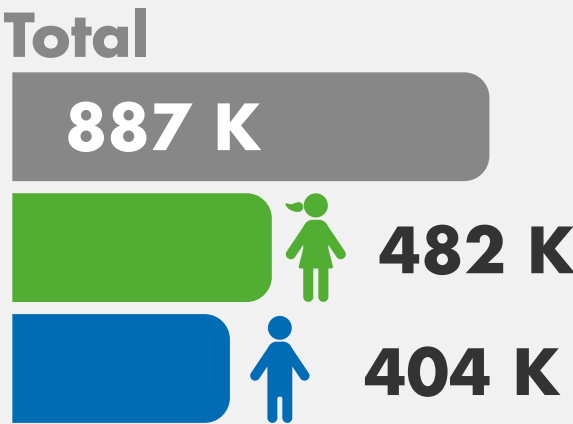
pays avec
des programmes

282 924

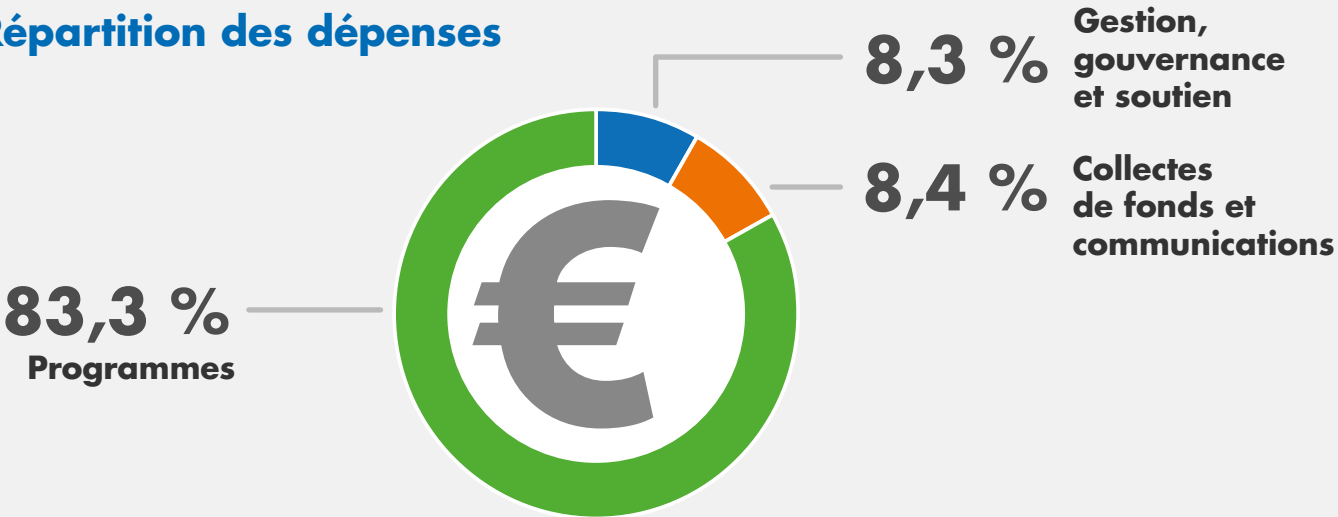
Nombre de femmes
âgées de 15 à 49 ans
qui ont été vues par
un médecin au moins
quatre fois pendant
leur grossesse



Enfants traités contre la sous-nutrition



Répartition des dépenses



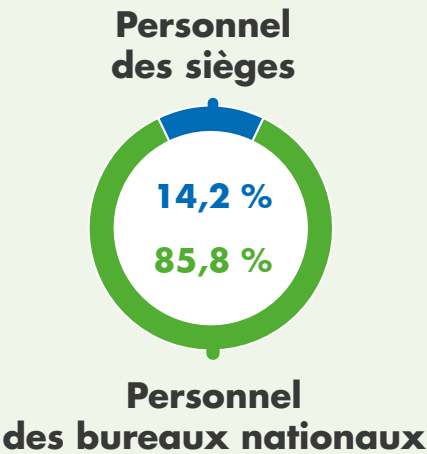
Présence



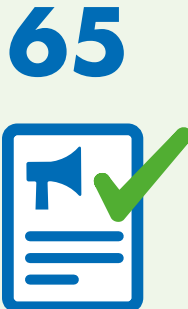
Sièges
sociaux



Membres
du personnel



Initiatives de plaidoyer
dirigées/mises en œuvre
par Action contre la Faim



Changements de politiques
en raison des activités
d'Action contre la Faim



Produits
de plaidoyer produits

Données concernant le Royaume-Uni, la France, l'Espagne, les États-Unis, le Canada, l'Allemagne et l'Italie.

* Les totaux désignent les personnes ayant reçu une aide directe dans chaque secteur et ne reflètent pas le nombre réel de personnes touchées.

Résumé

Notre mission est de sauver, d'améliorer et de protéger des vies en éliminant la faim grâce à la prévention, à la détection et au traitement de la sous-nutrition, en particulier pendant et après les crises causées par les conflits, les déplacements, la pauvreté, la discrimination, les inégalités et les catastrophes naturelles. De la crise à la durabilité, nous luttons contre les causes immédiates, sous-jacentes et profondes de la sous-nutrition et ses conséquences en adoptant une approche multisectorielle.

En concevant nos programmes en collaboration avec les communautés locales, en les intégrant aux systèmes nationaux et en travaillant avec nos partenaires, nous nous assurons également que nos interventions à court terme deviennent des solutions à long terme. Notre ISP3 vise à mener « une action collective et inclusive qui permettra à 25 millions de personnes de vaincre la faim en 2025 ». En 2025, nous sommes venus en aide à 21,2 millions de personnes, une diminution de plus de 5 millions par rapport à 2024. L'année 2025 a été particulièrement difficile pour notre secteur, les coupes budgétaires ayant entraîné une perte d'environ 10 % du financement de l'aide internationale. Cela nous a contraints de réduire nos effectifs, nos programmes et nos projets.

Comme pour d'autres acteurs du secteur, cela a entraîné une baisse du nombre de personnes soutenues. Toutefois, dans les pays qui en avaient le plus besoin, comme le Territoire palestinien occupé, Myanmar, la Somalie et le Yémen, nous avons augmenté le nombre de personnes soutenues par nos services d'aide alimentaire, de soutien nutritionnel, d'eau potable, de promotion de l'hygiène et d'assainissement.

Dans d'autres contextes, nous avons réorienté nos programmes vers des approches axées sur la prévention, l'action communautaire et le renforcement des systèmes, notamment au Bangladesh et aux Philippines, où nous avons mené davantage d'activités de préparation et d'alerte précoce afin de mieux nous préparer aux urgences et y répondre. De plus, nous avons continué de veiller à une mise en oeuvre efficace de nos projets, en garantissant qualité et efficacité à tout moment, et nous avons maintenu nos opérations humanitaires malgré la crise de financement. Cela nous a permis de continuer à offrir notre aide dans des pays tels que le Pakistan, où nous avons renforcé le soutien apporté aux réfugiés afghans et à leurs communautés d'accueil.

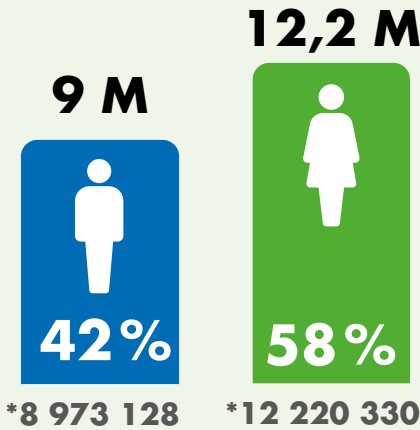
Afin de nous adapter à l'évolution rapide de la situation financière, nous avons collaboré avec nos partenaires, nos soutiens et nos bailleurs de fonds à l'échelle mondiale pour garantir de nouvelles sources de financement.

Nous avons établi de nouveaux partenariats financiers avec des bailleurs de fonds institutionnels, tels que le Service des instruments de politique étrangère (IPE) de l'UE, ainsi qu'avec des fondations philanthropiques privées, telles que la Fondation du fonds d'investissement pour l'enfance (CIFF) en République démocratique du Congo et au Soudan, et Project Resource Optimization (PRO) au Nigeria. En parallèle, nous avons amélioré la collecte de données auprès de nos bureaux nationaux afin de réduire le « double comptage », qui se produit lorsqu'une personne qui a participé à plusieurs activités proposées par Action contre la Faim est comptabilisée plusieurs fois. Ce changement a été mis en oeuvre dans 30 de nos bureaux nationaux et s'inscrit dans le cadre de nos efforts continus pour améliorer la qualité des données et produire des preuves fiables et précises de l'impact de nos interventions.

Genre des personnes soutenues



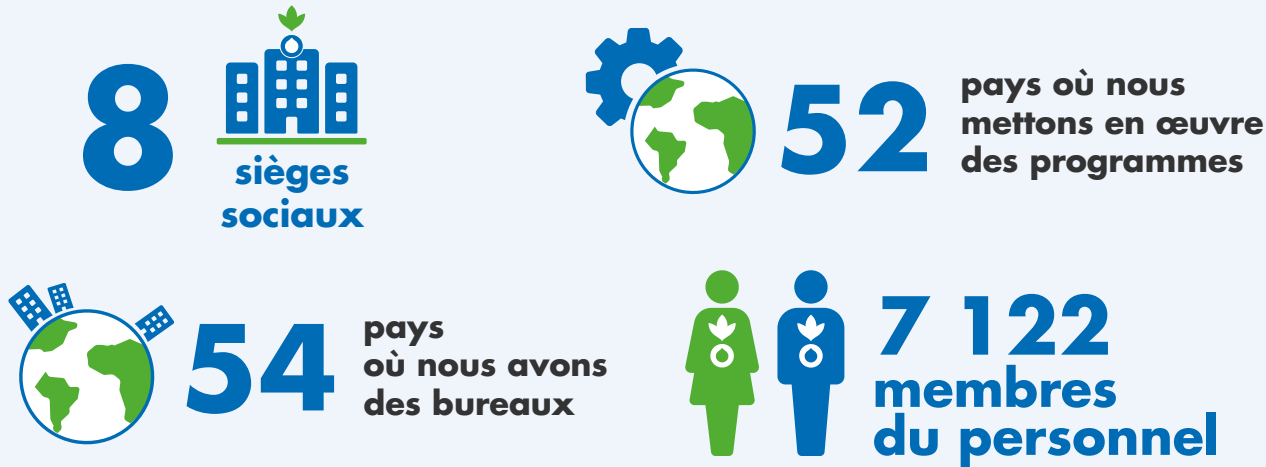
*le nombre total de personnes touchées comprend des individus ayant reçu un soutien dans plusieurs secteurs.



Nombre de pays et de membres du personnel

En 2025, Action contre la Faim a travaillé dans 52 pays d'Afrique, d'Amérique latine et des Caraïbes, en Asie, en Europe et au Moyen-Orient. Nous avons aussi fermé certains de nos bureaux (notamment en Moldavie, en Pologne et en Roumanie) afin de nous concentrer sur le soutien

aux personnes touchées par le conflit en Ukraine, ce qui reflète la nature changeante de notre travail. De plus, nous avons fermé nos bureaux en Turquie, car notre soutien aux personnes touchées par le séisme n'était plus nécessaire.

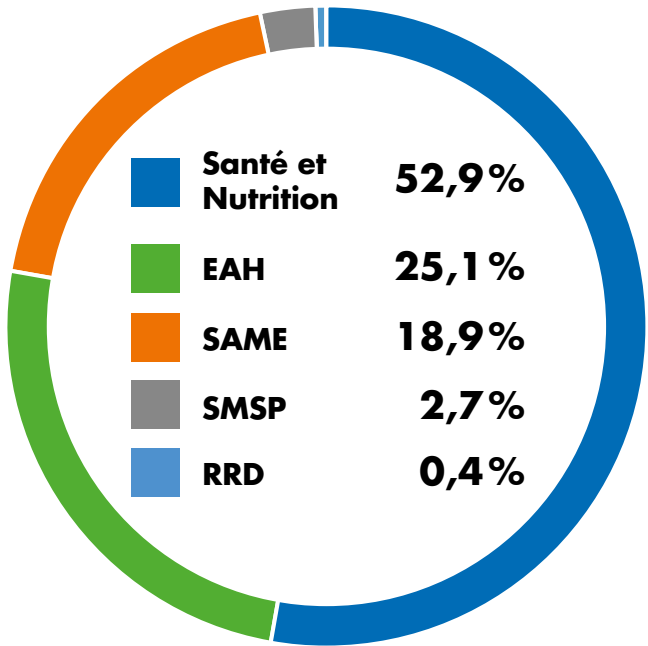


Nombre et pourcentage de personnes soutenues par secteur

Notre travail se concentre principalement sur cinq domaines : nutrition et santé, sécurité alimentaire et des moyens d'existence (SAME), eau, assainissement et hygiène (EAH), réduction des risques et des désastres (RRD) et santé mentale et soutien psychosocial (SMSP). Nos activités les plus courantes concernent la santé et la nutrition, la majorité (53 %) des personnes que nous aidons recevant un soutien dans ce secteur.

L'EAH constitue notre deuxième domaine d'activité le plus important (25 %), ce qui montre que l'eau potable, un assainissement adéquat et une bonne hygiène sont essentiels pour améliorer les résultats nutritionnels et s'attaquer aux causes profondes de la sous-nutrition. Les personnes auxquelles nous venons en aide bénéficient souvent d'un soutien dans plus d'un secteur.

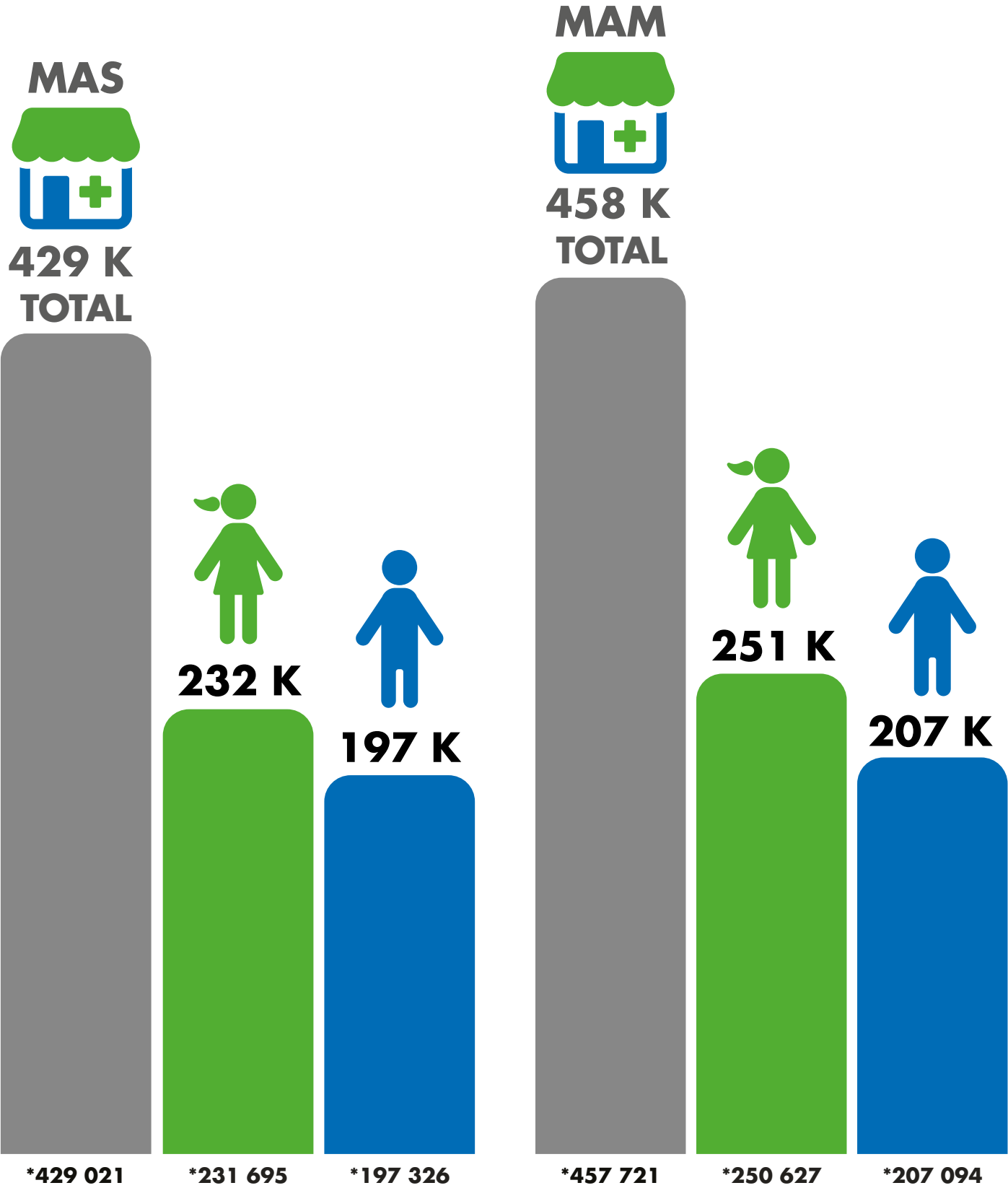
Santé et Nutrition	13 582 970
EAH	6 460 902
SAME	4 869 507
SMSP	681 064
RRD	96 592



Action contre la Faim sait que la faim et la sous-nutrition peuvent être évitées et traitées et croit en un monde dans lequel tout le monde, adultes et enfants, aura les moyens de réaliser pleinement son potentiel.

En 2025, plus de 886 000 enfants de moins de cinq ans ont été traités contre la malnutrition aiguë sévère et la malnutrition aiguë modérée.

Nombre d'enfants traités contre la malnutrition aiguë sévère (MAS) et modérée (MAM)



© Aneri Nihalani pour Action contre la Faim

Priorité 1 : Nous sauvons des vies

Notre approche

Notre ISP3 met en avant trois principales initiatives :

- En tant qu'intervenant spécialisé dans les situations d'urgence, renforcer notre capacité à répondre aux défis en constante évolution auxquels font face les communautés les plus vulnérables.
- Renforcer le leadership des intervenants locaux pour améliorer leur capacités de réaction.
- Veiller à ce que notre approche d'urgence comprenne des objectifs à long terme pour briser le cycle de la faim et de la sous-nutrition.

La priorité numéro 1 de l'ISP3 est « Nous sauvons des vies », et en tant qu'organisation, nous nous sommes engagés à nous assurer que des vies sont sauvées et que les besoins immédiats sont satisfaits de manière efficace et inclusive dans des contextes d'urgence.

En tant qu'intervenants d'urgence reconnus mondialement, nous continuons d'utiliser et de partager notre expérience pour sauver des vies lors de catastrophes et en temps de crise. Intervenir en première ligne en fournissant une aide vitale en matière de santé et de nutrition et en répondant aux besoins de base est dans notre ADN. Nous continuerons de venir en aide aux personnes se trouvant dans les régions les plus vulnérables et les plus difficiles à atteindre.

2025 en chiffres

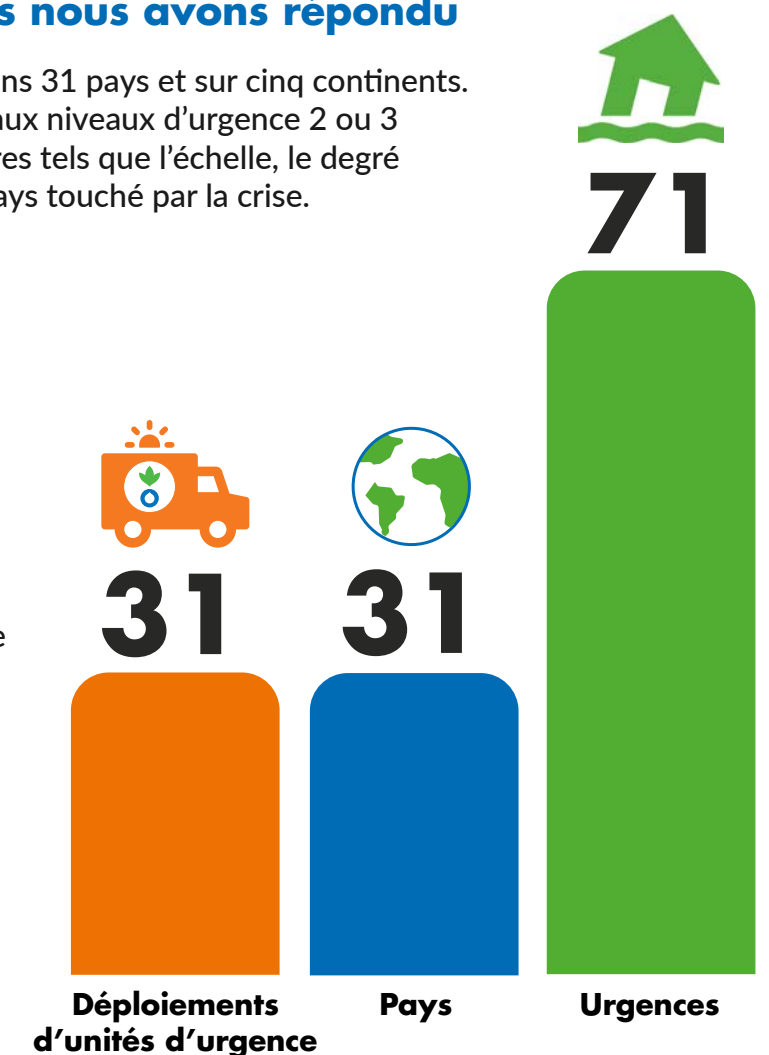
Une série de crises graves et prolongées a marqué l'année 2025. Près de la moitié des personnes déplacées dans le monde faisaient face à un conflit et à l'impact du changement climatique dans des pays politiquement fragiles comme le Soudan, la Syrie, Haïti, la République démocratique du Congo, le Liban, Myanmar et le Yémen. De plus, 1,4 million de personnes dans six pays et territoires étaient confrontées à des niveaux catastrophiques d'insécurité alimentaire aiguë (phase 5 de l'IPC), la plupart d'entre elles se trouvant au Soudan et dans la bande de Gaza, suivis du Soudan du Sud, du Yémen, d'Haïti et du Mali. La réponse à ces crises a fait partie intégrante de nos interventions d'urgence en 2025.

Nous sommes intervenus dans des situations de conflit armé et d'insécurité qui ont continué de provoquer des déplacements de population, notamment dans le Territoire palestinien occupé, au Mali et en Somalie. Nous avons également constaté un afflux important de réfugiés au Soudan du Sud et au Tchad en raison du conflit en cours au Soudan. Les phénomènes liés au changement climatique ont continué d'affecter les populations du monde entier : des événements tels que les graves inondations et glissements de terrain au Kenya et en Ouganda, ou encore le cyclone Chido au Mozambique, ont accru la vulnérabilité des communautés touchées. Nous avons répondu à des catastrophes naturelles telles que le séisme de Cebu, aux Philippines, où nous sommes également intervenus à la suite de crises à répétition, notamment des inondations, des glissements de terrain et des tempêtes. Cependant, toutes ces interventions ont été marquées par une forte baisse du financement, et afin de nous assurer de répondre aux besoins des personnes et des communautés les plus difficiles à atteindre, nous avons dû faire des choix difficiles concernant nos lieux d'intervention, nos partenaires et nos actions. Cette révision de nos priorités a mis l'accent sur le maintien des activités vitales, notamment dans les domaines de l'eau, de l'alimentation, de la santé et de la protection.

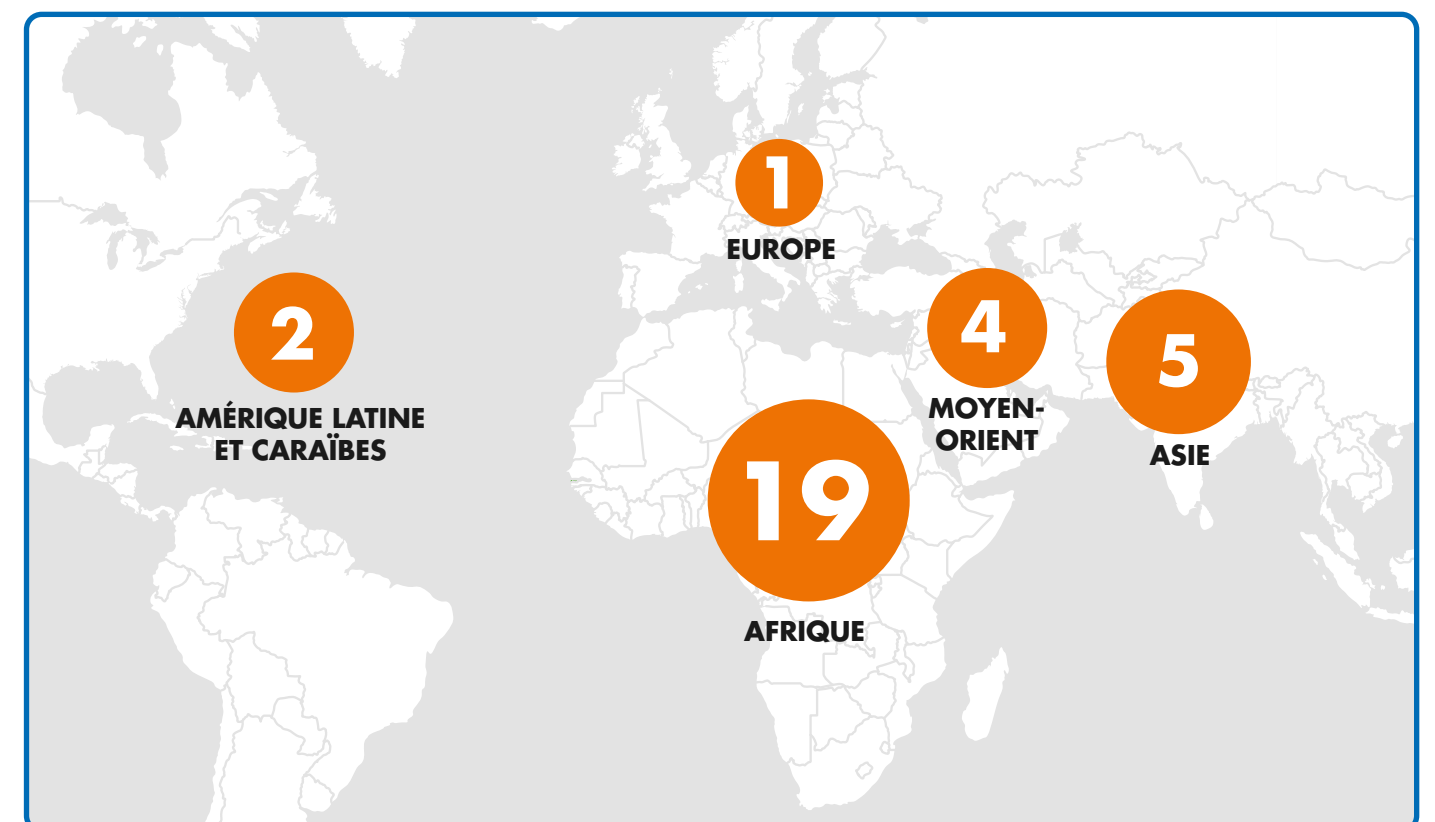
Nombre d'urgences auxquelles nous avons répondu

Nos 71 interventions d'urgence ont eu lieu dans 31 pays et sur cinq continents. Parmi ces interventions, six correspondaient aux niveaux d'urgence 2 ou 3 des Nations unies, qui se basent sur des critères tels que l'échelle, le degré d'urgence, la complexité et les capacités du pays touché par la crise.

Dans le cadre de notre engagement à renforcer le leadership et les capacités des intervenants locaux, y compris notre propre personnel et nos partenaires de la société civile locaux, nous avons continué de développer leurs compétences, leurs connaissances et leurs ressources face aux urgences. Nous avons également continué à investir pour aider les acteurs locaux et nationaux à agir en tant que premiers intervenants dans leur propre contexte et réduire le besoin d'acteurs internationaux. Par conséquent, davantage d'urgences ont été gérées par des intervenants locaux (40) que via le déploiement de notre équipe d'urgence internationale. Une intervention internationale était toujours requise dans les situations d'urgence les plus complexes, comme dans le Territoire palestinien occupé, au Liban et en Afghanistan, tandis que des intervenants locaux sont intervenus face aux inondations au Népal et au Pakistan.



Carte des régions où nous avons répondu à une urgence





Type d'urgences auxquelles nous avons répondu

35



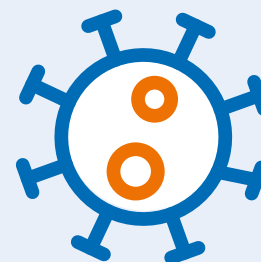
**Catastrophes
naturelles**

28



Conflits

8



Épidémies

Comme en 2024, la plupart des urgences auxquelles nous avons répondu ont été causées par des conflits et des phénomènes météorologiques extrêmes (tels que des inondations, des sécheresses et des cyclones), mais aussi par des épidémies, comme le choléra, la variole simienne (mpox) et la diarrhée aiguë. Nous avons constaté une augmentation globale du nombre de conflits en 2025, ce qui a eu des conséquences catastrophiques pour les populations et les communautés touchées. L'insécurité alimentaire aiguë a continué de toucher les personnes déplacées de manière disproportionnée, et un grand nombre de rapatriés en Afghanistan, au Liban, au Soudan du Sud, au Soudan et en Syrie étaient particulièrement vulnérables.

À partir de janvier 2025, les provinces de Wadi Fira et de l'Ennedi-Est, au Tchad, sont devenues les principales portes d'entrée des réfugiés venus du Soudan (plus de 94 000 à la fin de l'année), notamment en raison des violences à El Fasher et de l'attaque contre le camp de déplacés internes de Zam Zam (Darfour), au Soudan. Entre le 21 avril et le 17 mai 2025, un afflux important de 42 673 nouveaux arrivants, principalement des femmes et des enfants (90 %), a été enregistré. Action contre la Faim a répondu à leurs besoins les plus urgents, notamment en leur fournissant des services de protection, d'EAH, de santé et de nutrition.

Au Myanmar, nous avons répondu au séisme de Sagaing par l'intermédiaire d'un partenaire local, KMSS (Caritas Mandalay). Les activités menées ont compris la distribution de paniers alimentaires et de kits d'hygiène aux populations vulnérables, des interventions visant à améliorer la sécurité alimentaire et l'accès à l'eau et à l'assainissement, et un soutien aux services de santé essentiels, y compris la santé mentale.



Étude de cas : Un soutien en nutrition qui sauve des vies à Gaza

En 2025, Action contre la Faim a fourni un soutien en nutrition vital qui comprenait le dépistage et le traitement de la malnutrition aiguë sévère (et de la malnutrition aiguë modérée) chez les enfants de moins de cinq ans à Gaza. Grâce au financement du Disasters Emergency Committee du Royaume-Uni, nous avons fourni des compléments alimentaires à des mères de famille et les avons orientées vers des services spécialisés, en plus de diriger deux espaces mère-enfant.

L'objectif principal de ce programme est de réduire la morbidité et la mortalité chez les enfants et les femmes en améliorant leur état nutritionnel. Les enfants de moins de cinq ans, les personnes qui s'en occupent, les femmes enceintes et allaitantes et les autres membres des communautés sont orientés vers différents services et programmes en fonction de leurs besoins, de leur état nutritionnel, de leur niveau de risque et d'autres facteurs.

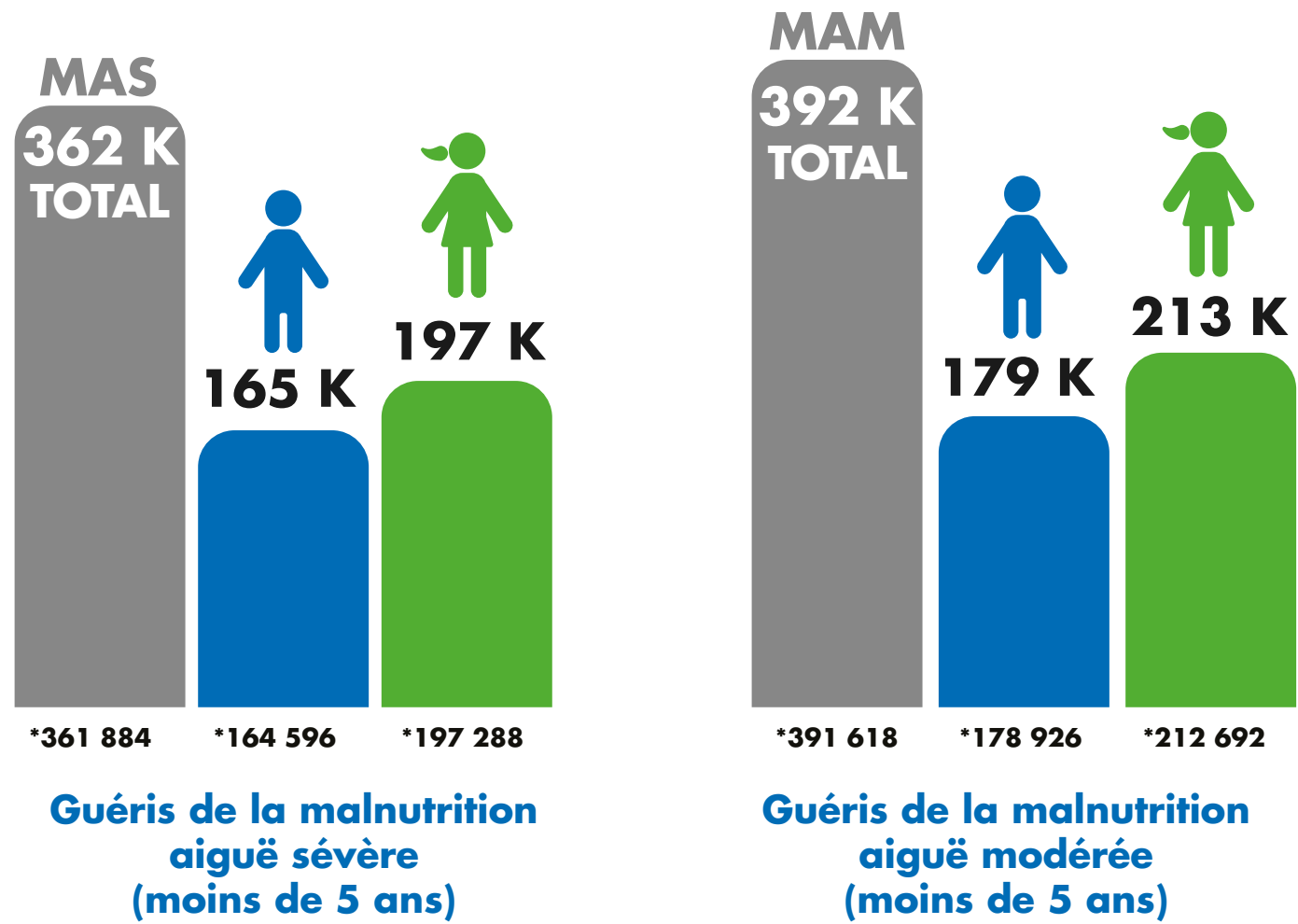
En février 2026, Action contre la Faim avait assuré le dépistage de la sous-nutrition chez 373 enfants, fourni un traitement à 85 enfants souffrant de malnutrition aiguë sévère ou modérée, soutenu 962 enfants dans le cadre de programmes d'alimentation complémentaire généralisée, apporté un soutien nutritionnel à 147 femmes enceintes et allaitantes, et accompagné 1 712 personnes lors d'interventions sur l'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants.

Shaimaa et son bébé, Tia, ont bénéficié d'un soutien nutritionnel dans la ville de Gaza, où Action contre la Faim gère un programme d'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants : « Grâce aux aliments thérapeutiques que nous avons reçus, ma fille va beaucoup mieux. Sans cela, elle aurait probablement été emportée par la famine et par les conditions difficiles dans lesquelles nous vivons. Aujourd'hui, je sais qu'elle pourra grandir et s'épanouir. »

Santé et nutrition

En 2025, dans le cadre de notre engagement à fournir une assistance vitale en santé et nutrition et à couvrir les besoins de base, nous avons pris en charge et traité près de 900 000 enfants de moins de cinq ans atteints de malnutrition aiguë sévère ou modérée.

Nombre d'enfants de moins de 5 ans guéris de la malnutrition aiguë sévère et modérée après avoir reçu un traitement



Plus de 360 000 enfants de moins de cinq ans ont été déclarés guéris de la malnutrition aiguë sévère, et plus de 390 000 de la malnutrition aiguë modérée.

De plus, plus de trois millions d'enfants de moins de cinq ans ont bénéficié de soins ambulatoires pour différentes maladies, dont plus de 226 000 au Soudan et 400 000 au Burkina Faso. Il est important que les enfants reçoivent également un traitement pour toute

autre maladie dont ils souffrent, comme le choléra et la diarrhée, car il peut s'agir d'un frein pour guérir de la sous-nutrition.

Nous avons également soutenu des femmes enceintes et allaitantes : en 2025, plus de 280 000 d'entre elles ont été vues par un médecin au moins quatre fois pendant leur grossesse, ce qui augmente la probabilité que les interventions de santé maternelle améliorent l'état nutritionnel de la mère comme de l'enfant.

Total MAS

429 K

*429 021

Enfants traités contre la malnutrition aiguë sévère (moins de 5 ans)



232 K

*231 695



197 K

*197 326

Total MAM

458 K

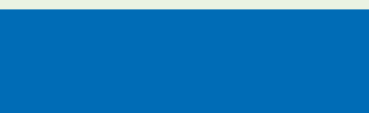
*457 721

Enfants traités contre la malnutrition aiguë modérée (moins de 5 ans)



251 K

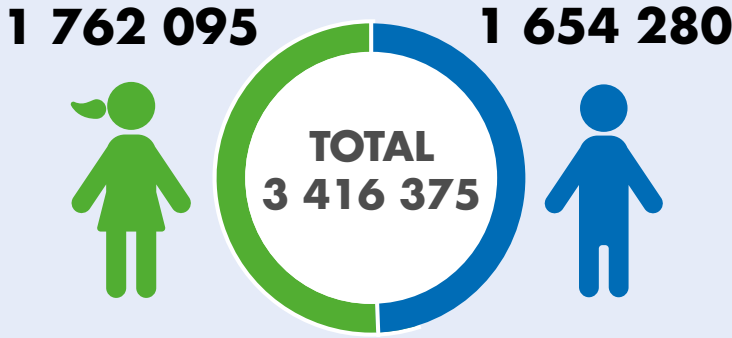
*250 627



207 K

*207 094

Soins ambulatoires dispensés à des enfants de moins de 5 ans



Nombre de femmes âgées de 15 à 49 ans qui ont été vues par un médecin au moins quatre fois pendant leur grossesse



282 924



Aide en espèces et en bons

En 2025, Action contre la Faim a poursuivi son engagement à fournir une aide vitale, à couvrir les besoins de base et à renforcer la résilience des populations aux chocs en fournissant une aide en espèces et en bons. Les espèces et les coupons sont fournis en complément de nos services habituels et de notre aide en nature, dans le cadre d'intervention basées sur le marché qui visent à répondre aux besoins spécifiques des individus afin de renforcer leur autonomie. En distribuant plus de 38 millions d'euros d'aide en espèces et en bons dans 41 pays, nous avons permis à 1,5 million de personnes de prendre des décisions plus éclairées et adaptées à leur situation, tout en protégeant leur dignité et en soutenant la reprise des marchés locaux.

Les transferts monétaires consistaient en des paiements physiques ou numériques directs qui visaient à répondre à des besoins immédiats ou à long terme. La même année, nous avons fourni plus de 27 millions d'euros d'aide financière à plus de 990 000 personnes dans 38 pays. La distribution de coupons consistait en l'émission de jetons pouvant être échangés contre une certaine somme d'argent ou une quantité prédéterminée de biens ou de services. Nous avons distribué des bons d'une valeur de 11 millions d'euros à plus de 570 000 personnes dans 15 pays, ce qui leur a permis d'accéder à des produits ou services essentiels.

Toutefois, le nombre de programmes d'aide en espèces et en bons a diminué par rapport à 2024. Si certains pays (Cameroun, Madagascar, Nigeria et Soudan du Sud) en ont bénéficié plus ou moins de la même manière, d'autres ont été directement affectés par les coupes de financement (Afghanistan, Colombie, République démocratique du Congo, Guatemala, Honduras, Kenya, Mali, Mauritanie, Niger et Ukraine), qui ont considérablement limité les activités d'aide en espèces et en bons, en plus de restreindre les interventions d'Action contre la Faim dans ces contextes en général.

Nos programmes d'aide en espèces et en bons ont continué de représenter environ 9,5 % de notre volume d'opérations total, contre 10 % en 2024 et 12 % en 2023. Notre approche multidimensionnelle de l'aide en espèces et en bons permet à Action contre la Faim de rester fidèle à sa mission de soulager les souffrances, de promouvoir l'autonomie et de construire des communautés résilientes dans le monde entier.

Montant de l'aide en espèces et des coupons en euros

38,3 M€
Total

27,3 M€
en espèces

11 M€
en bons



11 031 123 € 27 270 089 € 38 301 212 €

Remarque : les données de 2025 concernant les programmes nationaux aux États-Unis ne sont pas validées, car les contrôles de qualité n'ont pas pu être effectués faute de capacités suffisantes.



Étude de cas : Intervention d'urgence pour rétablir l'accès à l'eau et développer la résilience au Nigeria

Au Nigeria, les inondations de 2024 et 2025 dans les États de Borno et de Yobe ont détruit des maisons et contaminé les sources d'eau. Des milliers de personnes se sont alors retrouvées sans abri ni eau potable, ce qui a aggravé une crise humanitaire déjà profonde. Plus de 896 000 personnes ont été déplacées à travers le pays et 1,3 million d'hectares de terres agricoles ont été inondés, menaçant la sécurité alimentaire et les moyens d'existence de la population.

Les inondations ont exacerbé les vulnérabilités existantes, en particulier pour les femmes et les enfants, et ont mis à rude épreuve des ressources humanitaires déjà limitées par la réduction considérable du financement. Les familles devaient faire appel à des fournisseurs privés, une dépense impossible à assumer pour beaucoup d'entre elles. « Nous n'avions pas d'autre choix que de rationner l'eau », raconte M. Babagana Goni Ibrahim, un habitant de Mafoni, à Maiduguri, dans l'État de Borno. « Nos enfants tombaient malades, et le fardeau qui pesait sur les femmes était insoutenable. »

Action contre la Faim, avec le financement du ministère fédéral allemand des Affaires étrangères (GFFO), a lancé une initiative d'approvisionnement en eau par camion d'urgence. Cette intervention immédiate a atténué la pénurie d'eau à Mafoni, dans l'État de Borno, en fournissant une eau propre et potable à des centaines de foyers. Des forages ont également été construits pour garantir un accès durable à l'eau potable, réduire la vulnérabilité future et renforcer la résilience à long terme de la communauté.

Dans l'État de Yobe, Action contre la Faim est intervenue rapidement en collaboration avec l'Agence de gestion des urgences de l'État de Yobe (YOSEMA) et les autorités locales. Avec le soutien du GFFO, 103 foyers touchés par les inondations ont reçu des kits d'abri d'urgence comprenant des tôles de toit, des clous, du ciment et du bois de charpente. « Cela nous a permis d'avoir de nouveau un toit au-dessus de la tête », explique Amina, mère de quatre enfants. « Nous nous sommes sentis reconnus et en sécurité. »

Plus au nord, où de fortes tempêtes de vent sont venues s'ajouter à la crise, nous avons distribué 329 kits contenant des articles de première nécessité tels que des couvertures, des moustiquaires, du savon et des récipients d'eau. Des bons de sécurité alimentaire et de moyens d'existence ont également été distribués pour permettre aux familles de reprendre en main leur alimentation et leur bien-être.

Nos interventions dans ces États, qui ont été rendues possibles par le financement du GFFO, ont eu un effet transformateur. « L'intervention d'Action contre la Faim nous a énormément soulagés », déclare M. Ibrahim. « Grâce à l'approvisionnement en eau par camion d'urgence et à la construction des forages, notre population a de nouveau accès à une eau propre et potable. Ce soutien, qui est arrivé à point nommé, nous a rendu notre dignité et a amélioré les conditions d'hygiène et le bien-être de notre communauté. »



Eau, assainissement et hygiène (EAH)

Nous veillons à ce que notre approche d'urgence comprenne des objectifs à long terme pour briser le cycle de la faim et de la sous-nutrition, étant donné que ne pouvons pas lutter contre la faim sans nous attaquer aux maladies d'origine hydrique qui y contribuent. À l'échelle mondiale, 2,2 milliards de personnes, soit plus d'une personne sur quatre, n'ont pas accès à l'eau potable.

Sans eau potable, les affections telles que la diarrhée, les parasites et les maladies inflammatoires chroniques de l'intestin sont courantes. Ces affections peuvent empêcher les enfants d'absorber des nutriments essentiels et les rendre plus vulnérables à la sous-nutrition et à d'autres problèmes de santé. En 2025, nos activités EAH ont bénéficié à près de 6,5 millions de personnes.

Nous avons continué de veiller à ce que le plus de personnes possible aient accès à l'eau potable en situation d'urgence, notamment grâce au transport d'eau par camion, qui achemine l'eau potable d'une source fiable jusqu'aux endroits où les communautés vivent. Les exemples les plus représentatifs de cette intervention ont été le Territoire palestinien occupé et la Syrie, où près de deux millions de personnes ont reçu de l'eau potable par camion. L'approvisionnement en eau par camion nous a permis de nous mobiliser et d'agir rapidement, ce qui était essentiel pour prévenir la déshydratation, améliorer l'hygiène et réduire le risque de maladies hydriques, en particulier dans les camps ou les milieux urbains en situation de crise. Cela s'est avéré essentiel dans des pays comme le Territoire palestinien occupé et la Syrie, où les installations d'eau potable n'étaient plus disponibles.



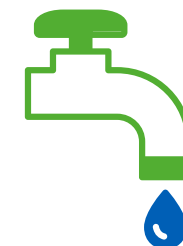
6 448 978

personnes soutenues par des activités EAH



19 774

Nombre de latrines à fosse simple (dans les foyers, les écoles, les centres de santé et autres), y compris celles construites selon l'approche d'assainissement total piloté par la communauté.



2 071

Nombre de points d'eau améliorés disposant désormais d'une source d'eau fiable.



1 137

Nombre d'établissements de santé dont les services d'eau, d'assainissement, d'hygiène, de soins de santé, de gestion des déchets et de nettoyage ont été améliorés, et où Action contre la Faim a contribué à au moins un service (formation, construction ou réhabilitation).

Principales actions

En Éthiopie, nous avons continué de développer nos interventions en situation d'urgence dans le cadre du triple nexus humanitaire-développement-paix, qui reconnaît que l'aide humanitaire, l'aide au développement et la consolidation de la paix doivent être abordées ensemble pour mettre fin aux cycles de la faim, de la pauvreté et des conflits. En tant que membre d'un consortium de six partenaires, nous avons dirigé un programme visant à susciter un changement durable en privilégiant la collaboration et la localisation.

Dans le cadre de ce programme, Sali Ali Wadiye, un travailleur agricole qui avait du mal à nourrir ses enfants dans le district de Girawa, en Éthiopie, a reçu des chèvres et une formation à un élevage intelligent face au climat. Cela lui a permis de diversifier les revenus de sa famille, d'améliorer son alimentation et de renforcer sa résilience au changement climatique. « Les chèvres ont été une véritable bénédiction. Cela m'a redonné espoir », déclare-t-il. « Mes enfants ont commencé à boire du lait de chèvre frais. Ma femme est également membre d'une association villageoise d'épargne et de crédit, et elle a commencé à faire des économies. Nous allons enfin pouvoir sortir de la pauvreté. »

Leçons apprises

En 2025, la réduction du financement des bailleurs de fonds a perturbé les services et le soutien en nutrition, empêchant le réseau d'Action contre la Faim de venir en aide à autant de personnes que prévu. Par exemple, au Soudan du Sud, le nombre de sites de nutrition est passé de 156 à 120, et les sites restés ouverts ont souffert de problèmes de disponibilité des stocks nécessaires au traitement de la malnutrition aiguë sévère et modérée. Des problèmes dans la chaîne d'approvisionnement des produits de base ont également été rencontrés au Kenya, en Somalie, au Yémen, au Soudan, au Niger et au Mali. Malheureusement, ces retards ont inévitablement affecté le traitement de la malnutrition aiguë sévère et modérée.

Nos projets pour 2026

En 2026, nous renforcerons notre action anticipatoire et nos systèmes d'alerte précoce, notamment en définissant des critères de déclenchement clairs pour l'action précoce, et nous mettrons en place des méthodologies d'anticipation dans les pays les plus exposés aux risques liés au changement climatique (par exemple, au Sahel). Nous investirons dans le bien-être et la protection du personnel, notamment en intégrant des mécanismes de soutien psychosocial et des formations à la résilience à notre réponse aux urgences.



Priorité 2 :

Ensemble, nous renforçons la résilience et transformons les systèmes pour prévenir la faim

Notre approche

Notre ISP3 se concentre principalement sur les initiatives suivantes :

- Intégrer la prévention à toutes nos activités afin de maximiser notre impact de la prévention au traitement de la sous-nutrition.
- Intensifier nos efforts pour améliorer la résilience des individus, des communautés et de nos partenaires locaux.
- Renforcer les systèmes d'alimentation, de santé et de protection sociale en collaboration avec les gouvernements locaux.
- Atténuer les effets à court et à long terme de la crise climatique sur la nutrition et la sécurité alimentaire en unissant nos forces et en intégrant le changement climatique à tous nos programmes.
- Systématiquement intégrer l'égalité entre les genres à l'ensemble de notre organisation, de nos activités et de nos stratégies, et développer une approche de transformation du genre au niveau institutionnel et dans nos programmes.

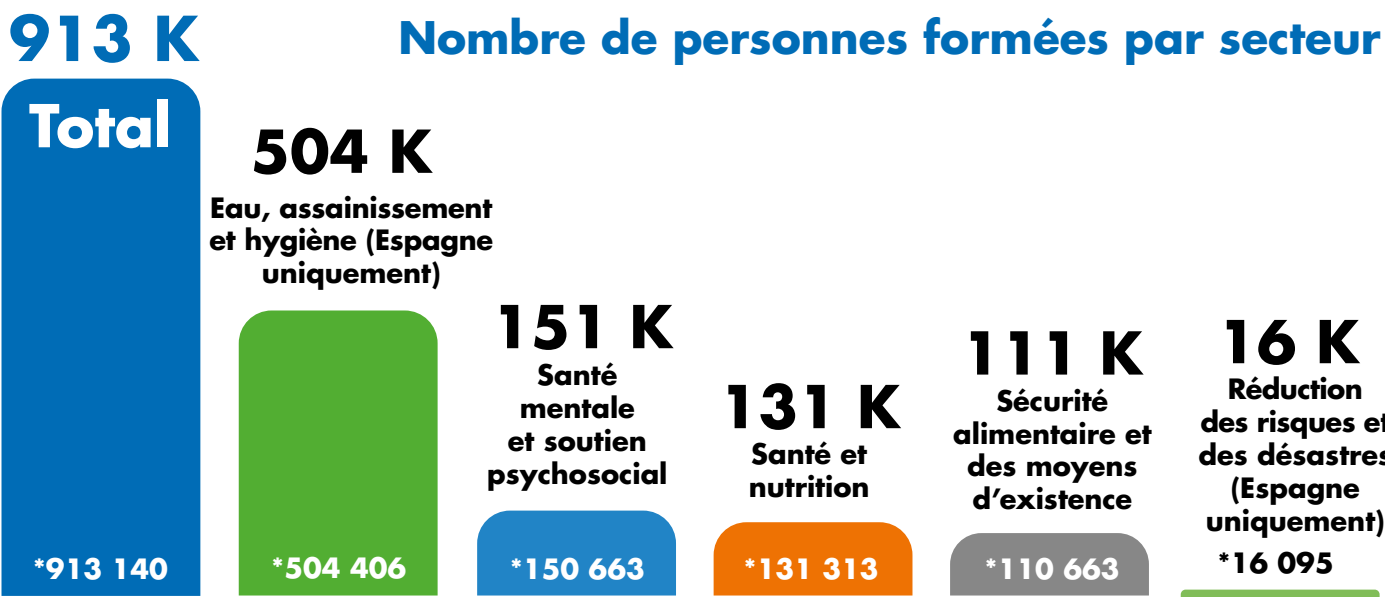
Pour obtenir des résultats permanents et atteindre l'objectif faim zéro d'ici 2030, nous devons travailler main dans la main avec les communautés, en particulier les plus vulnérables, afin de transformer leurs systèmes et de renforcer leur résilience face aux chocs et aux crises. Il s'agit d'une étape essentielle pour lutter contre la sous-nutrition, sauver des vies et éviter la perte de moyens d'existence. Nous placerons notre expérience existante au cœur de tout ce que nous entreprenons.

Nous nous efforcerons de freiner les facteurs de la faim en améliorant la formation, la surveillance et la planification d'urgence. Nous nous engageons à nous assurer que les

communautés sont mieux préparées aux crises sanitaires futures, et nous rétablirons la sécurité alimentaire et développerons de nouvelles mesures de soutien pour celles et ceux qui ont perdu leurs moyens d'existence.

Nos programmes seront plus efficaces, car nous combinerons une assistance à court terme et des objectifs à long terme. Nous contribuerons à l'autonomisation des communautés en les dotant des compétences nécessaires pour développer de nouveaux mécanismes d'adaptation, faire valoir leurs droits communautaires, réduire leur exposition, mieux se préparer et mieux gérer leurs ressources.

2025 en chiffres

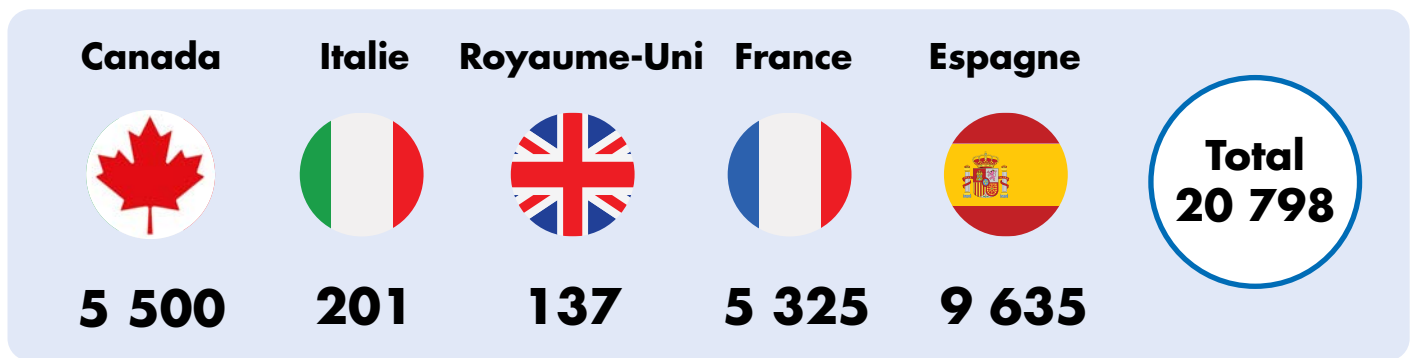


L'évolution de la situation financière a eu un impact considérable sur nos activités de renforcement de la résilience. Des services tels que le soutien aux moyens d'existence et les investissements à long terme visant à renforcer la résilience et à préserver la paix et la sécurité ont été relégués au second plan ou abandonnés par de nombreux bailleurs de fonds, qui ont limité leur soutien aux activités de secours immédiates. Malgré cela, nous avons pu poursuivre nos activités dans des domaines essentiels pour répondre aux besoins nutritionnels et lutter

contre la faim à long terme, tels que l'aide alimentaire et le soutien aux moyens d'existence.

En 2025, nous avons formé des prestataires et des agents de santé, des autorités gouvernementales, la société civile locale et des membres de communautés pour renforcer les capacités locales et changer les comportements. Au total, nous avons formé plus de 900 000 personnes sur différents sujets, principalement l'EAH, suivi de la santé mentale et du soutien psychosocial, ainsi que de la santé et de la nutrition.

Nombre de personnes soutenues par nos programmes nationaux



En plus de nos projets et programmes en Asie, en Afrique, au Moyen-Orient et en Amérique latine et dans les Caraïbes, certains des pays dans lesquels nous avons un siège social (Canada, France, Italie, Espagne et Royaume-Uni) ont mis en place des programmes nationaux pour aider les personnes qui souffrent le plus de l'augmentation du coût de la vie. En 2025, nous

avons fourni une formation, des kits d'hygiène et/ou des transferts monétaires à plus de 20 000 personnes en Espagne, en France et en Italie, et au Royaume-Uni et au Canada, la population a bénéficié d'un accès à des garde-mangers communautaires ou à des banques alimentaires grâce au soutien d'Action contre la Faim.

Nous atténuons les effets des principaux facteurs de la faim

Conflits et crises prolongées

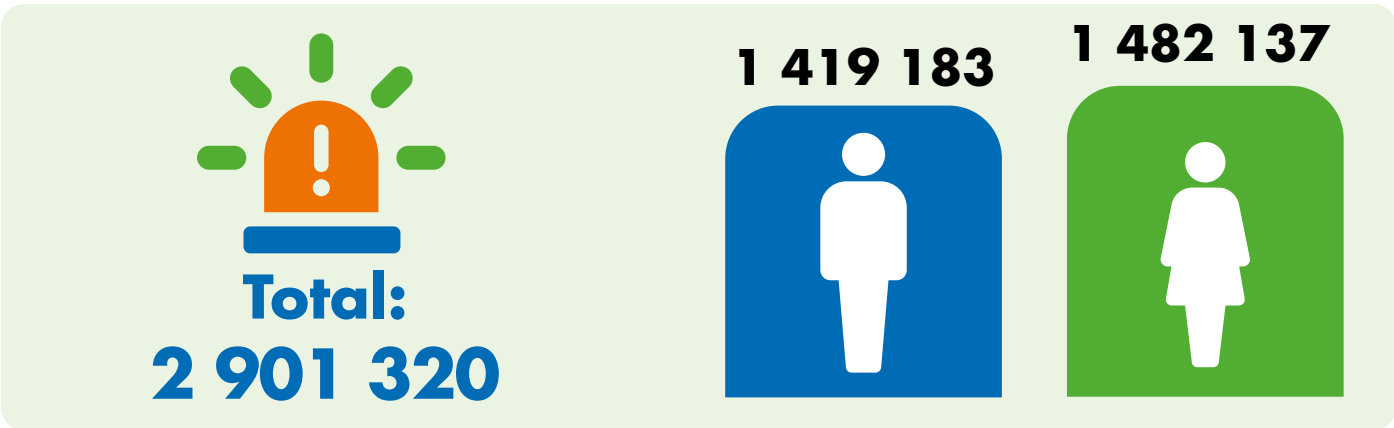
Les conflits sont restés le principal moteur des crises alimentaires aiguës, les violences s'étant principalement concentrées dans les régions les plus pauvres du monde, et les atteintes au droit international humanitaire étaient fréquentes. La croissance démographique, la pauvreté chronique, la violence croissante (y compris les attaques contre des civils) et le changement climatique ont aggravé l'instabilité politique dans les pays les plus fragiles, ce qui a conduit à des crises de plus en plus complexes et prolongées.

Comme indiqué dans notre priorité « Nous sauvons des vies », en 2025, nous avons répondu à 28 urgences causées par des conflits, notamment au Burkina Faso, au Liban, dans le Territoire palestinien occupé, en Somalie, au Soudan, la Syrie et l'Ukraine.

En parallèle, Action contre la Faim a continué de promouvoir l'Initiative et la Coalition contre les conflits et la faim, qui s'articulent autour de la résolution 2417 du Conseil de sécurité des Nations unies, laquelle reconnaît le lien entre les conflits et l'insécurité alimentaire. Nous avons continué de lutter contre l'utilisation de la faim en tant qu'arme de guerre, en particulier en Colombie, en République démocratique du Congo, au Liban, au Mali, au Niger, dans le Territoire palestinien occupé, au Soudan et au Soudan du Sud.

Les contextes très hostiles dans lesquels nous travaillons affectant souvent le bien-être mental des populations locales, il est devenu évident au cours de ces dernières années qu'une approche intégrée favorisant à la fois le bien-être physique et mental était nécessaire. Cette année, nous avons fourni ce type de soutien à 160 000 personnes, un chiffre en baisse par rapport aux années précédentes, le financement de la santé mentale et du soutien psychosocial (SMSP) ayant été relégué au second plan par nos bailleurs de fonds dans des régions telles que la République démocratique du Congo, le Soudan du Sud et le Soudan. Nous avons toutefois fourni un soutien accru aux réfugiés soudanais en Somalie, notamment en SMSP pour la première fois. Cela illustre la complexité de la situation financière : lorsque le financement est réduit dans un domaine, par exemple, le soutien direct en SMSP au Soudan, il peut augmenter dans un autre, comme les services de SMSP destinés aux réfugiés soudanais en Somalie. Cette nuance reflète la réalité d'un secteur humanitaire en mutation, la concentration des ressources sur les besoins les plus urgents et les choix complexes auxquels nous devons faire face en tant qu'organisation pour répondre aux besoins croissants des personnes et des communautés avec lesquelles nous travaillons.

Nombre de personnes couvertes par un système d'alerte précoce fonctionnel



Changement climatique

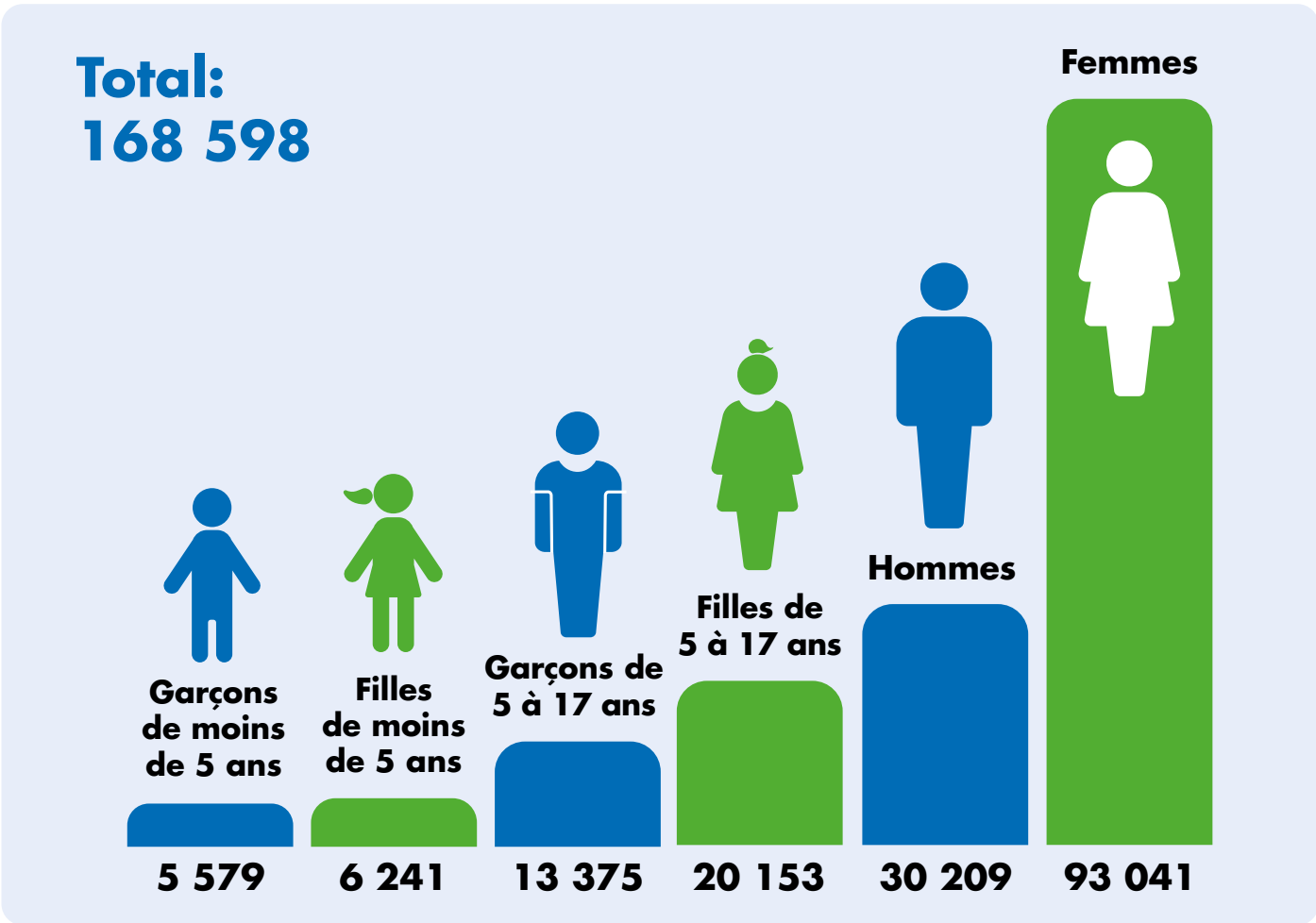
L'augmentation de la fréquence et de l'intensité des menaces naturelles en raison de la crise climatique restera l'un des principaux facteurs d'accélération de la faim au cours des cinq prochaines années, avec un bilan particulièrement lourd pour les communautés les plus vulnérables. Les tensions en résultant au niveau des ressources, de la sécurité alimentaire et des écosystèmes accentueront les difficultés sociales existantes dans les régions les plus pauvres du monde. En gardant cela à l'esprit, nous devons changer la façon dont nous abordons la faim. Pour renforcer notre capacité à répondre aux urgences climatiques, nous investirons dans le développement de nos propres capacités (et de celles de nos partenaires) afin d'atténuer l'impact à court et à long terme de la crise climatique sur la nutrition et la sécurité alimentaire.

En 2025, nous avons mis en place et continué d'utiliser des systèmes d'alerte précoce capables de détecter les signes avant-coureurs de la

faim avant qu'elle ne devienne potentiellement mortelle. Les systèmes d'alerte précoce se basent sur des données en temps réel pour anticiper les problèmes auxquels pourraient être confrontés les groupes touchés, comme les agriculteurs et les éleveurs. En créant des systèmes qui permettent d'identifier les chocs de façon précoce, qu'il s'agisse de sécheresses, d'inondations ou de pandémies, des informations vitales peuvent être partagées avec les producteurs, les communautés, les décideurs et d'autres organisations caritatives et agences non gouvernementales à l'échelle locale, afin que des mesures rapides et efficaces puissent être prises pour y remédier.

L'année dernière, plus de trois millions de personnes ont bénéficié d'un système d'alerte précoce fonctionnel soutenu par Action contre la Faim qui leur a permis de prendre les mesures nécessaires pour se protéger et protéger leurs communautés de la faim.

Nombre de personnes soutenues par des services SMSP





© Anthony Kawimbe; Chloe George pour Action contre la Faim

Étude de cas : Renforcer la résilience au changement climatique et la sécurité alimentaire des petits exploitants agricoles en Zambie

En Zambie, la crise climatique et l'accès de plus en plus restreint à des intrants de qualité et aux marchés ont mis à rude épreuve les moyens d'existence et la production alimentaire en milieu rural. Les petits exploitants agricoles, en particulier les foyers dirigés par des femmes, restent très vulnérables aux chocs climatiques et à l'accès limité aux moyens d'existence. Chaque saison des pluies insuffisante augmente le risque de faim.

En 2025, Action contre la Faim a collaboré avec le ministère de l'Agriculture et le ministère de l'Économie verte (qui comprend des autorités locales et des acteurs communautaires) pour lancer un programme visant à renforcer la résilience des communautés aux chocs climatiques tout en renforçant les capacités de ses partenaires locaux et des systèmes nationaux. Les interventions ont ciblé en priorité des districts de quatre provinces (méridionale, de l'Est, occidentale et centrale), où la dépendance à l'agriculture pluviale a entraîné des pénuries alimentaires et une augmentation de la sous-nutrition, en particulier chez les femmes et les enfants.

Les agriculteurs ont reçu des intrants de cultures résistantes à la sécheresse et riches en nutriments, telles que le niébé, l'arachide et le maïs orange. La formation à des pratiques agronomiques telles que l'irrigation économe en eau et la gestion durable des ressources naturelles a permis aux agriculteurs d'assurer la continuité de leur production dans des conditions de sécheresse. Les communautés ont également développé des compétences en manutention et stockage post-récolte, ce qui a réduit leurs pertes et contribué à stabiliser la disponibilité des produits alimentaires tout au long l'année. Les systèmes numériques d'alerte précoce et les mécanismes d'action anticipatoire ont également été renforcés grâce à la plateforme E-PICSA, qui

permet aux agriculteurs et aux communautés d'anticiper les risques climatiques, de s'y préparer et d'y réagir plus efficacement.

Le modèle des agriculteurs relais a favorisé l'apprentissage entre pairs : un agriculteur relais formé et soutenu était sélectionné pour fournir des services de vulgarisation pratiques, réaliser des démonstrations et former 25 agriculteurs de sa communauté. Cette approche comble une lacune majeure dans les systèmes de vulgarisation publics (où un seul agent de vulgarisation du gouvernement dessert souvent plus de 1 100 agriculteurs) en décentralisant les connaissances et en garantissant un soutien adapté au contexte local et fourni au moment opportun.

« Les compétences que j'ai développées vont bien au-delà de ce projet. Même lorsque le soutien diminuera, je continuerai de former d'autres agriculteurs, car ces connaissances appartiennent désormais à la communauté. »
— Agriculteur relais

« La collaboration avec des agriculteurs relais a considérablement renforcé notre système de vulgarisation. Ils nous aident à atteindre plus d'agriculteurs de manière efficace et à assurer la continuité des bonnes pratiques agricoles au-delà de la durée du projet. » — Agent de vulgarisation

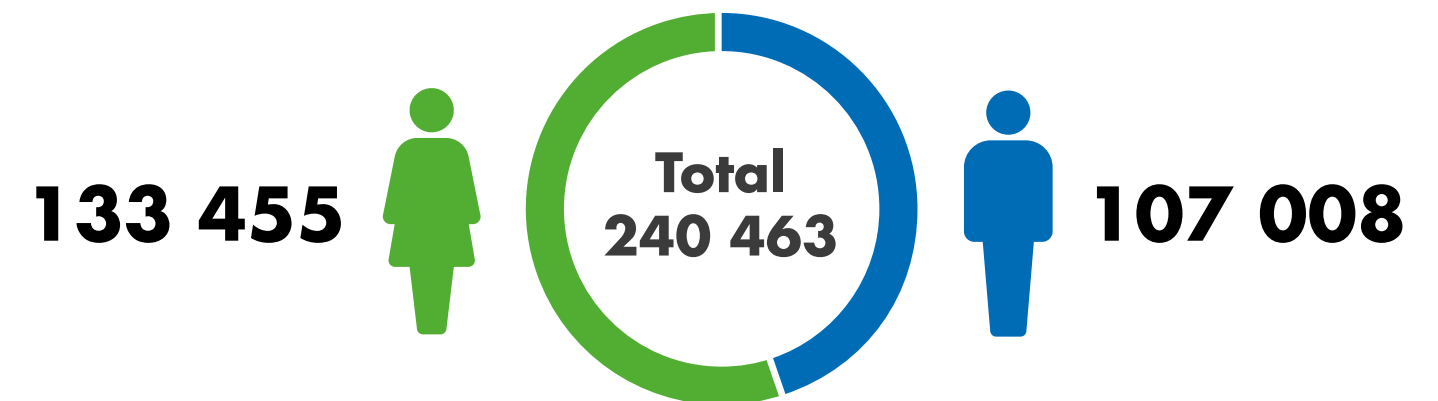
À la fin de l'année, nos interventions avaient aidé 1 986 ménages agricoles à transformer leur manière de produire, de stocker et de commercialiser des produits alimentaires. La mise en commun des récoltes de niébé a permis d'approvisionner plus de 102 écoles primaires et secondaires en grains dans le cadre du Programme d'alimentation scolaire local, établissant ainsi un lien direct entre la résilience des petits exploitants et la nutrition infantile.



Nombre de personnes ayant reçu un soutien agropastoral

Nous avons aidé les agropasteurs à améliorer leur rendement et leur nutrition en alliant la production agricole à des pratiques vétérinaires durables, et nous avons facilité l'accès des agriculteurs et des éleveurs aux systèmes alimentaires et aux marchés locaux afin de leur permettre de vendre leurs produits. En 2025, nous avons ainsi fourni un soutien agropastoral à plus de 100 000 hommes et 130 000 femmes.

En raison de leur dépendance aux ressources naturelles, ces communautés sont extrêmement sensibles au changement climatique. En leur dispensant une formation visant à développer leurs pratiques agricoles, nous les avons aidées à gagner en autonomie et à mieux résister aux chocs climatiques.



Égalité entre les genres et inclusion

Les conflits et les catastrophes naturelles entraînent une augmentation de l'oppression, de l'insécurité et de la violence sexiste, et les inégalités sociales, politiques et économiques continuent d'accentuer la faim. Des recherches ont montré qu'il existait un lien entre l'inégalité entre les genres et la sous-nutrition. De nombreuses causes sous-jacentes de la sous-nutrition, telles que les pratiques de soins inadéquates et l'accès limité à des aliments nutritifs, à des services de santé de qualité et à des services d'eau, d'assainissement et d'hygiène, sont directement ou indirectement liées aux inégalités entre les genres, telles que le déni des droits de propriété et des droits fonciers des femmes. Ces facteurs compromettent la nutrition et les moyens d'existence des foyers.

Par conséquent, promouvoir l'égalité entre les genres et garantir la centralité de la protection, notamment un accès à une assistance dans des conditions de sécurité et de dignité, est

fondamental pour notre mission. Notre vaste définition du genre tient compte des différents aspects de la diversité, leur pluralité pouvant entraîner une discrimination et une vulnérabilité accrues. Nous menons à bien des analyses sociales et de genre pour comprendre les relations de pouvoir et les différents besoins et priorités des hommes, des femmes, des garçons et des filles, ainsi que leurs charges de travail et les systèmes culturels au sein desquels ils évoluent. Une étape essentielle pour concevoir des programmes efficaces qui donnent des outils aux personnes auxquelles nous venons en aide, que ce soit dans des contextes d'urgence ou dans le cadre de leur rétablissement et du renforcement de leur résilience à long terme. Ceci est également essentiel pour donner la priorité à la dignité, à la sécurité et aux droits des individus en identifiant ceux à risque, le type de risques et les raisons et circonstances de ces risques, et ce, dès le début d'une crise, afin de garantir des programmes sûrs et de qualité.



Étude de cas : Créer des espaces adaptés aux familles pour les femmes et les enfants en Afghanistan

L'Afghanistan continue de traverser une grave crise humanitaire, près d'un tiers des enfants souffrant de malnutrition aiguë et environ un tiers des jeunes mères présentant des signes de dépression post-partum.

Pour y remédier, Action contre la Faim a mis en place cinq espaces adaptés aux familles visant à améliorer la santé mentale, le bien-être psychosocial et la résilience des femmes, des enfants de moins de cinq ans et de leurs familles. Ces structures jouent un rôle vital pour les populations les plus vulnérables.

Situés dans les provinces de Ghor, Helmand et Badakhshan, ces espaces reçoivent 16 000 personnes chaque mois : 800 bénéficient de consultations individuelles ou de groupe, 1 200 participent à des activités de sensibilisation et de psychoéducation, et près de 500 enfants de moins de cinq ans bénéficient d'activités spéciales.

Au total, plus de 80 000 personnes prennent part à des activités destinées aux mères allaitantes et aux enfants souffrant de sous-nutrition, notamment :

- des activités destinées aux enfants de moins de deux ans et visant à renforcer la relation mère-enfant à travers le jeu et la consolidation des liens affectifs ;
- un soutien psychosocial individuel destiné aux mères, notamment un soutien émotionnel, des techniques de relaxation et des thérapies cognitives dispensées par des professionnels ;
- des activités de psychoéducation pour aider les femmes à mieux comprendre et à reconnaître leurs propres besoins en matière de santé mentale ;
- des dialogues communautaires pour lutter contre la stigmatisation et sensibiliser aux questions de santé mentale.

Principales actions

En 2025, Action contre la Faim a consolidé sa position de leader à l'intersection de l'égalité entre les genres, de la protection et de la sécurité alimentaire et nutritionnelle en renforçant son expertise technique, son plaidoyer et ses partenariats stratégiques. L'un des temps forts de l'année a été notre participation active à la 69e session de la Commission de la condition de la femme des Nations Unies (CSW69), qui a marqué le 30e anniversaire de la Déclaration de Beijing. Tout au long de cette session, Action contre la Faim a joué un rôle de premier plan dans les discussions sur les politiques et les échanges bilatéraux, soulignant la nécessité de s'attaquer aux liens structurels entre la faim, les conflits et les inégalités entre les genres dans un contexte marqué par la remise en cause croissante des droits des femmes et les fortes restrictions du financement humanitaire.

Leçons apprises

En 2025, Action contre la Faim a développé des bonnes pratiques visant à intégrer la nutrition à son action anticipatoire, avec des projets pilotes au Mali et à Madagascar, et a testé l'utilisation de données de suivi de la nutrition pour l'alerte précoce au Yémen et au Soudan du Sud. Le réseau a continué d'investir dans plusieurs systèmes d'alerte précoce (MERIAM en Afrique de l'Est et dans la Corne de l'Afrique, PEWS au Sahel, PREDISAN sur plusieurs continents et STEP-IT au Bangladesh). Nous avons soutenu les efforts mondiaux visant à faire progresser l'agenda de la nutrition et de la crise climatique, en coordonnant les groupes de travail techniques sur le climat et l'action anticipatoire du Global Nutrition Cluster, en plus de contribuer à l'élaboration de supports d'apprentissage. Nous avons également proposé des solutions axées sur la nature, notamment des projets de restauration de mangroves en Sierra Leone et à Madagascar, et renforcé la durabilité de nos opérations à l'aide de références internes tels que le Guide des achats durables.

Nos projets pour 2026

Le groupe de travail international sur le changement climatique a élaboré une déclaration de capacités à l'échelle du réseau. En 2026, le groupe travaillera sur le développement et la simplification des cibles de chacun des membres du réseau au titre de la Charte sur le climat et l'environnement pour les organisations humanitaires, en s'appuyant notamment sur notre cadre réseau sur l'environnement et le climat. Dans cette optique, nous avons prolongé de trois ans notre cadre réseau 2022-2025 sur l'environnement et le climat (qui arrivera donc à échéance en décembre 2028), et nous continuons de travailler pour atteindre les objectifs de ce cadre et réduire notre empreinte carbone.



Priorité 3 :

Nous connectons et nous mobilisons

Notre approche

Notre ISP3 met en avant quatre principales initiatives :

- Organiser des rassemblements en utilisant une approche basée sur les droits pour garantir aux populations touchées un accès illimité à l'assistance humanitaire.
- Développer une voix plus audacieuse et collective pour générer un changement à long terme.
- Permettre aux individus et aux communautés de faire entendre leur voix.
- Générer un changement institutionnel et politique aux niveaux local, national et régional.

Pour obtenir des résultats significatifs dans la lutte contre la faim, une action collective à grande échelle est nécessaire. Nous cherchons donc à rassembler afin de développer de nouvelles solutions pour réduire et prévenir la faim en collaboration.

Dans le cadre de l'ISP3, Action contre la Faim a continué de renforcer son plaidoyer basé sur les données, notamment en se concentrant sur le développement de divers partenariats et coalitions pour impliquer le public contre l'injustice de la faim de façon plus audacieuse. En collaboration avec nos alliés, nous pouvons développer une voix plus forte et plus activiste, afin de générer un changement à long terme et de développer la redevabilité des décideurs et des parties prenantes.

2025 en chiffres

Nous avons continué de plaider en faveur de changements de politiques visant à réduire la faim dans le monde. Dans notre ISP3, nous nous engageons à « mobiliser contre l'indifférence, et nous ne cesserons jamais de lutter pour que les gouvernements, les organisations internationales et les institutions prennent plus de mesures collectives contre la faim ». En 2025, nous avons adapté nos activités de plaidoyer pour démontrer les véritables répercussions des coupes budgétaires, notamment la réduction des services de santé, les pénuries d'aide alimentaire ou encore les lacunes en matière de protection, et pour plaider en faveur du maintien ou de la réaffectation des fonds aux besoins les plus urgents.

Action contre la Faim a joué un rôle de premier plan pour assurer le succès du sommet Nutrition for Growth (N4G), lors duquel a été annoncé un engagement international visant à mobiliser plus de 27 milliards de dollars pour lutter contre la sous-nutrition. Plus que jamais, nous avons utilisé notre travail de plaidoyer pour promouvoir des réponses basées sur les besoins et sur des principes, défendre le droit international humanitaire, protéger les populations contre la faim due aux conflits et veiller à ce que les groupes les plus marginalisés ne soient pas exclus davantage pour des raisons politiques.

En plus de nos activités de plaidoyer, nous avons dirigé la coordination avec d'autres acteurs et formé une équipe d'experts issus de l'ONU, d'ONG internationales, d'autorités locales, d'organisations de la société civile locales et de groupes communautaires qui interviennent sur une urgence dans une zone géographique donnée. En rassemblant et en coordonnant ces acteurs, nous pouvons améliorer l'accès aux services humanitaires et leur disponibilité pour les personnes et les communautés.

**Données concernant le Royaume-Uni, la France, l'Espagne, les États-Unis, le Canada, l'Allemagne et l'Italie*



282

initiatives
de plaidoyer dirigées
ou mises en œuvre
par Action contre la Faim



65

changements
de politiques en
raison des activités
d'Action contre la Faim



172

produits
de plaidoyer créés

En 2025, nous avons joué un rôle de premier plan au sein du Global WASH Cluster et du Global Nutrition Cluster, et nous avons établi des partenariats avec des communautés et des acteurs locaux afin de renforcer leur capacité à suivre les dépenses budgétaires et à s'assurer que les gouvernements respectent leurs engagements.

En 2025, nous avons mené 282 initiatives de plaidoyer à l'échelle mondiale (documents, réunions et campagnes) et avons produit et diffusé 172 déclarations, analyses, dossiers et événements. Nous avons pu établir un lien direct entre les initiatives mentionnées ci-dessus et 65 changements de politique signalés.

Nous sensibilisons aux menaces de la faim et de la sous-nutrition et faisons connaître le travail d'Action contre la Faim en rassemblant le contenu de nos projets et via nos sites web, les réseaux sociaux, nos e-mails et la presse. En collaboration avec nos collègues de plaidoyer, nous menons également des campagnes exigeant aux autorités nationales et internationales de participer à la lutte contre la faim et la sous-nutrition.



Étude de cas : Diriger l'équipe Field Support Team (FST) du Global WASH Cluster

La coordination des clusters humanitaires est essentielle pour orienter les décisions stratégiques, éviter les chevauchements, établir et maintenir des normes élevées, mobiliser des ressources, collaborer avec les autres organismes de coordination et assurer la redevabilité tout au long de la réponse d'urgence et au-delà.

Dirigée par Action contre la Faim, l'équipe Field Support Team (FST) est une composante essentielle du Global WASH Cluster qui aide les plateformes de coordination nationales (NCP) à coordonner leurs activités, à gérer les informations, à mener des évaluations et à développer les capacités de préparation et de transition, le tout sous la direction stratégique de l'équipe Cluster Advocacy and Support Team (CAST). La FST s'appuie sur une équipe d'experts qui assurent un soutien à temps plein.

Action contre la Faim dirige la FST depuis 2021, jouant un rôle central dans le renforcement de la coordination des activités EAH humanitaires à l'échelle mondiale. En travaillant en étroite collaboration avec la CAST et avec nos partenaires iMMAP Inc., IMPACT et Oxfam, nous avons garanti un soutien prévisible, engagé et de qualité dans les pays touchés par des crises.

En 2025, notre travail à la tête de la FST a aidé les NCP à renforcer leur préparation aux urgences et leurs capacités d'intervention, ainsi qu'à faire progresser la planification de la

transition des clusters dans différents contextes. Nous avons notamment soutenu la lutte contre le choléra au Myanmar et au Soudan, facilité le transfert de la gestion des clusters aux acteurs locaux et nationaux au Mozambique, au Niger et au Nigeria, et favorisé la localisation à travers le renforcement des capacités des partenaires locaux en République démocratique du Congo et au Mali.

Grâce à ces interventions ciblées et à d'autres, et en partenariat avec des acteurs locaux et internationaux, le FST a favorisé l'action collective, non seulement face aux urgences soudaines, comme le passage de l'ouragan Melissa en Jamaïque (en octobre 2025), mais aussi lors de crises complexes et prolongées, telles que celle d'Haïti, où des années d'instabilité et de déplacements internes ont aggravé la crise humanitaire à laquelle le pays était déjà confronté.

Au-delà de ses interventions dans les pays affectés, l'équipe a fourni un soutien à distance à 28 pays en 2025, notamment en participant à des initiatives mondiales dirigées par la CAST, telles que des webinaires et la révision d'outils. Dans l'ensemble, le projet Field Support Team, mené sous notre direction, a démontré sa capacité à renforcer la coordination opérationnelle tout en répondant à des priorités émergentes telles que la localisation et la transition, s'inscrivant ainsi pleinement dans les objectifs de la réforme du système humanitaire mondial.



Couverture médiatique

24 190



Abonnés sur les réseaux
sociaux et par e-mail

3,5 MILLIONS



Nombre de personnes
ayant assisté/participé
à nos événements

691 970

Malgré la réduction du financement à l'échelle mondiale, nos partenaires publics et privés ainsi que nos soutiens ont démontré leur engagement inconditionnel envers notre travail. Cela s'est notamment traduit par la forte mobilisation en faveur de notre intervention humanitaire dans le Territoire palestinien occupé, qui nous a permis d'atteindre des niveaux de dons records et d'accueillir de nombreux nouveaux soutiens au sein de la famille Action contre la Faim. Ces soutiens contribuent désormais également à d'autres interventions humanitaires à travers le monde.

Afin de nous permettre de nous adresser directement à nos soutiens et au grand public, les équipes de communication de nos sièges sociaux ont travaillé sans relâche pour accroître notre visibilité et renforcer l'engagement envers Action contre la Faim et son travail. En 2025, nous avons généré 24 190 contenus médiatiques à travers le monde.

Les réseaux sociaux nous ont permis d'interagir avec nos soutiens, de promouvoir nos messages et nos activités et d'influencer des décisions. En 2025, 3,5 millions de personnes étaient abonnées à nos e-mails et à nos chaînes YouTube et nous suivaient sur les réseaux sociaux, une augmentation encourageante d'environ 300 000 personnes depuis 2024.

En plus de notre présence sur les réseaux sociaux, nous avons mené des campagnes mondiales combinant plaidoyer, réseaux sociaux, collecte de fonds et communications afin d'accroître la notoriété de la marque et d'attirer de nouveaux soutiens sur tous les canaux. Grâce à ces campagnes, près de 700 000 personnes ont assisté et participé à différents événements de collecte de fonds, notamment des événements communautaires, des courses scolaires, des défis et des dîners de gala.

Principales actions

Au cours d'une année marquée par la réduction du financement et du soutien humanitaire, le gala 2025 d'Action contre la Faim, organisé par le bureau des États-Unis, s'est imposé comme un symbole de solidarité et d'engagement. Sous le thème « Whatever It Takes » (Coûte que coûte), plus de 400 philanthropes, chefs d'entreprise et acteurs humanitaires se sont réunis à New York pour réaffirmer leur volonté commune d'éliminer la faim de notre vivant. La soirée, empreinte de musique, de récits et de solidarité, a permis de recueillir plus de 2,1 millions de dollars en faveur de la campagne « Standing Strong Against Hunger » (Unis contre la faim).

Leçons apprises

2025 a été une année difficile pour le plaidoyer. Les turbulences politiques, le recul de l'aide internationale et les coupes budgétaires ont rendu notre plaidoyer plus défensif et plus réactif. L'objectif était davantage de préserver nos acquis que de faire avancer nos priorités. L'une des leçons importantes que nous avons apprises a été la nécessité de renforcer le soutien de l'opinion publique en faveur de l'aide internationale et de travailler en collaboration avec nos soutiens pour élaborer un discours favorable à l'aide internationale.

Une autre a été que, en partageant un contenu attrayant de première main et en temps opportun, Action contre la Faim peut mobiliser le public face aux conflits, à la faim et à des crises spécifiques à une échelle plus importante que prévu. Il est nécessaire de prévoir un suivi à plus long terme des nouveaux soutiens afin de maintenir leur engagement dans la durée, notamment en les impliquant dans un éventail plus large de contextes et de problématiques.

Nos projets pour 2026

Action contre la Faim a mis à profit la présidence française du G7, dont le sommet s'est tenu en juin 2026, pour souligner l'urgence de la lutte contre la sous-nutrition et appeler les dirigeants présents à soutenir une approche multisectorielle visant à éradiquer la faim et à atteindre l'Objectif de développement durable 2, « Faim zéro », d'ici 2030. À l'issue de ce sommet, nous avons plaidé pour une augmentation des financements consacrés à la nutrition et à la couverture sanitaire universelle, afin de nous rapprocher d'un monde sans faim.



Priorité 4 :

Nous créons et partageons des connaissances

Notre approche

Parmi les principales initiatives de l'ISP3, on trouve :

- Devenir un centre de partage de connaissances sur les causes et les conséquences de la faim.
- Collaborer pour accroître notre capacité collective d'analyse et de prédiction afin de développer des approches basées sur des preuves plus solides et de mieux anticiper les crises.
- Développer des plateformes pour générer et diffuser des innovations et des connaissances en collaboration avec des communautés, la société civile, des universitaires, des bailleurs de fonds et des acteurs des secteurs public et privé.

Nos connaissances et notre expertise en tant qu'organisation font partie de notre identité et sont l'un de nos plus grands atouts pour éradiquer la faim. En collaborant afin de développer de nouvelles approches pour élargir et diffuser nos connaissances collectives dans la lutte contre la sous-nutrition, nous pouvons transformer la façon dont nous luttons contre la faim.

Nous travaillons sur une approche plus ascendante de la création de connaissances et de la recherche, dans le cadre de laquelle les personnes, les communautés et le personnel de terrain jouent un rôle clé pour la collecte et le partage de données et de preuves au niveau local. Nous tirerons ensuite parti de notre empreinte mondiale pour développer les approches les plus efficaces.

2025 in review

Notre objectif est de faire preuve d'innovation dans la lutte contre la faim, ce qui exige de mener des recherches et d'approfondir les approches actuelles et nouvelles. En 2025, nous avons mené 52 projets de recherche, une augmentation par rapport aux années précédentes qui reflète notre engagement à mieux comprendre les causes et les conséquences de la faim.

Nos projets couvrent les secteurs et les pays dans lesquels nous opérons et collaborons avec différents bailleurs de fonds et partenaires pour produire les résultats nécessaires à la mise en œuvre d'interventions basées sur des preuves. Nos projets de recherche ont été menés dans 27 pays, principalement au Bangladesh (cinq projets), au Mali et au Soudan du Sud (quatre projets chacun). La plupart des projets de recherche (près de 60 %) comprenaient une composante nutrition. Nous sommes toutefois également intervenus dans d'autres secteurs, dont la santé, la santé mentale et le soutien psychosocial, la réduction des risques et des désastres et la sécurité alimentaire et les moyens d'existence.

Bien que nos recherches visent principalement à rendre nos propres interventions plus rentables et efficaces, nous cherchons également à collaborer et à soutenir le secteur humanitaire au sens large. Dans cette optique, nous avons publié 58 recherches et 48 articles dans des revues à comité de lecture, en collaboration avec 77 organisations universitaires ou de recherche et 34 organisations nationales pour garantir la prise en compte des connaissances locales et autochtones.

Recherche

77



partenaires de recherche

51



projets de recherche

27



pays impliqués

58



recherches publiées

Projets de recherche par secteur

**de nombreux projets de recherche couvrent plus d'un secteur*

5 Plaidoyer

7 Réduction des risques et des désastres

9 Eau, assainissement et hygiène

12 Santé mentale et soutien psychosocial

13 Sécurité alimentaire et des moyens d'existence

16 Santé

30 Nutrition



Étude de cas : Les systèmes d'alerte précoce en action : l'initiative MERIAM

L'initiative MERIAM (Modelling Early Risk Indicators to Anticipate Malnutrition), dirigée par Action contre la Faim, est le premier outil axé sur la nutrition capable de prévoir de manière fiable la prévalence de la malnutrition aiguë, permettant ainsi aux gouvernements, aux acteurs humanitaires et aux familles d'anticiper les urgences et de s'y préparer bien avant qu'elles ne surviennent. Désormais déployé au Kenya, en Somalie et au Soudan du Sud, MERIAM démontre comment des recherches de pointe peuvent sauver des vies avant que l'urgence ne survienne.

MERIAM s'appuie sur une modélisation statistique rigoureuse et rassemble des données relatives au climat, à la dynamique des conflits, aux tendances de la sécurité nutritionnelle et à la santé pour identifier où et quand les crises nutritionnelles sont susceptibles de s'aggraver. Cette initiative prouve qu'il est possible de prévoir la prévalence et le nombre de cas de malnutrition aiguë jusqu'à 12 mois à l'avance, ce qui élargit considérablement la fenêtre d'intervention permettant de prévenir une urgence.

MERIAM est bien plus qu'un outil de prévision : c'est un catalyseur pour un financement plus intelligent et une action plus précoce.

Les interventions d'urgence qui ont lieu après qu'une crise a déjà frappé sont coûteuses et arrivent trop tard pour certaines personnes. En permettant aux gouvernements et aux acteurs humanitaires de préparer des stocks, de développer leurs programmes à l'avance et de mener un plaidoyer fondé sur des données prospectives fiables, MERIAM réduit à la fois la souffrance humaine et les conséquences financières des interventions tardives. Il est important de noter que les familles peuvent recevoir des ressources et des formations essentielles leur permettant non seulement de survivre à une crise, mais aussi de s'en remettre et de prospérer.

Au Soudan du Sud, les communautés locales utilisent MERIAM en tant que mécanisme d'alerte précoce pour sensibiliser aux risques et activer des mesures d'atténuation. Un groupe de représentants du gouvernement, d'acteurs humanitaires et de leaders locaux ont contribué à la réussite de MERIAM en transformant les données en actions. Comme l'a remarqué un représentant du ministère de la Santé : « Ce projet change la donne. Il rassemble l'expertise de tous les acteurs concernés pour créer quelque chose de véritablement transformateur. »

Principales actions

En 2025, nous avons célébré la 6ème édition de la conférence Research for Nutrition, qui a réuni des experts et des chercheurs de renommée internationale pour discuter des derniers résultats des projets de recherche humanitaire sur la prévention, le diagnostic et le traitement de la sous-nutrition. Le deuxième jour, nous avons organisé un événement intitulé « Un dialogue mondial sur l'optimisation des coûts dans le traitement de l'émaciation » en collaboration avec l'Organisation mondiale de la Santé et la fondation Eleanor Crook.

Leçons apprises

En 2025, en raison des changements survenus dans le paysage du financement humanitaire, nous avons jugé nécessaire de réaliser des analyses de rentabilité plus pertinentes et en plus grand nombre.

Nous devons davantage nous concentrer sur le rapport entre les ressources investies et les résultats obtenus afin de mieux comprendre non seulement le coût des interventions, mais aussi les résultats par euro investi et la façon dont ces résultats varient en fonction du contexte. La rentabilité n'est pas qu'un simple exercice comptable : lorsqu'elle est prise en compte dès la phase de conception, elle oriente des décisions majeures, telles que la nécessité d'adapter un programme et de le réorienter vers des activités rentables afin d'offrir le meilleur service aux personnes et aux communautés au moindre coût.

Nos projets pour 2026

En 2026, nous nous concentrerons sur la production de données probantes pratiques et adaptées au contexte afin de nous attaquer aux causes profondes de la sous-nutrition, des mauvaises habitudes alimentaires à l'insécurité alimentaire, en passant par les soins de santé, les maladies et les inégalités. En nous appuyant sur une recherche appliquée, nous ferons la promotion de solutions résilientes au changement climatique qui renforcent les systèmes de santé, d'alimentation, de protection, d'eau, d'assainissement et d'hygiène et qui aident les communautés à prévenir la sous-nutrition de manière plus durable.

© Martin San Diego pour Action contre la Faim





Fondement 1 :

Nous travaillons en collaboration avec les personnes auxquelles nous venons en aide

Notre approche

Les principales initiatives de ce fondement de l'ISP3 consistent à :

- Mener un dialogue continu avec les individus et les communautés pour permettre le développement de programmes et de solutions en collaboration.
- Veiller à ce que les besoins et les attentes des populations et des communautés touchées restent au cœur de notre approche afin de permettre une plus grande redevabilité.
- Devenir un catalyseur en donnant aux communautés les moyens de générer un changement.

Comme nous le mentionnons dans l'ISP3, l'engagement significatif, c'est collaborer avec les populations et les communautés touchées pour concevoir, mettre en œuvre et évaluer des programmes efficaces et de qualité supérieure qui garantissent aux individus et aux familles la nutrition dont ils ont besoin pour vivre une vie saine et productive. Nous croyons en un dialogue continu pour comprendre les besoins et les attentes des populations et des communautés touchées auxquelles nous venons en aide. Il s'agit notamment de créer des programmes et des solutions en collaboration pour répondre à leurs besoins, refléter leurs points de vue, leur voix et leurs sentiments et leur permettre de se sentir impliquées. Nous continuerons de donner la priorité aux femmes et aux populations marginalisées dans notre processus de prise de décisions. La satisfaction des personnes auxquelles nous venons en aide doit être au centre de toutes nos actions. Nous développerons des systèmes et des approches qui encourageront un engagement mutuel. Les personnes que nous soutenons doivent pouvoir contribuer à toutes nos activités, afin que nous puissions transformer leurs points de vue et commentaires en actions concrètes.

Zoom sur 2025

En 2025, nous avons renforcé notre approche de travail avec et par l'intermédiaire d'acteurs locaux et nationaux, notamment la société civile locale, des organisations universitaires nationales et des autorités locales et nationales à tous les niveaux. Dans le cadre de nos interventions d'urgence, cela a impliqué de nous adapter pour travailler avec et par l'intermédiaire de partenaires locaux et nationaux, ce qui nous a permis d'intervenir dans des zones où nous n'avions pas de présence opérationnelle. En prévision des crises, nous avons noué des relations solides avec des partenaires locaux et travaillé en étroite collaboration avec eux pour simplifier les procédures de diligence raisonnable et les formalités administratives, afin que les financements parviennent le plus rapidement possible aux personnes qui en ont besoin. Nous avons notamment renforcé les capacités techniques de partenaires au Liban et aux Philippines afin de les aider à mener des activités directement auprès des populations et des communautés locales. En collaborant avec des acteurs locaux de confiance, notre approche renforce la localisation, améliore la pertinence et la rapidité de nos interventions, et garantit que les actions d'urgence placent les communautés et l'expertise locale au cœur de la réponse. En 2025, l'une de nos principales réalisations a été la signature d'un processus permettant aux organisations locales et nationales de répondre plus rapidement aux besoins de la communauté en simplifiant les démarches à suivre pour démontrer leur fiabilité, leurs compétences et leur adhésion à nos valeurs avant de recevoir des ressources. Ce processus a été soutenu par six autres organisations non gouvernementales internationales, libérant ainsi du temps et des ressources pour les organisations partenaires locales et nationales, principalement la société civile locale. En situation d'urgence, ces processus simplifiés permettent également aux partenaires locaux et nationaux de répondre plus rapidement aux besoins des communautés.



Étude de cas : La réussite du programme Right2Grow

Le programme Right2Grow, qui a pris fin en 2025, était une initiative mondiale de renforcement de la société civile qui a réuni six organisations non gouvernementales (ONG) internationales, 23 organisations de la société civile (OSC) partenaires et environ 1 000 organisations locales au Bangladesh, au Burkina Faso, au Mali, au Soudan du Sud et en Ouganda. Ce programme partait du principe que des communautés autonomisées et informées pouvaient susciter un changement, et que pour que le progrès soit durable, une action multisectorielle associant la nutrition, l'eau, l'assainissement et l'hygiène (EAH) et le suivi budgétaire et tenant compte de la dimension du genre était nécessaire.

La création de l'approche de plaidoyer Bridge4Voices dans le cadre de ce programme a permis de garantir que les communautés restent au centre de tous les efforts de plaidoyer, leurs priorités étant systématiquement prises en compte, représentées et mises en avant dans les dialogues sur les politiques. Cela a renforcé la légitimité et l'influence des OSC dans les espaces de prise de décision. À travers la participation directe de partenaires locaux aux processus politiques, Right2Grow a relié des données probantes locales aux dialogues sur les politiques nationales et mondiales, ce qui a porté les réalités du terrain dans les instances internationales et mis en avant le principe du « Rien sur nous sans nous ».

En cinq ans, Right2Grow a contribué à améliorer la nutrition et l'EAH pour plus de 10 millions de personnes. Les groupes communautaires, les associations de femmes, les réseaux de jeunes et les plateformes de Voix et action citoyenne ont commencé à faire valoir leurs droits, à assurer le suivi des services, à interagir avec les autorités et à exiger une redevabilité. Des centaines d'actions de plaidoyer ont abouti à des résultats concrets, tels que la réparation de points d'eau, une gouvernance multisectorielle avancée en matière de nutrition et un meilleur suivi communautaire des budgets locaux consacrés à la nutrition et à la santé. L'une des caractéristiques essentielles de Right2Grow a été l'investissement dans le leadership et l'entrepreneuriat pour les femmes et les jeunes.

Dans les contextes humanitaires fragiles, comme au Mali et au Soudan du Sud, les groupes de femmes et les réseaux de jeunes jouent désormais un rôle

de premier plan dans la sensibilisation et l'éducation à la nutrition infantile et aux comportements sains. Au Mali seulement, les campagnes en ligne ont mobilisé 133 000 citoyens, dont 60 % de jeunes, ce qui prouve à quel point le plaidoyer local est efficace pour influencer les comportements et les priorités à grande échelle.

En plus de la mobilisation sociale, le programme a favorisé l'engagement du secteur privé. Au Bangladesh, 200 entrepreneurs locaux ont été formés à la production et à la distribution de produits d'EAH et de nutrition de base, élargissant ainsi l'accès à des solutions abordables tout en soutenant les entreprises dirigées par des femmes et en renforçant les économies locales.

Au niveau des systèmes, Right2Grow a renforcé les capacités de 47 OSC pour mener à bien des actions de plaidoyer fondées sur des données probantes, assurer le suivi budgétaire et promouvoir la redevabilité sociale. Les OSC ont mené plus de 600 initiatives de plaidoyer et créé 556 espaces de dialogue sur les politiques, ce qui a contribué à d'importants progrès dans ce domaine. Parmi elles, l'adoption du projet de loi sur l'alimentation et la nutrition de l'Ouganda, la reconnaissance officielle des droits à l'alimentation, à l'eau et à l'assainissement dans la nouvelle constitution du Mali, et l'élaboration et l'adoption de la toute première politique nationale en matière de nutrition du Soudan du Sud. En 2025, près de 20 lois et politiques de différents pays avaient été améliorées grâce à une participation citoyenne renforcée et à la supervision des OSC.

En intégrant la localisation grâce à l'approche « Shift the Power », Right2Grow a transféré le leadership, les ressources et le pouvoir de décision aux acteurs nationaux et locaux. Le programme a pris fin en décembre 2025, mais son héritage perdure : coalitions de la société civile plus solides, mécanismes de redevabilité institutionnalisés et communautés autonomisées. Pour préserver cet héritage, des fiches d'apprentissage ont été produites et intégrées au catalogue de Right2Grow, qui contient désormais plus de 50 fiches basées sur les approches clés du programme, les résultats et les leçons apprises.



Étude de cas : Intégrer la nutrition à la préparation aux urgences

En 2025, Action contre la Faim a mené un projet pilote à Madagascar et au Mali pour combler l'absence de dimension nutritionnelle dans les systèmes de préparation, une lacune majeure due au changement climatique, qui a détérioré la situation nutritionnelle des deux pays, ainsi qu'à une réponse insuffisante et souvent tardive.

Afin de documenter les répercussions sur les communautés ainsi que les besoins et les capacités sur lesquels l'approche pourrait s'appuyer, nous avons appliqué une méthodologie de recherche-action à trois niveaux : communautaire, infranational et national. Nous avons interrogé près de 400 membres de communautés dans les deux pays afin d'identifier leurs problèmes et d'élaborer un ensemble de recommandations et de protocoles nutritionnels. Ces recommandations ont ensuite été validées par un groupe de parties prenantes, d'autorités et de représentants de communautés lors de séances de renforcement des capacités et d'échange.

Les principales conclusions ont été les suivantes :

- Les chocs aggravent rapidement la vulnérabilité nutritionnelle, en particulier dans les contextes déjà fragiles.
- Les mesures de préparation et d'anticipation existantes des systèmes et des structures de santé sont limitées, irrégulières et insuffisantes pour prévenir efficacement l'insécurité nutritionnelle et les problèmes de santé.
- Les systèmes d'alerte précoce doivent être améliorés : ils ne tiennent pas suffisamment compte des populations les plus à risque et des acteurs de la santé et de la nutrition, ce qui empêche une anticipation et une préparation autonomes.
- En ce qui concerne l'action anticipatoire, le secteur de la santé et de la nutrition n'a pas bénéficié du même niveau de soutien et de développement des compétences que d'autres secteurs, comme l'EAH. Les approches nationales ne sont ni largement déployées ni multisectorielles, ce qui crée un déséquilibre dans les approches et des obstacles à la coordination.

- Les approches et les cadres nationaux d'action anticipatoire ne sont pas encore largement déployés au niveau régional. De la même manière, les groupes de travail et de coordination de l'action anticipatoire fonctionnent souvent en silos, ce qui empêche l'approche multisectorielle nécessaire pour couvrir tous les besoins des communautés.
- Les mécanismes de protection sociale peuvent être essentiels à la mise en œuvre d'approches de préparation multisectorielles et durables.
- L'adoption immédiate d'une action anticipatoire axée sur la nutrition est essentielle pour soutenir les communautés vulnérables, qui sont de plus en plus exposées aux chocs récurrents.

Ces conclusions ont permis d'identifier plusieurs mesures préventives devant être mises en œuvre à l'échelle du système et à toutes les étapes de l'action anticipatoire, afin de garantir une intégration complète de la nutrition dans les protocoles de préparation aux urgences. Ces mesures comprenaient l'élaboration de messages d'alerte et de recommandations en nutrition, le dépistage de la malnutrition aiguë par la mesure du périmètre brachial et la recherche d'œdèmes nutritionnels, la préparation de stocks (nutritionnels et pharmaceutiques), la mise en place de transferts monétaires anticipatoires et l'installation de cliniques mobiles dans les zones d'évacuation.

À la suite de la mise en œuvre de ce projet pilote, Action contre la Faim a mis à la disposition de tous les acteurs humanitaires et de l'action anticipatoire un cadre méthodologique, disponible en français et en anglais, afin que cette approche puisse être reproduite et déployée dans tous les contextes où cela s'avère nécessaire. Cette approche sera également présentée au sein de différents groupes de travail et au cours d'échanges internationaux multilatéraux.

Principales actions

En 2025, Action contre la Faim Espagne a élaboré une stratégie de participation communautaire afin de renforcer notre engagement à placer les personnes et les communautés vulnérables au centre de toutes nos activités et de tous nos projets. Cette stratégie considère la participation communautaire comme un principe fondamental, non seulement pour améliorer l'efficacité de nos interventions, mais aussi pour garantir que nous reconnaissons les personnes et les communautés comme des sujets de droits dont les connaissances, les valeurs, les capacités et les structures sociales peuvent éclairer et orienter toutes nos actions. Pour soutenir la mise en œuvre de cette stratégie, une solution technique relative a été élaborée afin de renforcer l'engagement communautaire encore davantage et d'intégrer systématiquement la participation communautaire aux programmes et au cycle des projets.

Leçons apprises

Nous avons appris que lorsque le monde qui nous entoure change rapidement, il est essentiel de continuer de travailler et de communiquer avec les personnes et les communautés concernées, afin de les aider à comprendre l'impact de ces changements sur leur vie et leurs moyens d'existence. En raison de la réduction du financement de l'aide humanitaire, de nombreuses personnes et communautés ont immédiatement perdu l'accès aux services de nutrition, de santé, d'eau, d'assainissement et d'hygiène (EAH) et de protection sociale. Cela a créé un climat de peur et de confusion, et nous avons appris qu'en communiquant de façon ouverte et honnête, nous pouvons aider la population à comprendre ce qui change et pourquoi. En écoutant et en expliquant, nous pouvons mieux comprendre les conséquences réelles des coupes budgétaires, identifier les personnes les plus susceptibles d'être affectées et travailler en collaboration avec les communautés pour gérer les impacts de la manière la plus équitable possible. Cette approche nous a permis de préserver la dignité, la confiance et les relations à long terme, même dans des situations difficiles où le soutien était réduit.

Nos projets pour 2026

En 2026, nous entreprendrons une série d'initiatives visant à intégrer et à systématiser nos approches de travail avec les personnes et les communautés, en plus de renforcer nos engagements envers les acteurs locaux et nationaux. Au cœur de cette démarche se trouve la révision de notre plan stratégique international, une occasion de mettre en œuvre et d'articuler plus explicitement notre engagement envers des approches centrées sur les personnes et menées par les communautés. Ce processus visera à garantir que les personnes et les communautés touchées occupent une place centrale dans la prise de décision. Les stratégies, programmes et partenariats futurs seront conçus pour être développées avec et pour elles, ainsi que pour appuyer leur rôle de premier plan dans la lutte contre la faim et la sous-nutrition.





Fondement 2 :

Nous stimulons les investissements dans la lutte contre la faim

Notre approche

Les principales initiatives de ce fondement de l'ISP3 sont les suivantes :

- Augmenter le chiffre d'affaires global de 5 % par an jusqu'en 2025, jusqu'à atteindre 600 millions d'euros.
- Augmenter les revenus privés de 50 %, jusqu'à atteindre 135 millions d'euros.
- Servir de passerelle entre les bailleurs de fonds et les entités locales pour accélérer le transfert du financement, de l'expertise et des connaissances aux acteurs locaux et nationaux et atteindre les objectifs du Grand Bargain¹.
- Explorer de nouvelles possibilités de partenariat, y compris des contrats avec des partenaires à but lucratif et de grands consortiums.

Pour réduire la prévalence de la sous-nutrition de manière significative, une augmentation du financement de la part de la communauté mondiale de bailleurs de fonds est nécessaire. Nous devons travailler en collaboration avec des partenaires pour sensibiliser à la sous-nutrition et susciter de nouveaux investissements visant à y remédier.

Entre 2021 et 2025, nous aspirions à augmenter notre chiffre d'affaires global d'environ 5 % par an, jusqu'à atteindre 600 millions d'euros en 2025. Pour atteindre cet objectif, il faudra investir dans des approches innovantes et consolider davantage notre réseau international. Plus précisément, et conformément à nos objectifs stratégiques, nous devons travailler avec nos partenaires et bailleurs de fonds afin d'obtenir davantage de financements

pluriannuels et de macro-subventions pour le renforcement de la résilience à long terme et la prévention de la faim.

Nous préconiserons également des solutions de financement plus flexibles pour permettre un engagement significatif et un développement en collaboration avec les populations et les communautés touchées, ainsi que des mécanismes pouvant prendre en charge des financements plus importants pour les partenaires locaux, afin que ces derniers puissent continuer de participer à la mise en œuvre des programmes.

2025 en chiffres

En 2025, pour la première fois depuis le lancement de l'ISP3, nous n'avons pas atteint notre objectif de 600 millions d'euros, avec un chiffre d'affaires de 589 millions d'euros pour l'ensemble du réseau Action contre la Faim. Cela représente une baisse d'environ 10 % par rapport aux 657,6 millions d'euros enregistrés en 2024.

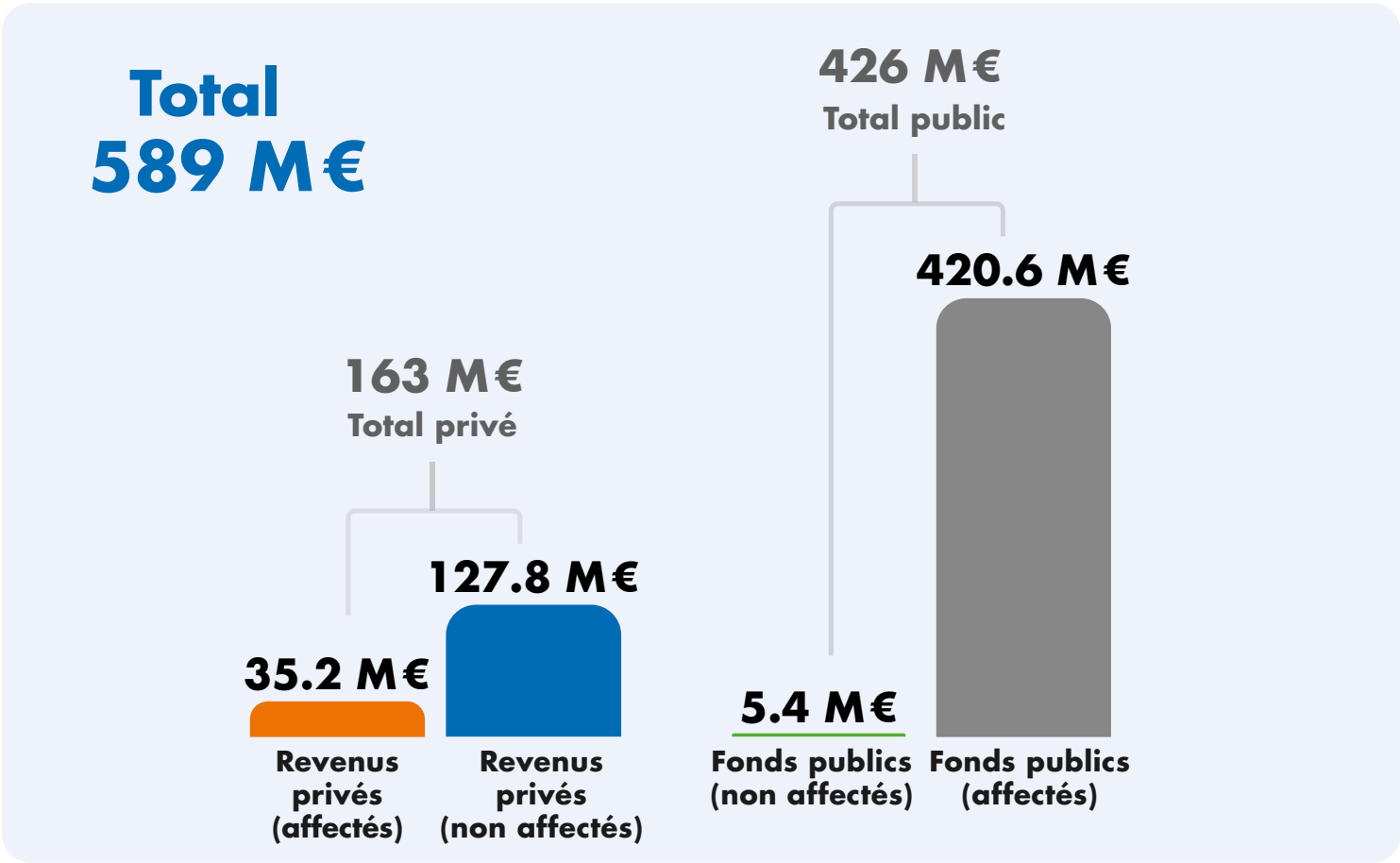
Sur une note plus positive, nos revenus privés ont dépassé les 163 millions d'euros, soit une augmentation importante de plus de 30 millions d'euros par rapport à 2024. De ce montant, plus de 127 millions d'euros étaient des revenus non affectés, qui soutiennent la mission d'Action contre la Faim de déployer des fonds de façon efficace, innovante et rapide dans le cadre de sa lutte contre la faim.

Revenus totaux **589 M€**

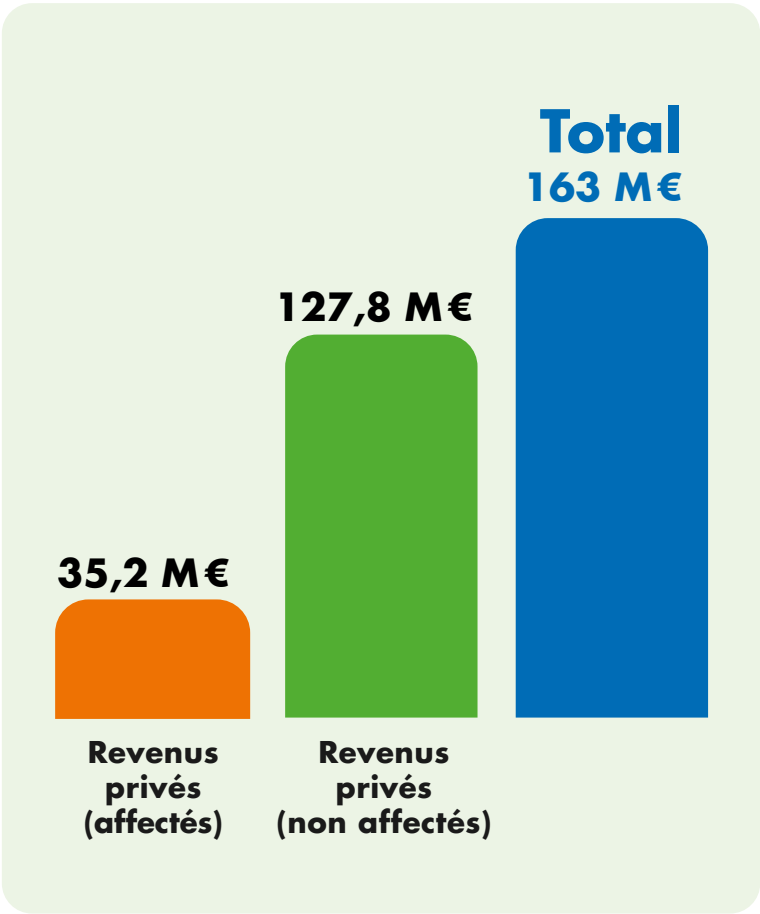
Toutes les informations financières sont basées sur des chiffres non vérifiés et peuvent faire l'objet de modifications.

¹ Un accord de 2016 entre des bailleurs de fonds et des organisations humanitaires de premier plan pour améliorer l'efficacité de l'action humanitaire et fournir plus de ressources aux personnes dans le besoin.

Revenus par source



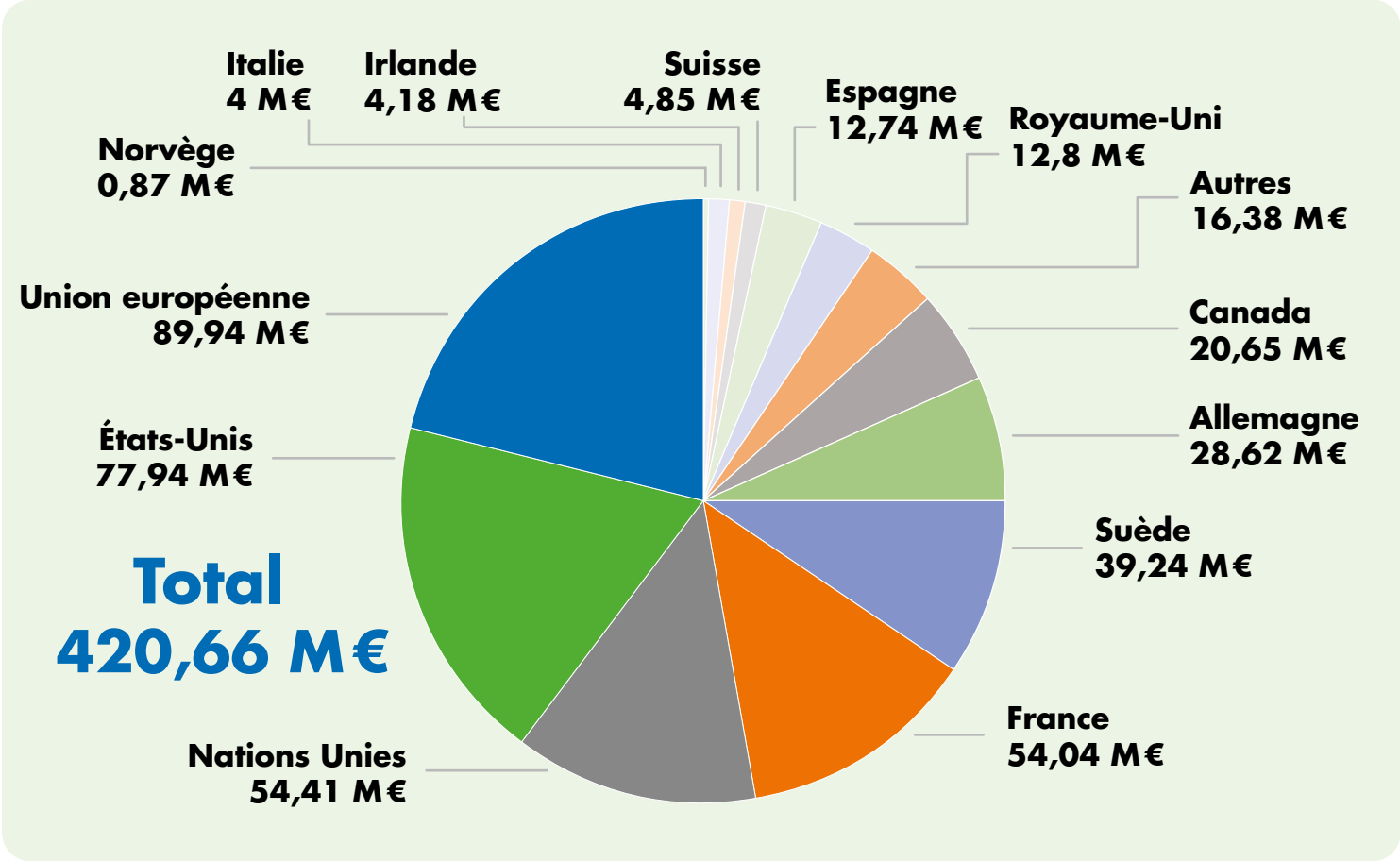
Fonds recueillis via des services de collecte de fonds



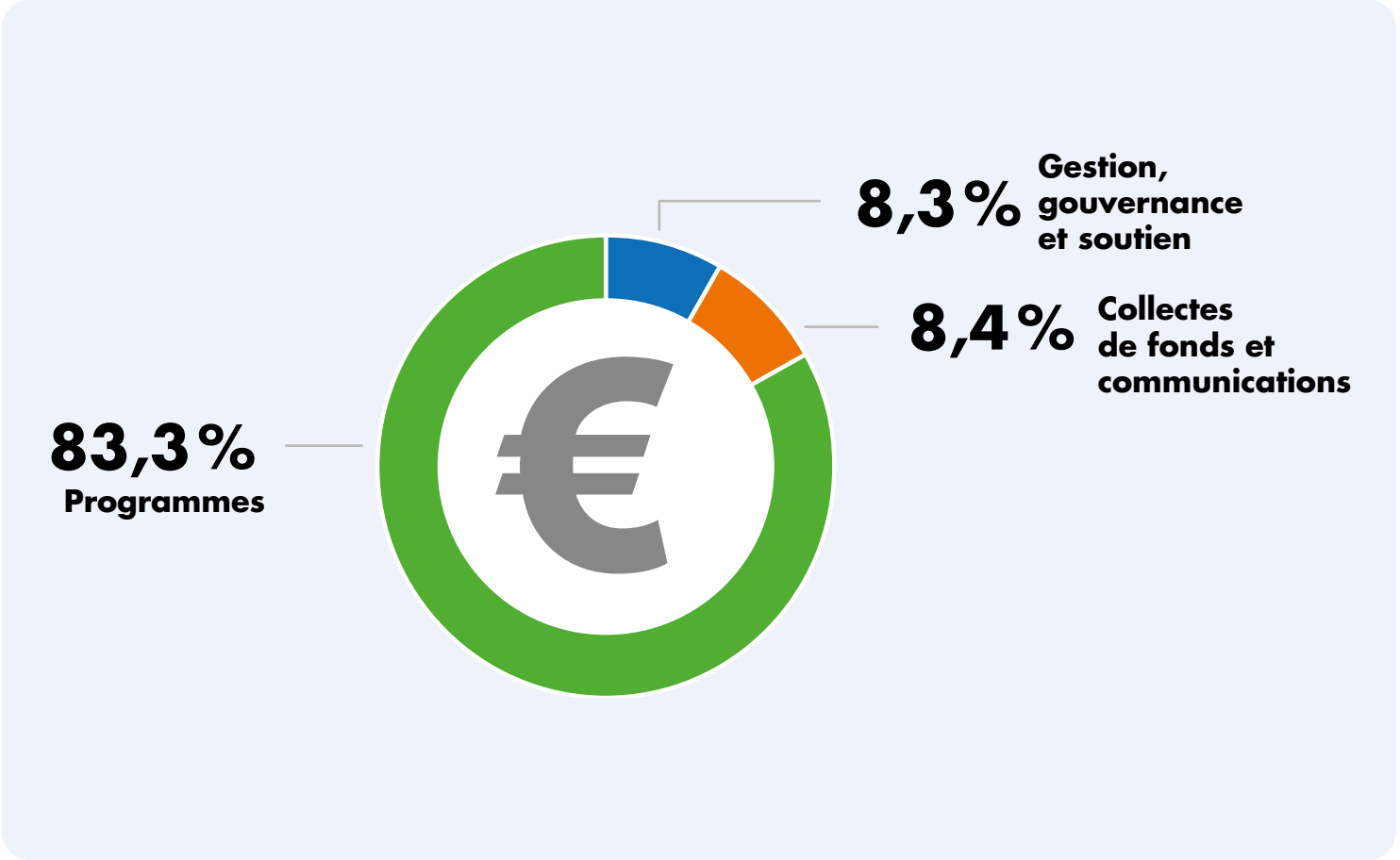
Sur les 163 millions d’euros recueillis via des services de collecte de fonds, 88 millions (soit plus de 50 %) de nos revenus privés provenaient du généreux soutien de 538 321 donateurs individuels. Parmi eux, 354 224 (soit environ 65 %) étaient des donateurs réguliers, ce qui représente une légère diminution par rapport aux 379 953 de 2024.

Si la plupart de nos fonds privés proviennent de particuliers, nous bénéficions également du soutien financier d’entreprises et de fondations partenaires, ainsi que de l’organisation d’évènements. En 2025, le soutien des entreprises et des fondations a représenté 21,29 % de nos revenus privés (34,7 millions d’euros), et les évènements, 7,12 % (11,6 millions d’euros).

Revenus issus de bailleurs de fonds institutionnels



Répartition des dépenses



Toutes les informations financières sont basées sur des chiffres non vérifiés et peuvent faire l'objet de modifications.



© Sandra Calligaro pour Action contre la Faim

Étude de cas : L'impact de la réduction du financement sur les programmes d'Action contre la Faim dans le monde entier

En 2025, le réseau d'Action contre la Faim a constaté une baisse de 50 % du financement humanitaire, principalement en raison de l'annulation de milliards de dollars d'aide de l'USAID. Cette décision a eu un impact majeur sur notre financement, car depuis plusieurs années, l'USAID représente 30 % de nos revenus institutionnels.

Les fortes réductions de l'aide au développement de la part de bailleurs de fonds importants ont transformé le système tout entier, y compris les réponses des Nations Unies, qui réduisent désormais leur présence sur le terrain, limitant la capacité de tous les acteurs à fournir une assistance à grande échelle.

Bien qu'il soit encore trop tôt pour mesurer tous les effets à long terme, les premiers signes montrent une détérioration progressive de l'accès des populations aux services essentiels, notamment dans les domaines de la sécurité alimentaire, de la nutrition et de la protection, alors que les crises se multiplient, s'intensifient et se prolongent à l'échelle mondiale.

Cette situation reflète des changements plus vastes dans le paysage du financement : appels à propositions plus concurrentiels, mécanismes de subvention plus courts et plus restrictifs,

engagement moindre de la part de plusieurs bailleurs de fonds traditionnels, et allocations de plus en plus guidées par des considérations géopolitiques et des enjeux de visibilité. Par conséquent, les financements flexibles et pluriannuels, essentiels à nos approches intégrées et axées sur la communauté, sont de plus en plus rares.

Cette situation a également entraîné des changements au sein même d'Action contre la Faim, dont la fermeture et le redimensionnement de plusieurs bureaux nationaux, ainsi que la nécessité de donner la priorité aux projets d'urgence. Cette réduction du financement affecte également la stratégie opérationnelle, les modèles de partenariat et la capacité de l'organisation à maintenir un soutien prévisible dans les crises prolongées, où l'engagement continu a toujours constitué un atout majeur.

En Italie, en Espagne, en Suède et en Suisse, le financement est resté stable ou a légèrement augmenté. L'année 2026 sera donc décisive pour déterminer si les engagements des bailleurs de fonds se stabiliseront et si l'organisation sera en mesure de s'adapter à ces nouvelles réalités en matière de financement.

Principales actions

En 2025, malgré un contexte de financement difficile dû à la réduction de l'aide des gouvernements du monde entier, nous avons pu consolider le soutien de nos partenaires privés et en mobiliser de nouveaux. Cela nous a permis de maintenir nos services auprès des personnes et des communautés vulnérables du monde entier.

Leçons apprises

Nous avons renforcé la coordination de nos actions de mobilisation de bailleurs de fonds à l'échelle du réseau, non seulement en partageant de manière proactive des informations sur les priorités des bailleurs de fonds, les possibilités de financement et les stratégies d'engagement, mais aussi en garantissant la cohérence des messages et de la représentation des activités du réseau. Cela a mis en évidence l'importance de la collaboration entre les sièges sociaux et les bureaux nationaux afin de renforcer notre position commune, d'éviter les chevauchements et la concurrence, et de maximiser les possibilités d'influence collective et de mobilisation de ressources.

Nos projets pour 2026

En 2026, nous donnerons la priorité au renforcement de nos relations avec nos principaux bailleurs de fonds publics, afin de mieux comprendre et aborder les dynamiques qui affectent l'aide publique au développement. Face à la réduction continue du financement public, nous intensifierons également nos efforts pour diversifier nos sources de financement en nouant de nouveaux partenariats et en renforçant les relations existantes avec des entreprises partenaires et des fondations philanthropiques. Il est important qu'Action contre la Faim parvienne à s'adapter aux nouvelles réalités et possibilités de financement.



Fondement 3 :

Nous nous engageons à être un réseau cohérent, efficace et bien administré

Notre approche

Notre ISP3 met en avant quatre initiatives importantes :

- Renforcer notre expertise et nos connaissances techniques collectives pour plus d'impact.
- Améliorer la coordination, développer des mécanismes de gouvernance flexibles et mettre en commun nos données, nos capacités et nos ressources.
- Améliorer l'accès à des solutions standardisées, rentables et de qualité supérieure.
- Devenir un réseau plus représentatif d'un point de vue géographique, avec une redevabilité mutuelle claire.

L'ISP3 fixe des objectifs ambitieux qu'aucune filiale d'Action contre la Faim ne peut atteindre seule. Nous nous engageons donc à poursuivre le processus de coordination et de renforcement de notre réseau international.

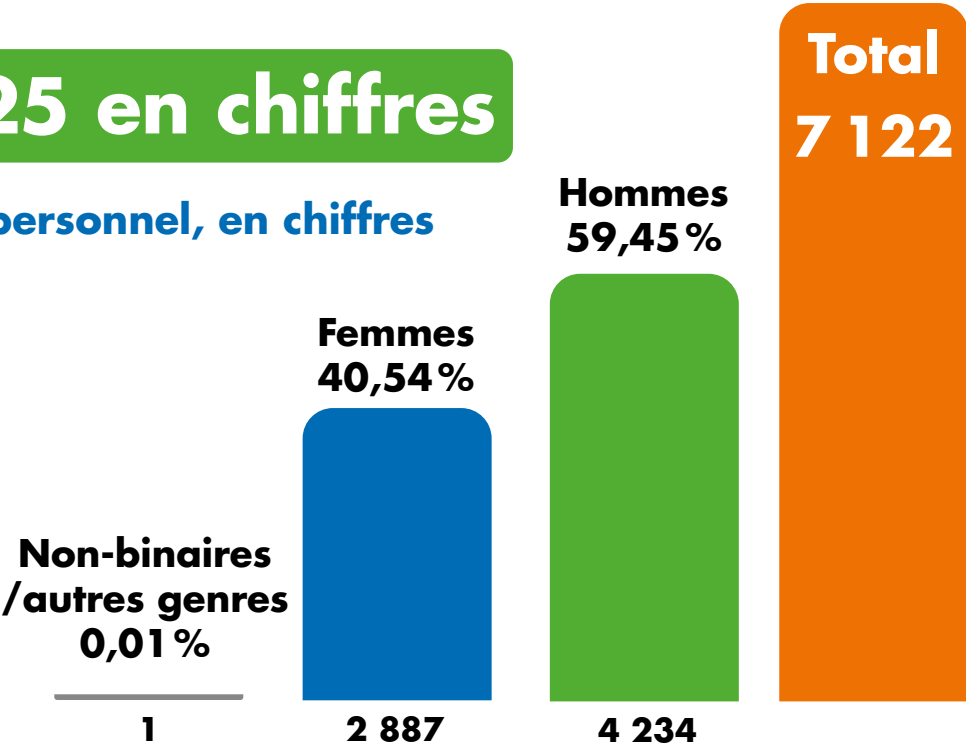
Nous savons qu'il s'agit de notre principal atout. Plus que jamais, notre diversité en tant que réseau et une coordination et une cohérence continues sont le seul moyen fiable de réaliser notre vision d'un monde sans faim.

Nous soutenons un réseau plus représentatif d'un point de vue géographique et profiterons des avantages de la diversité et de l'inclusion pour renforcer la pertinence et l'impact de nos programmes et stratégies.

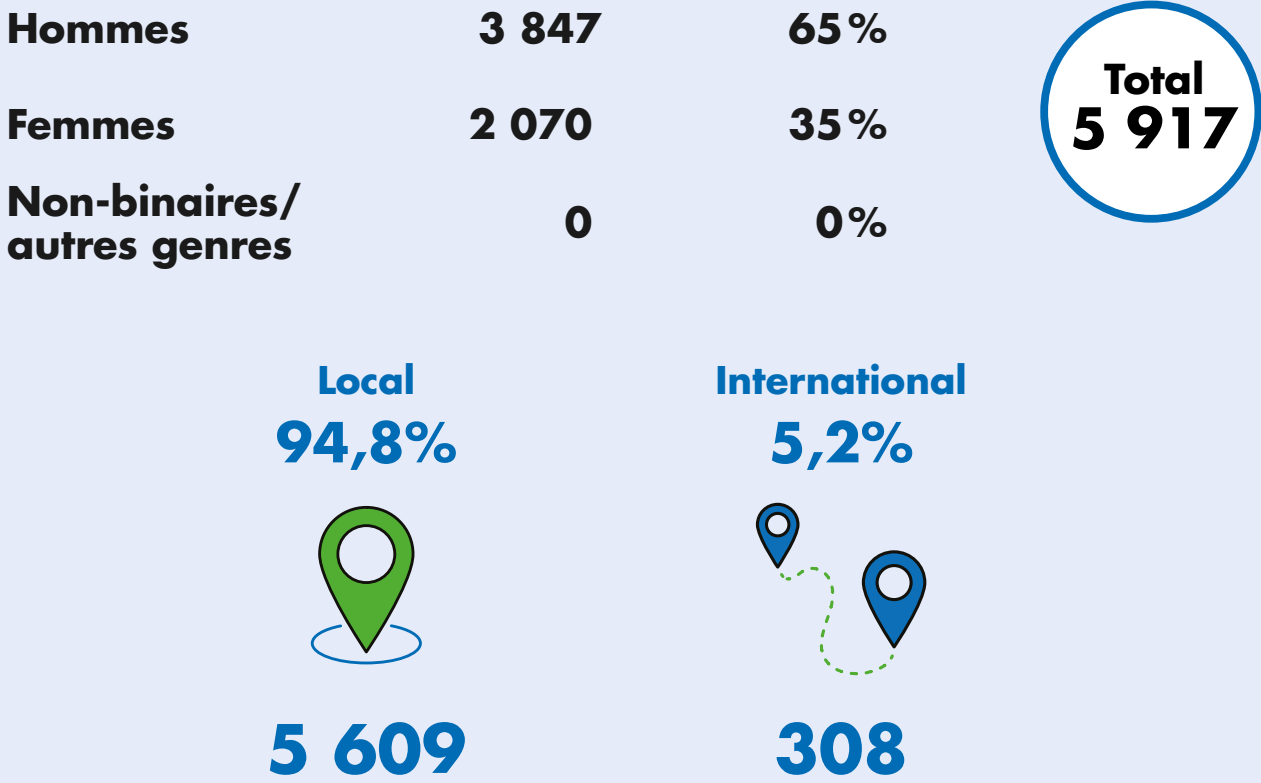
Nous renforcerons la redevabilité mutuelle dans l'ensemble de notre réseau, en veillant à ce que les stratégies nationales, régionales et centrales correspondent à nos objectifs mondiaux et y contribuent, et nous suivrons de près leur mise en œuvre dans tous nos bureaux.

2025 en chiffres

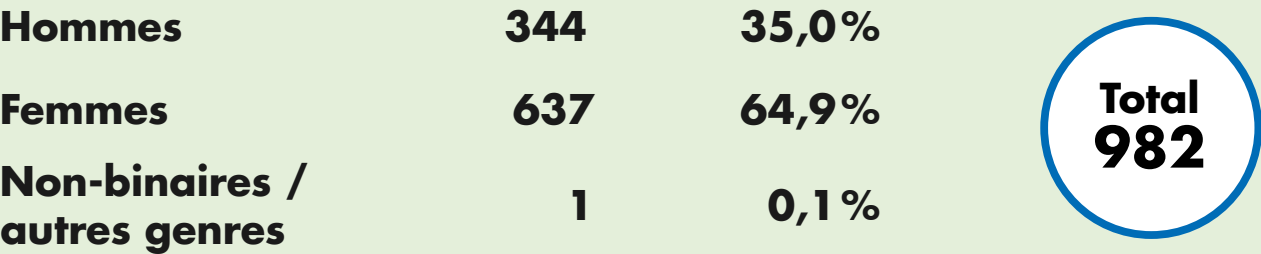
Notre personnel, en chiffres



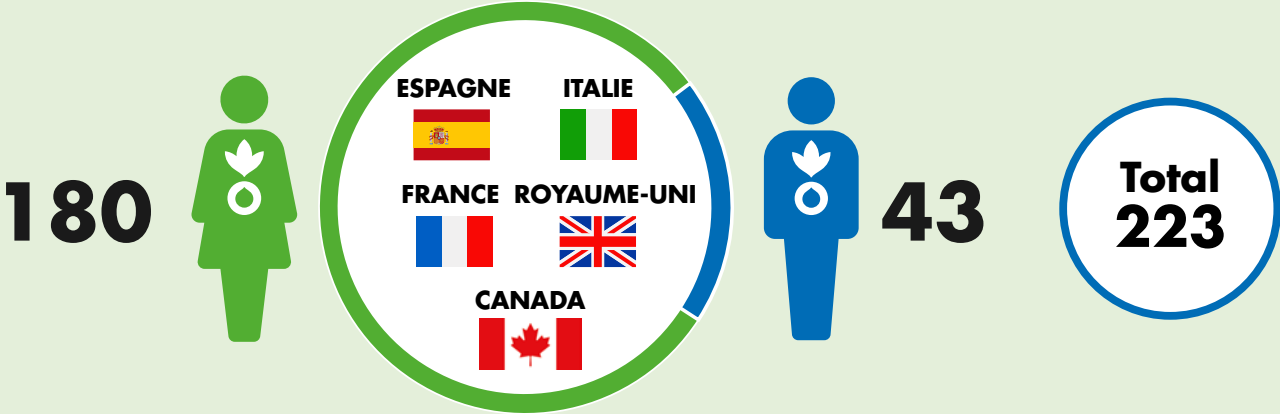
Personnel des bureaux nationaux



Personnel des sièges sociaux



Personnel des programmes nationaux



En 2025, Action contre la Faim avait des bureaux dans 54 pays, avec des projets et des programmes dans 52 pays et un total de 7 122 employés dans le monde. Parmi eux, 982 (13,8 %) travaillaient à nos sièges sociaux, 223 (3,1 %) travaillaient sur des programmes nationaux au Canada, en France, en Italie et en Espagne, et 5 917 (83,1 %) travaillaient dans nos bureaux nationaux.

Entre 2024 et 2025, nous avons réduit nos effectifs de 1 405 personnes (soit plus de 16 %). La plupart de ces réductions d'effectifs ont été motivées par des contraintes de financement à l'échelle du secteur (y compris, mais sans s'y limiter, la réduction du financement des États-Unis), ainsi que par des facteurs tels que l'évolution des modèles et des approches de mise en œuvre, l'importance accrue accordée à la localisation et les changements organisationnels associés. Nous tenons à remercier tous les membres de notre personnel, anciens et actuels, pour leur engagement envers Action contre la Faim et dans la lutte contre la faim.

Dans notre ISP3, nous nous sommes engagés à « systématiquement intégrer l'égalité entre les genres à l'ensemble de notre organisation, de nos activités et de nos stratégies, et développer une approche de transformation du genre au niveau institutionnel et dans nos programmes ».

Dans cette optique, au niveau de l'organisation, nous avons analysé les profils de notre personnel afin nous assurer que nous accordons suffisamment de place aux femmes sur le lieu de travail et dans les postes de direction. À l'échelle mondiale, près de 40 % des membres de notre personnel sont des femmes. Un plus grand nombre de femmes travaillent à nos sièges sociaux, où environ 64 % du personnel sont des femmes. En revanche, seulement 35 % des membres du personnel de nos bureaux nationaux sont des femmes.

Dans le cadre de notre objectif de devenir un réseau plus représentatif d'un point de vue géographique, il est encourageant de voir que 94 % des membres du personnel des bureaux nationaux d'Action contre la Faim étaient des locaux, et malgré la réduction de nos effectifs en 2025, nous avons pu augmenter le pourcentage de personnel local travaillant avec nous. Cela témoigne de notre engagement à faire du recrutement et de la fidélisation d'employés locaux et nationaux une priorité.

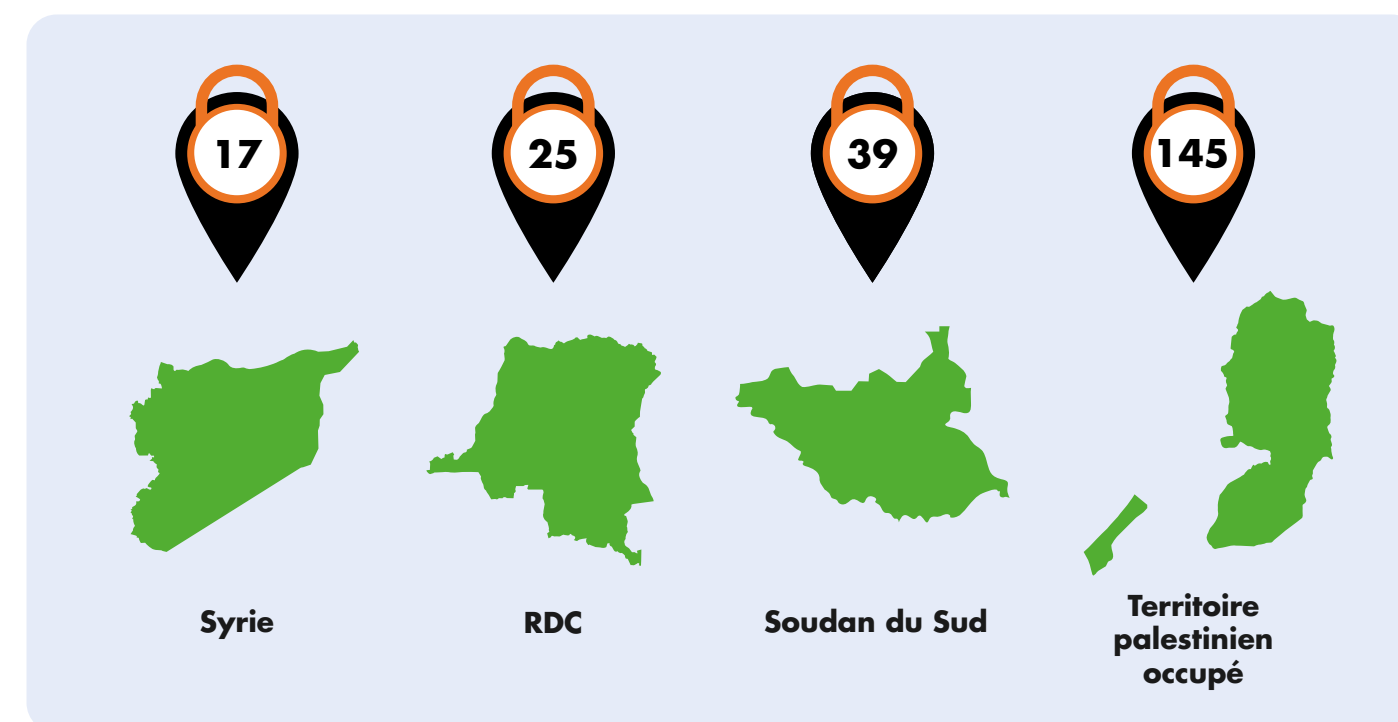
Sécurité

377 incidents de sécurité

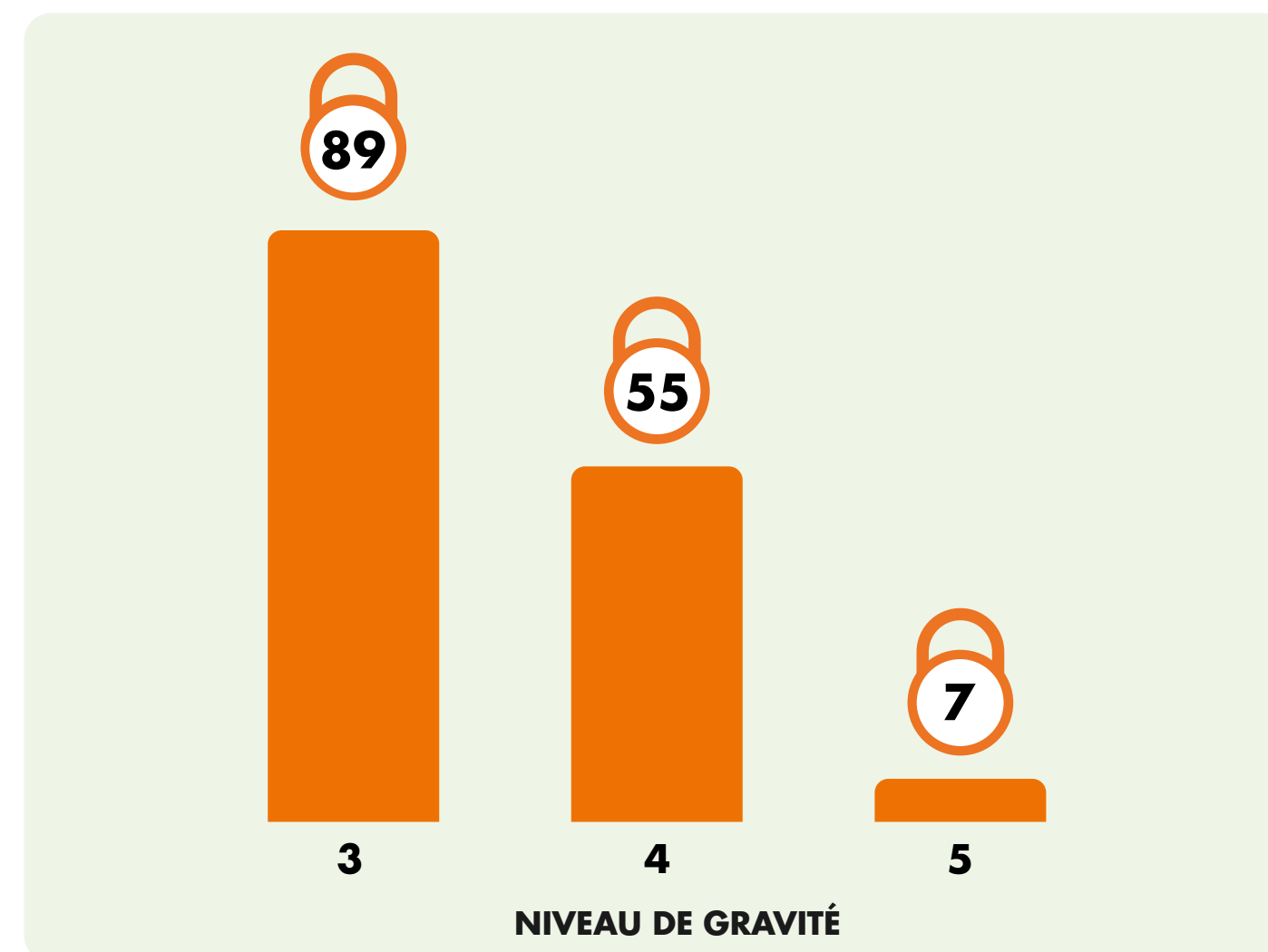


En tant qu'organisation, nous nous sommes engagés à être un réseau cohérent, efficace et bien administré. Action contre la Faim intervient dans des contextes difficiles, notamment dans des zones de conflit, exposées à un risque élevé de catastrophe naturelle ou sous le contrôle ou l'influence de régimes autoritaires. Nous intervenons aux endroits où vivent les personnes les plus vulnérables du monde. Ces contextes présentent un risque pour nos interventions, surtout pour notre personnel, les bénévoles et les partenaires locaux avec lesquels nous travaillons. L'atténuation et la gestion des incidents de sécurité qui pourraient causer préjudice au personnel d'Action contre la Faim sont une priorité pour le réseau. Nous mettons cela en avant dans notre ISP3, dans lequel nous nous engageons à « assurer la sécurité de notre personnel tout en respectant nos principes fondamentaux dans tout ce que nous entreprenons ».

Pays où ont eu lieu le plus d'incidents de sécurité



Niveau de gravité des incidents de sécurité





Incidents de sécurité les plus courants

13



Désastres

59



Agressions
à main armée
contre
nos locaux/
notre personnel

37



Abus
de
pouvoir

36



Vols

63



Accidents
de transports

En 2025, Action contre la Faim a rencontré 377 incidents de sécurité, une diminution par rapport aux 383 de 2024. Les pays qui ont fait face au plus d'incidents ont été le Territoire palestinien occupé (145), le Soudan du Sud (39), la République démocratique du Congo (25), la Syrie (17) et Haïti (17).

Comme les années précédentes, les accidents de la circulation sont restés fréquents en 2025, avec 63 incidents, tout comme en 2024. La plupart de ces incidents ont eu lieu au Cameroun, dans le Territoire palestinien occupé et au Soudan du Sud, ces trois pays ayant signalé sept incidents. Les accidents de la circulation sont particulièrement fréquents dans les zones où nous intervenons en raison du mauvais état des routes et d'un cadre réglementaire insuffisant en matière de sécurité routière.

D'autres incidents de sécurité courants étaient les agressions à main armée contre nos locaux ou notre personnel (59), les vols (36) et les abus de pouvoir (37). Ces types d'incidents étant fréquents dans les régions où nous intervenons, nos équipes de sécurité sont formées pour veiller à ce qu'ils aient le moins de répercussions possible sur nos activités, notre personnel et les communautés avec lesquelles nous travaillons.

En tant qu'organisation humanitaire, nous travaillons dans certains des contextes les plus hostiles au monde. En 2025, les niveaux de menace en Haïti, en Somalie et au Soudan ont été classifiés comme extrêmes selon notre classification de sécurité interne. Les conditions sont si hostiles que les interventions, si elles sont maintenues, se limitent à des activités de sauvetage avec des protocoles très stricts de gestion de la sécurité.

14 autres pays ont été classés comme présentant un niveau de menace très élevé (dont Myanmar, le Territoire palestinien occupé, la Syrie, le Soudan du Sud et l'Ukraine).

Compte tenu des risques de sécurité auxquels notre personnel est confronté au quotidien, nous nous engageons à offrir une formation généralisée à la sécurité en interne. L'année dernière, nous avons formé 1 519 membres de notre personnel en sécurité. En 2025, nous avons travaillé dans 171 bases de 48 pays, sans compter nos programmes nationaux. Les plans de sécurité de 135 de ces bases ont été validés au cours de la dernière année, ce qui représente 87 % des endroits où nous intervenons.



Étude de cas : Renforcer l'intelligence collective avec Network Performance

Action contre la Faim utilise Network Performance pour suivre l'évolution des principaux indicateurs de son plan stratégique international (ISP). Lancée en 2021 et développée par le groupe de travail international sur la transformation numérique, cette plateforme a considérablement évolué et a fait l'objet, en 2025, d'une importante mise à niveau technique visant à étendre ses capacités, à renforcer sa fiabilité et à accroître sa capacité de stockage et de gestion des données. L'objectif était de la préparer à gérer le volume et la complexité des informations requis par un réseau international comme le nôtre. Aujourd'hui, Network Performance est un outil structurel conçu pour soutenir nos cycles stratégiques à venir.

Cet outil dispose d'une interface facile à utiliser et adaptée à nos besoins opérationnels. En tant que plateforme internationale, les perspectives de tous les profils et pays qui l'utilisent ont été prises en compte dans sa conception. Le processus de développement a été mené en étroite coordination avec l'équipe d'évaluation, d'apprentissage et de redevabilité afin de garantir sa conformité aux exigences internationales en matière de données. La plateforme rassemble les données afin de mesurer notre impact mondial de manière cohérente et harmonisée, en centralisant les informations essentielles et les résultats pour nous aider à mieux mettre en valeur nos réalisations collectives. Le tableau de bord analytique, doté de plusieurs filtres, permet d'explorer et de segmenter les données selon différents critères de mesure, facilitant ainsi les analyses opérationnelles et stratégiques à tous les niveaux.

Network Performance améliore également la qualité et la crédibilité de nos rapports en s'appuyant sur des données opérationnelles validées. Son modèle d'accès décentralisé permet aux équipes de suivi, d'évaluation, de redevabilité et d'apprentissage de terrain et aux centres de coordination technique de nos sièges sociaux de saisir, d'examiner et d'analyser les informations en fonction de leurs rôles, garantissant ainsi à la fois la propriété et l'exactitude des données.

Au-delà des rapports, la plateforme joue un rôle stratégique central. Elle fournit des informations fiables et actualisées en temps opportun qui permettent de prendre des décisions éclairées et conformes à nos priorités stratégiques. En présentant une vision claire et structurée de l'activité de l'organisation, elle garantit que les décisions sont fondées sur des données probantes et directement liées aux objectifs définis dans l'ISP3.

En transformant des informations dispersées en connaissances structurées et accessibles, Network Performance renforce notre intelligence collective et nous permet de faire progresser nos objectifs stratégiques avec plus d'assurance et de cohérence.

Principales actions

L'année 2025 a été extrêmement compliquée, l'organisation ayant enregistré une réduction de 16 % de ses effectifs et un nombre record d'incidents de sécurité. Cependant, nous sommes fiers d'avoir conservé une si grande proportion de personnel national, ce qui témoigne de notre volonté de privilégier et de respecter l'expertise locale. Nous sommes également très reconnaissants de la résilience dont ont fait preuve notre personnel et nos partenaires au cours de la dernière année. Ils nous ont permis de poursuivre la mise en œuvre de nos projets et de nos programmes dans des circonstances difficiles.

Leçons apprises

2025 a été l'année où le plus grand nombre de membres du personnel humanitaire ont été tués. La principale menace pour Action contre la Faim États-Unis et France étaient la criminalité, et nous avons constaté une augmentation des troubles civils et des risques environnementaux dans le monde entier. La sécurité s'est détériorée dans tous les contextes où nous intervenons, ce qui a entraîné une augmentation du nombre d'attaques contre nos locaux et notre personnel, d'abus de pouvoir, d'utilisation d'explosifs et de pillages.

Nos projets pour 2026

Notre priorité pour 2026 est de maintenir une gestion rigoureuse de la sécurité malgré la réduction des ressources humaines et financières. L'accent sera mis sur la finalisation de la politique de sécurité révisée et des outils qui y sont associés (notamment la matrice de sécurité), ainsi que sur l'amélioration de la qualité des analyses de sécurité aux niveaux de la mission, de la région et du siège social, l'objectif étant de mieux anticiper les risques sur le terrain. Il sera également essentiel de veiller à ce que la gestion de la sécurité et de l'accès reste intégrée à tous les niveaux de l'organisation.

© Aneri Nihalani pour Action contre la Faim





Notes de fin

- i Rapport mondial sur les crises alimentaires (GRFC) :
<https://www.fightfoodcrises.net/global-report-food-crises>
- ii Rapport SOFI, 2025 :
<https://openknowledge.fao.org/items/ea9cebff-306c-49b7-8865-2aef3bfd25e2>
- iii Rapport mondial sur les crises alimentaires (GRFC) :
<https://www.fightfoodcrises.net/global-report-food-crises>
- iv Rapport SOFI, 2025 :
<https://openknowledge.fao.org/items/ea9cebff-306c-49b7-8865-2aef3bfd25e2>
- v Rapport mondial sur les crises alimentaires (GRFC) :
<https://www.fightfoodcrises.net/global-report-food-crises>
- vi Rapport SOFI, 2025 :
<https://openknowledge.fao.org/items/ea9cebff-306c-49b7-8865-2aef3bfd25e2>
- vii Rapport mondial sur les crises alimentaires (GRFC) :
<https://www.fightfoodcrises.net/global-report-food-crises>
- viii Rapport SOFI, 2025 :
<https://openknowledge.fao.org/items/ea9cebff-306c-49b7-8865-2aef3bfd25e2>



Profils pays

2025



**ACTION
CONTRE
LA FAIM**



ACRONYMES

OSC	Organisations de la société civile
SAME	Sécurité alimentaire et moyens d'existence
ICCM+	Integrated Community Case Management Plus (Prise en charge intégrée des cas au niveau communautaire plus) <i>Une stratégie axée sur la communauté qui aide les agents de santé communautaires à traiter la malnutrition aiguë et d'autres maladies courantes chez les enfants, comme la pneumonie, le paludisme et la diarrhée.</i>
IPC	Integrated Food Security Phase Classification (Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire) <i>Voir ci-dessous.</i>
ONG	Organisation non gouvernementale
SMART	Standardized Monitoring and Assessment of Relief and Transitions (Suivi et évaluation standardisés des urgences et transitions) <i>Une méthode standardisée utilisée pour évaluer la sécurité alimentaire, la nutrition et la mortalité, en particulier dans les contextes humanitaires ou de crise.</i>
EAH	Eau, assainissement et hygiène

CLASSIFICATIONS DE L'IPC

Phase 1 Aucune / Minimale	Les ménages sont capables de couvrir leurs besoins essentiels alimentaires et non alimentaires sans s'engager dans des stratégies atypiques ou non durables pour accéder à de la nourriture et à des revenus.
Phase 2 Stress	Les ménages ont une consommation alimentaire minimale adéquate mais ne peuvent pas assumer certaines dépenses non alimentaires sans s'engager dans des stratégies d'adaptation de stress.
Phase 3 Crise	Les ménages : • ont des déficits de consommation alimentaire reflétés par une malnutrition aiguë élevée ou supérieure aux niveaux habituels ; ou • parviennent tout juste à couvrir leurs besoins alimentaires essentiels, mais uniquement au prix de l'épuisement de leurs moyens d'existence essentiels ou en recourant à des stratégies d'adaptation de crise.
Phase 4 Urgence	Les ménages: • ont d'importants déficits de consommation alimentaire reflétés par une malnutrition aiguë très élevée et une mortalité excessive ; ou • sont en mesure de réduire l'importance des déficits alimentaires mais uniquement en recourant à des stratégies d'urgence relatives à leurs moyens d'existence et à la liquidation de leurs actifs.
Phase 5 Catastrophe/ Famine	Les ménages connaissent une pénurie extrême de nourriture et/ou d'autres besoins fondamentaux, malgré une utilisation maximale des stratégies d'adaptation. La famine, les décès, le dénuement et des niveaux extrêmement critiques de malnutrition aiguë sont observés. (Pour être classée en phase Famine, une zone doit avoir des niveaux de malnutrition aiguë et de mortalité extrêmement critiques).



Burkina Faso

Nombre total de personnes soutenues en 2025

699 202

Membres du personnel

277

Fin 2025, 4,4 millions de personnes, dont 2,1 millions de déplacés internes, avaient besoin d'aide en raison des crises humanitaire, politique et climatique au Burkina Faso. En raison de l'accès limité aux terres, de la perte de récoltes et de la hausse du prix des céréales (en particulier dans les zones de conflit), plus de 2,2 millions de personnes faisaient face à une crise d'insécurité alimentaire, et plus de 425 000 enfants de moins de cinq ans étaient exposés à un risque de malnutrition aiguë, dont plus de 110 000 cas graves.

Action contre la Faim a fourni une aide humanitaire et au développement dans tout le pays, en particulier dans les zones difficiles d'accès. Nous avons déployé cinq cliniques mobiles qui ont assuré le dépistage de la sous-nutrition, fourni des services de SMSP et mené des campagnes de vaccination pour les populations qui n'avaient pas accès à des établissements de santé. En parallèle, des agents de santé et des représentants de communautés ont été formés au dépistage de la sous-nutrition, ce qui a renforcé le personnel des centres de santé.

Le Mécanisme de réponse rapide RRM-Frontline, qu'Action contre la Faim met en œuvre depuis 2019, a fourni une aide alimentaire, des kits d'articles non alimentaires et des produits nutritionnels pour les enfants souffrant de sous-nutrition à 247 140 foyers. Le projet RESAN, un modèle d'industrie agroalimentaire né en France, a soutenu la sécurité alimentaire et les moyens d'existence, la nutrition et les activités génératrices de revenus, tandis que le projet VITA (fonds régional pour le Sahel) a été lancé fin 2025 avec les pays sahéliens voisins pour faire face à la dégradation des moyens d'existence et améliorer la cohésion sociale.

Action contre la Faim a également renforcé la résilience grâce au programme Yèrètali, une initiative conjointe du Burkina Faso et de la Côte d'Ivoire qui a amélioré les conditions de vie et favorisé des moyens d'existence durables pour les communautés d'accueil et les populations de retour. Cette année a également marqué la dernière année du programme Right 2 Grow, qui a renforcé le plaidoyer communautaire, la redevabilité sociale et le suivi par les citoyens des engagements pris par les gouvernements locaux en matière de nutrition et d'EAH, amenant plusieurs municipalités à prévoir des budgets dédiés à ces secteurs dans leurs plans pour 2026.

Cameroun

Nombre total de personnes soutenues en 2025	205 020
Membres du personnel	185

En 2025, le Cameroun a fait face à de multiples crises liées au conflit et aggravées par des chocs climatiques, des défis structurels et un sous-financement chronique. Il s'agit de l'une des crises les plus oubliées au monde. Pourtant, on estime que 3,1 millions de personnes y ont souffert d'une insécurité alimentaire et nutritionnelle aiguë, dont près de 250 000 en phase 4 (Urgence) et 2,87 millions en phase 3 (Crise) de l'IPC. Plus de 3,3 millions de personnes ont quitté leur domicile en quête d'aide humanitaire, alimentant les déplacements et l'afflux de réfugiés.

L'un des principaux défis a été la réduction du financement humanitaire observée à l'échelle mondiale, qui a eu un impact significatif sur le Cameroun en raison de la reconfiguration ou du retrait des acteurs humanitaires opérant dans le pays. Action contre la Faim a continué de mettre en œuvre des projets d'urgence et de résilience dans une grande partie du pays, en utilisant une approche intégrée combinant nutrition, santé, santé mentale, SAME et EAH.

Action contre la Faim a également soutenu le système de santé à l'aide de cliniques mobiles et du Programme d'action Comblant les lacunes en santé mentale (mhGAP), favorisé la prise en charge des maladies infantiles au niveau communautaire, y compris la malnutrition aiguë (via l'approche ICCM+), et fourni des soins obstétricaux et néonataux.

Dans le secteur SAME, Action contre la Faim a fait la promotion de l'agroécologie, soutenu les coopératives ainsi que l'insertion socioprofessionnelle des jeunes, et aidé les municipalités à améliorer les couloirs de transhumance pour les éleveurs nomades à Gazawa, Ndoukoula et Tokombéré.

En EAH, Action contre la Faim a continué d'améliorer les systèmes d'approvisionnement en eau dans les communautés vulnérables et les centres de santé, en plus de renforcer l'assainissement et la gestion des déchets médicaux.

République centrafricaine

Nombre total de personnes soutenues en 2025	121 515
Membres du personnel	209

En 2025, la République centrafricaine (RCA) était confrontée à une situation humanitaire critique caractérisée par une insécurité persistante, la détérioration des infrastructures publiques et, par conséquent, un accès réduit aux services de base. Cela a créé une situation alarmante dans laquelle 470 000 enfants de moins de cinq ans avaient besoin d'une aide nutritionnelle en raison de l'incapacité à éviter la sous-nutrition. De plus, au vu de la réduction considérable du financement humanitaire à l'échelle mondiale, les progrès réalisés par les programmes humanitaires en RCA au cours de la dernière décennie pourraient bien être compromis.

Dans ce contexte, Action contre la Faim a mis en œuvre une intervention multisectorielle, à la fois d'urgence et à long terme, pour améliorer l'accès aux services essentiels, renforcer la résilience des communautés et réduire la mortalité liée à la sous-nutrition et aux maladies d'origine hydrique. À Bangui, la capitale, ainsi que dans les préfectures de Nana-Mambéré, Ouham, Ouham-Pendé et Lim-Pendé, nos activités se sont concentrées sur le renforcement de la nutrition, de la santé, de la sécurité alimentaire et des moyens d'existence, de la gestion des risques et des désastres, de l'EAH et de la santé mentale.

Les programmes de nutrition et de santé ont élargi l'accès aux soins pour les enfants de moins de cinq ans et les femmes enceintes et allaitantes, notamment grâce à la formation du personnel de santé, à l'approvisionnement en produits médicaux et nutritionnels et à la réhabilitation d'infrastructures clés. Les interventions SAME ont contribué à diversifier les moyens d'existence et à soutenir la relance agricole, renforçant la capacité économique des foyers vulnérables.

Les activités de SMSP ont quant à elles joué un rôle crucial dans la prise en charge des enfants souffrant de malnutrition aiguë sévère et dans la réduction de la détresse psychologique au sein des communautés. Nos interventions EAH ont amélioré l'accès à l'eau potable et réduit les risques de maladies d'origine hydrique dans les localités ciblées.

Tchad

Nombre total de personnes soutenues en 2025 541 036

Membres du personnel 290

En 2025, le Tchad a continué de faire face à une grave crise humanitaire marquée par le conflit, des chocs climatiques, des épidémies et des déplacements de population à grande échelle. Plus de 7 millions de personnes avaient besoin d'aide, dont 1,6 million de réfugiés et 224 000 déplacés internes, y compris plus de 884 000 Soudanais ayant cherché refuge au Tchad en 2025. À l'échelle nationale, la faim et la sous-nutrition sont restées élevées, avec 1,74 million d'enfants de moins de cinq ans souffrant de sous-nutrition et 3,3 millions de personnes en situation d'insécurité alimentaire.

Pour répondre à ces besoins, Action contre la Faim a mis en œuvre des interventions d'urgence, de renforcement de la résilience et de développement afin de soutenir les communautés les plus vulnérables. Cela comprenait des services de santé et de nutrition de qualité pour les enfants de moins de cinq ans, des services de santé sexuelle et reproductive, la promotion de pratiques familiales essentielles, et un soutien renforcé en matière d'allaitement et d'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants. Nous avons également renforcé la surveillance épidémiologique et nutritionnelle, formé le personnel de santé et fourni des médicaments essentiels, des aliments thérapeutiques et du matériel médical.

Le bien-être et la résilience des communautés déplacées et d'accueil ont été renforcés grâce à nos services de SMSP communautaires. Nous avons mis en place des points d'écoute communautaires, sensibilisé les leaders locaux aux risques liés à la protection et à la santé mentale, et organisé des activités psychosociales pour les femmes et les enfants. Nous avons également formé le personnel de santé à intégrer ces activités aux services de santé et de nutrition de base.

Afin de réduire la faim et d'atténuer l'insécurité alimentaire, Action contre la Faim a fourni des transferts monétaires aux foyers les plus vulnérables. Nous avons ainsi contribué à préserver et à rétablir les moyens d'existence en fournissant des intrants et des outils agricoles pour l'agriculture pluviale et le maraîchage, en plus de soutenir les éleveurs en améliorant l'accès aux services de santé animale.

Nous avons construit et réhabilité des infrastructures d'approvisionnement en eau, acheminé de l'eau potable par camion, fait la promotion de bonnes pratiques d'hygiène, amélioré la gestion des déchets solides, répondu à une épidémie de choléra et renforcé la prévention et le contrôle des infections dans les établissements de santé.

Côte d'Ivoire

Nombre total de personnes soutenues en 2025 408 990

Membres du personnel 84

Bien que l'économie de la Côte d'Ivoire se soit améliorée en 2025, le pays a été confronté à d'importants défis sur les plans social, sécuritaire et nutritionnel, en particulier dans le nord. Les déplacements forcés en provenance du Burkina Faso, du Mali et du Ghana ont mis à rude épreuve les ressources et les services locaux, et les régions du Tchologo et du Bounkani ont souffert d'insécurité alimentaire, de stress hydrique et d'un accès restreint aux services essentiels. La malnutrition infantile aiguë, les maladies d'origine hydrique et la quantité insuffisante d'eau potable sont également restés des problèmes très sérieux.

Malgré ces défis, les efforts concertés des autorités nationales et de partenaires comme Action contre la Faim ont progressivement amélioré la couverture et la qualité des services essentiels grâce à une intervention multisectorielle intégrée visant à renforcer la résilience à long terme des communautés. Nous avons notamment fourni un soutien aux services de santé, de nutrition, d'EAH et de santé mentale, ainsi qu'à l'égalité entre les genres et à la sécurité alimentaire, et nous sommes venus en aide aux foyers d'accueil et aux réfugiés par le biais de distributions ciblées, du renforcement des capacités des communautés et de mécanismes de coordination locaux.

Nos projets ont contribué à l'autonomisation des femmes et des adolescentes ainsi qu'à l'amélioration des services de santé et de nutrition dans le Tchologo, tandis que notre projet Yèrètali a contribué à renforcer la résilience des foyers dans le Bounkani en favorisant l'intégration sociale et économique des jeunes, en mettant en place des points d'écoute et en apportant un soutien direct aux communautés accueillant des réfugiés du Ghana et du Burkina Faso. À Abidjan, nous avons renforcé les infrastructures d'assainissements prioritaires.

Au total, Action contre la Faim a évalué l'état nutritionnel de plus de 20 000 enfants, fourni des soins de santé sexuelle et reproductive à plusieurs milliers de femmes et renforcé les moyens d'existence des foyers au moyen de groupes d'épargne, d'activités génératrices de revenus et d'initiatives communautaires.

République démocratique du Congo

Nombre total de personnes soutenues en 2025	598 165
Membres du personnel	281

En 2025, la République démocratique du Congo a continué de faire face à l'une des crises humanitaires les plus graves au monde, caractérisée par des violences persistantes, des déplacements de masse et la deuxième crise alimentaire la plus grave au monde. Environ 27,7 millions de personnes étaient confrontées à des niveaux élevés d'insécurité alimentaire aiguë, dont 3,9 millions se trouvaient en phase 4 de l'IPC (Urgence). En octobre, le pays comptait plus de 4,9 millions de déplacés internes, les conditions EAH précaires favorisant la propagation de maladies d'origine hydrique, en particulier sur les sites de déplacés, et les épidémies récurrentes (choléra, rougeole, paludisme et Ebola) constituant toujours une source de préoccupation majeure.

En raison de la réduction du financement humanitaire à l'échelle mondiale, seul un quart de l'intervention a été financé, et les programmes de l'ONU et des ONG, y compris ceux d'Action contre la Faim, ont dû être revus à la baisse alors même que les crises s'aggravaient.

Action contre la Faim a fourni une aide d'urgence en santé et nutrition aux femmes enceintes et allaitantes et aux enfants de moins de cinq ans sur des sites de déplacés internes du Nord-Kivu et d'Ituri. Nous avons également construit des installations sanitaires d'urgence et distribué des kits d'hygiène afin de réduire la propagation des maladies et de protéger l'état nutritionnel des populations. Dans toutes les zones ciblées, nous avons renforcé les capacités des établissements de santé en leur fournissant du matériel médical et technique, une formation en poste et une supervision.

À Drodro et Mweso, Action contre la Faim a fourni des services de SMSP d'urgence aux populations déplacées et touchées par le conflit, renforçant à la fois la résilience individuelle et communautaire. À Bambo et Mweso, des interventions multisectorielles ont amélioré l'accès aux services de santé sexuelle et reproductive, en complément de nos activités dans les domaines de la santé, de la nutrition et du soutien psychosocial. Au Kasai-Oriental, nous avons renforcé la sécurité alimentaire en favorisant la relance agricole au moyen d'un soutien à la production et de la promotion d'activités génératrices de revenus.

Éthiopie

Nombre total de personnes soutenues en 2025	2 902 267
Membres du personnel	450

En 2025, l'Éthiopie a été confrontée au conflit, à la sécheresse et à l'augmentation du coût de la vie. Action contre la Faim a continué de soutenir les communautés du Tigré, d'Amhara, d'Oromia, de Gambella, de Benishangul-Gumuz et de Somali.

Notre programme axé sur le triple nexus humanitaire-développement-paix a renforcé la sécurité alimentaire, la résilience au changement climatique, les moyens d'existence, la cohésion sociale et la gestion des désastres tenant compte de la dimension de genre. Le gouvernement français, par le biais du projet de redressement du Centre de crise et de soutien mené en collaboration avec ALIMA, a réhabilité des établissements de santé, élargi l'accès aux soins de santé et soutenu les moyens d'existence grâce à la restauration de l'irrigation, à la distribution de semences résilientes au changement climatique et à la création de groupes d'épargne et d'entreprises.

En parallèle, la phase II du programme mondial d'intervention nutritionnelle d'urgence (GENRP II), financée par Affaires mondiales Canada, nous a permis de traiter des cas de sous-nutrition, de dépister le cancer du col de l'utérus chez les femmes et de fournir de l'énergie solaire pour un système d'approvisionnement en eau.

Nous avons également soutenu d'autres projets de nutrition, de santé, d'EAH, de protection et d'aide financière.

Kenya

Nombre total de personnes soutenues en 2025 488 545

Membres du personnel 53

Fin 2025, la sécurité alimentaire au Kenya s'était considérablement détériorée, avec environ 3,3 millions de personnes (soit 18 % de la population) en situation d'insécurité alimentaire aiguë, une augmentation par rapport aux 2,1 millions de février de la même année. Plus de 810 000 enfants de moins de cinq ans et près de 117 000 femmes enceintes et allaitantes avaient besoin d'un traitement d'urgence de la malnutrition aiguë.

La saison des « pluies courtes », qui s'étend d'octobre à décembre, a été l'une des plus sèches jamais enregistrées dans certaines parties de l'est du Kenya, aggravant les effets du manque de précipitations récurrent et réduisant à néant les progrès réalisés après la sécheresse. La mortalité du bétail a augmenté, la production laitière a diminué de moitié et les prix ont plus que doublé dans certains comtés du nord. Les coupes de financement ayant limité nos opérations, de nombreux cas de malnutrition aiguë sévère n'ont pas pu être traités.

En 2025, Action contre la Faim a mis en œuvre des interventions vitales axées sur le redressement, la résilience et le renforcement des systèmes dans cinq comtés. Nous avons assuré le dépistage de la malnutrition aiguë chez plus de 75 000 enfants, dont 13 000 ont reçu un traitement et plus de 70 000 une supplémentation en vitamine A. Les interventions de proximité intégrées ont élargi l'accès aux services essentiels dans les zones difficiles d'accès.

Avec le soutien de l'Office of Foreign Assistance du gouvernement des États-Unis, nous avons renforcé les systèmes de nutrition, d'eau et d'agriculture des comtés et des communautés en renforçant les capacités des agents de première ligne et en permettant une prise de décision basée sur les données grâce à une analyse de l'IPC et à des enquêtes SMART.

Nous avons également participé au développement et à la révision de politiques au niveau des comtés et du pays, en contribuant notamment au plan d'action en nutrition et à la politique de sécurité alimentaire et nutritionnelle du Kenya.

Avec le soutien d'UBS, nous avons réhabilité des infrastructures d'approvisionnement en eau résilientes au changement climatique, ce qui a amélioré l'accès à l'eau potable pour plus de 114 500 personnes. En parallèle, des initiatives d'hébergement soutenues par les Sœurs de la Charité ont permis aux communautés touchées par les inondations d'accéder à un abri d'urgence digne ainsi qu'à des services de SMSP. Ce programme a également amélioré les moyens d'existence, fait la promotion de l'agriculture intelligente face au climat et de l'inclusion financière et combiné des interventions axées sur le genre, la santé sexuelle et reproductive et la violence sexiste. Au total, le projet a touché 415 000 personnes dans les cinq comtés.

Liberia

Nombre total de personnes soutenues en 2025 102 002

Membres du personnel 36

Les foyers libériens ont continué d'être fortement exposés à une insécurité alimentaire façonnée par la pauvreté, la faiblesse des marchés et le manque de diversification des moyens d'existence. Les risques structurels sont restés particulièrement élevés dans les zones rurales, où la précarité, la taille des ménages et la grande quantité de foyers dirigés par des femmes ont accru les tensions.

La sous-nutrition est restée alarmante, 26,3 % des enfants souffrant d'un retard de croissance et 8,5 % d'émaciation en raison d'une alimentation inadéquate, de maladies récurrentes et d'un accès limité aux marchés dû aux longues distances à parcourir et aux augmentations saisonnières des coûts de transport. Les petits exploitants agricoles, qui constituent la majeure partie de la main-d'œuvre du pays, ont été confrontés à des contraintes persistantes telles que le manque de semences améliorées, une mécanisation limitée et des pertes post-récolte importantes, malgré une augmentation de 38 % de la production de riz en 2025.

Dans ce contexte, Action contre la Faim a déployé une approche multisectorielle intégrée qui a renforcé les systèmes de santé de 25 établissements à Nimba, Margibi et Montserrado par le biais de l'amélioration des infrastructures, de la formation des agents de santé, d'un soutien aux systèmes de santé communautaires et d'études thématiques sur la gestion des déchets médicaux, le genre, la protection et la santé mentale.

En parallèle, le projet ASPIRE, financé par Irish Aid, a élargi les interventions multisectorielles en nutrition, EAH, SAME et agriculture résiliente au changement climatique dans les zones rurales de Montserrado et Margibi.

En s'appuyant sur les acquis du consortium EAH du Libéria, le projet ASPIRE s'est concentré sur l'amélioration de la nutrition infantile, le renforcement des liens avec les marchés, le développement d'une production alimentaire adaptée au climat et le soutien aux structures de gouvernance communautaire.

Dans le cadre de ces deux programmes, Action contre la Faim a joué un rôle actif au sein des plateformes nationales de coordination de la sécurité alimentaire et de la nutrition, contribuant notamment à améliorer la communication, la génération de données probantes et le plaidoyer afin d'optimiser les résultats pour les mères et les enfants, en particulier dans les comtés les plus vulnérables.

Madagascar

Nombre total de personnes soutenues en 2025 343 309

Membres du personnel 203

Madagascar a continué de faire face à une crise alimentaire et nutritionnelle exacerbée par la sécheresse, les cyclones, la hausse des prix des denrées alimentaires et une pauvreté généralisée. La région du Grand Sud a été la plus durement touchée : on estime que près d'un million de personnes y souffrent d'insécurité alimentaire grave, et elle concentre plus de la moitié des cas de malnutrition aiguë sévère du pays. De plus, en raison de la réduction du financement humanitaire à l'échelle mondiale, seulement 30 % des besoins ont été satisfaits, ce qui a limité la disponibilité des services mobiles de santé et de nutrition et des traitements.

En 2025, Action contre la Faim est intervenue dans plus de 20 districts du Grand Sud (Androy, Anosy, Atsimo, Andrefana), dans les quartiers vulnérables d'Antananarivo et à Fitovinany, ciblant en priorité les enfants de moins de cinq ans, les femmes et les foyers en situation précaire.

Nous avons traité la malnutrition aiguë avec des taux de guérison élevés (90 à 99 %), permis à plus de 34 000 personnes d'accéder à l'eau potable, fourni une aide financière à plus de 213 000 personnes, aidé plus de 28 000 foyers à cultiver leur propre nourriture et dispensé des services de soutien psychosocial et de protection à des milliers d'autres. Nous avons également mené à bien le projet Mifampibaby, financé par l'Union européenne et axé sur les 1 000 premiers jours de vie des enfants, l'amélioration des pratiques alimentaires, le soutien à la production alimentaire locale et l'autonomisation des femmes.

Dans le cadre de notre intervention d'urgence, et en partenariat avec Médecins du Monde ainsi qu'avec notre partenaire national de longue date ASOS, nous avons fourni aux familles un soutien en nutrition, des soins de santé et des transferts monétaires vitaux qui leur ont permis de s'acheter de la nourriture et d'éviter d'avoir recours à des stratégies d'adaptation négatives. Nous avons également mis en œuvre une intervention d'urgence multisectorielle face à la grave sécheresse dans le sud et le sud-est de Madagascar, ce qui a permis de restaurer l'accès à l'eau et la production agricole pour plus de 195 000 personnes.

Mali

Nombre total de personnes soutenues en 2025 1 527 170

Membres du personnel 139

En 2025, le Mali a continué de faire face à l'insécurité, aux déplacements et à la détérioration des conditions de vie. La violence dans les régions du centre et du nord du pays a limité l'accès des acteurs humanitaires et perturbé des services essentiels tels que la nutrition, les soins de santé et l'aide alimentaire. En juin 2025, environ 402 000 personnes avaient abandonné leur domicile et avaient besoin d'une aide urgente. La situation économique est restée difficile, l'inflation ayant entraîné une hausse des prix des denrées alimentaires et compliqué l'accès aux produits de première nécessité pour les familles.

L'insécurité alimentaire est restée critique. Entre juin et août 2025, environ 1,47 million de personnes ont fait face à des niveaux de faim correspondant à la phase 3 de l'IPC (Crise) ou pire, près de 97 000 ayant atteint la phase 4 (Urgence) et près de 3 500 la phase 5 (Catastrophe), la plupart dans des zones touchées par le conflit ou difficiles d'accès. Les niveaux de sous-nutrition étaient eux aussi alarmants, en particulier chez les enfants et les femmes enceintes et allaitantes, qui souffraient aussi d'autres maladies comme le paludisme, d'infections respiratoires et de diarrhée.

Action contre la Faim a soutenu plus de 1,5 million de personnes au Mali en 2025. Nous avons privilégié des approches préventives axées sur la communauté pour répondre aux crises prolongées et aux problèmes d'accès. L'essentiel du soutien a été apporté dans les domaines de la santé et de la nutrition, touchant 943 060 personnes.

Nos activités EAH ont bénéficié à 327 620 personnes, et 254 058 personnes ont reçu un soutien en SAME.

L'accent a été mis sur le changement des comportements et le renforcement des services de santé et de nutrition, notamment à travers des cliniques mobiles. Nous avons mis en œuvre des interventions visant à soutenir l'alimentation des nourrissons en situation d'urgence au niveau communautaire, notamment au moyen de la promotion de pratiques d'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants sûres, d'une aide financière ou alimentaire aux familles vulnérables et de services de SMSP.

En 2025, 83 % des foyers soutenus ont fait état d'une meilleure consommation alimentaire et d'une diminution du recours à des stratégies d'adaptation négatives, comme sauter des repas ou vendre des ressources. L'alimentation des femmes s'est également améliorée, 80 % d'entre elles ayant signalé une amélioration sensible de leur diversité alimentaire. Malgré des circonstances difficiles, les taux de guérison de la malnutrition aiguë sévère sont restés élevés, s'élevant à 84,7 %.

Mauritanie

Nombre total de personnes soutenues en 2025	345 675
Membres du personnel	194

En 2025, la Mauritanie a continué de faire face à une situation humanitaire difficile, l'insécurité dans la région du Sahel (en particulier au Mali, l'un des pays voisins), les chocs climatiques et les pressions économiques ayant détérioré les conditions de vie de nombreuses communautés. La région orientale du Hodh Chargui a été particulièrement touchée en raison de sa proximité avec le Mali et de l'arrivée d'un grand nombre de réfugiés maliens. En juin 2025, la Mauritanie comptait plus de 300 000 réfugiés et demandeurs d'asile, dont près de 293 000 vivaient dans le Hodh Chargui.

La situation s'est aggravée fin octobre 2025 avec l'arrivée de nouvelles vagues de réfugiés à Bassiknou, principalement des femmes et des enfants. De nombreuses familles sont arrivées après avoir voyagé pendant plusieurs jours avec peu de nourriture, d'eau et de protection, ce qui a mis à rude épreuve des communautés déjà vulnérables.

La situation alimentaire et nutritionnelle s'est également détériorée. Une analyse humanitaire a estimé que plus de 35 000 personnes à Bassiknou pourraient être confrontées à de graves pénuries alimentaires, tandis qu'une enquête nutritionnelle a révélé des niveaux alarmants de malnutrition aiguë chez les enfants. La région fait donc face à une véritable urgence nutritionnelle.

En réponse à cela, Action contre la Faim a continué de soutenir les communautés vulnérables en mettant en œuvre des programmes alliant aide d'urgence et activités de développement à plus long terme.

À Hodh Chargui, les interventions étaient axées sur la sécurité alimentaire et les moyens d'existence, la nutrition, les services de santé, l'EAH, la protection et le soutien à l'élevage et à l'agriculture. Ces actions visaient à renforcer les services essentiels et à favoriser une coexistence pacifique entre les réfugiés et les communautés d'accueil.

Dans d'autres régions telles que le Guidimakha et le Gorgol, Action contre la Faim a soutenu la santé des communautés, les services de nutrition, les activités d'agriculture et d'élevage et l'autonomisation des femmes au moyen de formations, d'équipements et d'un soutien aux coopératives. À Nouakchott et dans d'autres régions, nous avons aidé les femmes et les jeunes à développer des activités génératrices de revenus et à accéder à des opportunités économiques.

Mozambique

Nombre total de personnes soutenues en 2025	175 558
Membres du personnel	90

Au Mozambique, la crise humanitaire est restée critique en 2025 : environ 2 millions de personnes faisaient face à des niveaux élevés d'insécurité alimentaire aiguë en raison des chocs climatiques, des prix élevés des denrées alimentaires et du conflit, en particulier dans la région de Cabo Delgado, où les déplacements ont fragilisé la capacité de production des foyers.

Dans ce contexte fragile, les interventions d'Action contre la Faim se sont concentrées sur l'urgence. Nous avons apporté une aide vitale immédiate aux populations touchées à Cabo Delgado, en intégrant systématiquement l'aide alimentaire, l'EAH, l'abri et la santé et la nutrition à l'ensemble de nos activités en tant que partenaire du Mécanisme d'intervention rapide. En plus de ces interventions sur le terrain, nous avons répondu aux besoins les plus urgents et protégé les foyers contre l'insécurité alimentaire grave et la sous-nutrition par l'intermédiaire de nos programmes multisectoriels intégrés.

En 2025, en réponse aux dommages causés par le cyclone Chido, nous sommes venus en aide à 48 114 personnes à Mecufi et Metuge, deux des districts les plus touchés, en leur fournissant de la nourriture, des articles non alimentaires, des abris et des kits d'hygiène, en plus d'un approvisionnement en eau d'urgence et de la construction ou de la réhabilitation d'infrastructures EAH. Nous avons également soutenu 28 communautés touchées par le conflit à Macomia, Quissanga et Meluco grâce à nos brigades et cliniques mobiles, qui nous ont permis de fournir des services complets de soins de santé primaires aux communautés mal desservies.

Dans le cadre du projet Nexus, Action contre la Faim a également fourni des intrants agricoles et d'élevage à 810 foyers des districts de Mueda et de Metuge afin de promouvoir la culture d'aliments nutritifs ainsi que de bonnes pratiques agricoles. De plus, trois marchés locaux étaient en construction pour améliorer l'accès aux produits de première nécessité pour plus de 45 000 personnes.

Niger

Nombre total de personnes soutenues en 2025 367 235

Membres du personnel 126

En 2025, la crise humanitaire prolongée au Niger s'est poursuivie, alimentée par l'insécurité, les déplacements et les chocs climatiques. Dans plusieurs régions, notamment Tillabéri, Diffa, Maradi et Tahoua, de nombreuses personnes ont été contraintes d'abandonner leur domicile et ont été confrontées à un accès limité aux services essentiels. Plus de 938 000 personnes ont été déplacées, ce qui a mis à rude épreuve des communautés et des populations d'accueil déjà vulnérables. La situation économique est restée difficile. La forte inflation et la hausse des prix des produits de première nécessité ont réduit le pouvoir d'achat des foyers, qui ont eu de plus en plus de mal à satisfaire leurs besoins de base en raison de moyens d'existence limités.

L'insécurité alimentaire est restée largement répandue. Près de 2,22 millions de personnes étaient confrontées à une insécurité alimentaire correspondant à la phase 3 de l'IPC (Crise), une situation aggravée par le conflit et les chocs climatiques. Les inondations ont touché plus de 542 000 personnes, endommageant habitations, cultures et infrastructures dans plusieurs régions. Les pluies irrégulières et les sécheresses localisées ont perturbé la production agricole, réduit la disponibilité des pâturages et limité l'accès à l'eau. Les niveaux de sous-nutrition sont eux aussi restés alarmants. Il a été estimé qu'environ 1,6 million d'enfants âgés de 6 à 59 mois souffraient de malnutrition aiguë, dont près de 410 000 de malnutrition aiguë sévère.

Malgré ces défis, Action contre la Faim a maintenu son intervention multisectorielle dans les régions les plus touchées.

Cela comprenait des services de nutrition et de santé, un soutien en EAH et des programmes visant à renforcer la sécurité alimentaire et les moyens d'existence ainsi que la résilience des communautés.

Les cliniques mobiles ont joué un rôle clé en apportant des services de santé et de nutrition essentiels aux communautés isolées et difficiles d'accès. Les transferts monétaires ont aidé les foyers vulnérables à satisfaire leurs besoins les plus urgents et à stabiliser leur consommation alimentaire dans un contexte de hausse des prix et de pénuries. Les activités EAH ont réduit les risques pour la santé et amélioré l'accès des communautés à l'eau potable.

Au total, 367 235 personnes ont bénéficié des programmes d'Action contre la Faim au Niger en 2025, ceux-ci ont aidé les communautés à mieux faire face aux chocs récurrents et à garder accès aux services essentiels, tout en renforçant leur capacité à se relever et à s'adapter aux crises futures.

Nigeria

Nombre total de personnes soutenues en 2025 1 310 007

Membres du personnel 222

Au Nigeria, plus de 27,2 millions de personnes ont été confrontées à une insécurité alimentaire grave en 2025, un chiffre qui devrait atteindre les 34,7 millions en 2026. En raison de l'insécurité, des chocs climatiques et du coût élevé de la vie, la crise nutritionnelle, en particulier dans le nord du Nigeria, a atteint son niveau le plus critique en 15 ans, près de 6,4 millions d'enfants de moins de cinq ans souffrant de malnutrition aiguë.

Face aux coupes de financement et à la suspension de projets de l'ONU et d'ONG à l'échelle mondiale, Action contre la Faim a mis en œuvre des programmes d'urgence, de redressement et de développement dans les États de Borno, Yobe, Sokoto, Adamawa et Jigawa, tout en continuant de soutenir la prévention et le traitement de la malnutrition aiguë sévère et modérée dans les établissements de santé et les communautés.

Les soignants ont reçu des conseils de spécialistes en matière de nutrition des mères, des nourrissons et des jeunes enfants, en plus de services de SMSP, et nous avons développé notre programme de stocks d'aliments thérapeutiques prêts à l'emploi pour étendre la couverture de nos services de nutrition vitaux dans le nord-est et le nord-ouest du Nigeria.

Nous sommes venus en aide à 83 établissements à travers des services de santé de base, des accouchements sûrs, le déploiement de personnel de santé, le renforcement des capacités des bénévoles communautaires, des premiers secours psychologiques, un soutien entre pairs, une sensibilisation et des conseils.

Nous avons également fourni de la nourriture, des fonds non affectés, des formations, des subventions et une protection sociale aux foyers vulnérables. Le secteur EAH est resté une priorité : nous avons construit et réhabilité des points d'eau et des installations sanitaires et fait la promotion de meilleures pratiques d'hygiène.

Notre mécanisme de réponse rapide a permis de fournir des abris d'urgence, des articles non alimentaires, des kits d'hygiène et des services EAH aux personnes récemment déplacées et touchées par des catastrophes, ainsi que de répondre à de nombreuses épidémies, comme la rougeole et la diarrhée aiguë. En menant un plaidoyer ciblé et coordonné à l'échelle nationale et internationale, nous avons répondu aux besoins des communautés vulnérables au Nigeria et veillé à ce que la crise alimentaire et nutritionnelle croissante reste une priorité dans l'agenda des bailleurs de fonds et des décideurs politiques.

Sénégal

Nombre total de personnes soutenues en 2025	58 426
Membres du personnel	31

En 2025, le Sénégal était toujours sous pression, en particulier les zones sahéliennes du nord et de l'est du pays, en raison des crises climatiques, de la hausse des prix des denrées alimentaires et de la baisse des revenus agricoles. De plus, les migrations saisonnières et le chômage des jeunes ont continué d'accroître la vulnérabilité de nombreuses familles.

À l'échelle nationale, la situation alimentaire était relativement stable, mais fragile. Sur près de 19,6 millions de personnes analysées, 504 386 se trouvaient en situation d'insécurité alimentaire aiguë ou pire et avaient besoin d'une aide immédiate. Les zones rurales du nord et de l'est présentaient des signes d'aggravation de l'insécurité alimentaire, et la situation était susceptible de s'accroître pendant la période de soudure en raison de la réduction des réserves alimentaires et de la hausse des prix.

Les indicateurs nutritionnels sont restés préoccupants, les dernières données disponibles indiquant que 10 % des enfants de moins de cinq ans souffraient de malnutrition aiguë et 18 % d'un retard de croissance. L'anémie était également très fréquente, touchant 71 % des enfants et 54 % des femmes. De plus, les pratiques d'alimentation des nourrissons sont restées limitées, et seuls 27 % des enfants âgés de 6 à 23 mois atteignaient la diversité alimentaire minimale.

Dans ce contexte, Action contre la Faim est venue en aide à 58 426 personnes au Sénégal à travers différents programmes en 2025. Plus de 18 000 personnes ont participé à des activités de prévention de la sous-nutrition axées sur l'alimentation des nourrissons et la détection précoce des cas chez les enfants à risque.

Les programmes EAH ont amélioré l'accès à l'eau et les pratiques d'hygiène de plus de 1 100 personnes, ce qui a contribué à prévenir les maladies tout en favorisant la consommation d'aliments nutritifs. En ce qui concerne la sécurité alimentaire, plus de 36 000 personnes ont bénéficié d'un soutien pour améliorer leur accès à l'alimentation au moyen de transferts monétaires et d'activités génératrices de revenus.

Cela a amélioré l'accès des foyers à l'alimentation, réduit le recours à des stratégies d'adaptation négatives et favorisé la détection précoce des cas de sous-nutrition chez les enfants à risque, facilitant ainsi leur redirection vers les services de santé adéquats.

Sierra Leone

Nombre total de personnes soutenues en 2025	66 426
Membres du personnel	34

La Sierra Leone est restée vulnérable en 2025 en raison des effets à long terme du conflit, de l'instabilité économique, de la fragilité des systèmes de santé, du changement climatique, de la pauvreté et des défis liés à la gouvernance. Près de 60 % de la population vivait dans la pauvreté et faisait face à des défis considérables affectant sa santé, son éducation et ses conditions de vie. Le changement climatique a exacerbé ces problèmes en intensifiant les inondations, les sécheresses, l'élévation du niveau de la mer et l'érosion du littoral, ce qui a affecté la production alimentaire, l'accès à l'eau potable et la résilience des communautés. La Sierra Leone a été classée 108ème sur 123 pays selon l'Indice de la faim dans le monde en raison des taux élevés de sous-nutrition et de malnutrition infantile.

En 2025, l'insécurité alimentaire s'est aggravée : selon les estimations, 1,6 million de personnes faisaient face à des niveaux de faim correspondant à la phase 3 de l'IPC (Crise) ou pire pendant la période de soudure. La sous-nutrition infantile est restée élevée, les taux de retard de croissance et d'émaciation s'élevant à 26,3 % et 6,3 %, respectivement. La mortalité maternelle est restée élevée, et l'accès aux services EAH essentiels était toujours extrêmement limité.

En Sierra Leone, Action contre la Faim s'est employée à réduire durablement la faim, la sous-nutrition et la mortalité évitable en renforçant les systèmes de réponse aux chocs, les moyens d'existence résilients au changement climatique et les services de base intégrés, conformément aux priorités nationales en matière de développement.

Avec le soutien de l'ambassade d'Irlande, nous avons mis en œuvre des projets liés au climat tenant compte de la nutrition dans les districts de Bonthe et Moyamba, et nous avons étendu nos activités au district isolé de Falaba. En 2025, une subvention de Latter-day Saint Charities nous a permis de fournir des produits médicaux et de dispenser une formation au triage, à l'évaluation et au traitement d'urgence.

Afin de promouvoir une agriculture intelligente face au climat, nous avons fourni des intrants agricoles, notamment des semences et des boutures de légumes, à 150 groupes d'agriculteurs répartis dans les districts de Bonthe, Moyamba et Falaba. De plus, avec le soutien de Welthungerhilfe, nous avons lancé un programme d'action anticipatoire face aux crues soudaines ciblant les communautés vulnérables de Freetown. Grâce à des activités de sensibilisation, ces communautés ont développé leurs propres plans d'action anticipatoire et d'évacuation pour la saison des pluies.

Somalie

Nombre total de personnes soutenues en 2025 3 373 089

Membres du personnel 118

La crise humanitaire prolongée en Somalie s'est poursuivie en 2025, alimentée par la sécheresse récurrente, le conflit, les épidémies et la réduction de l'aide. Les coupes de financement à l'échelle mondiale ont entraîné une baisse de 70 % de l'aide alimentaire, la fermeture d'environ 150 établissements de santé et 300 centres de nutrition, et une réduction de 39 % des services de nutrition par rapport à 2024. Le pays a connu son année la plus sèche depuis 1981, avec des précipitations 60 % inférieures à la moyenne.

La Somalie, qui dépend fortement du pastoralisme et de l'agriculture, figurait au premier rang de l'Indice de la faim dans le monde 2025. À la fin de l'année, le gouvernement avait déclaré l'état de sécheresse à l'échelle nationale, et le nombre d'enfants de moins de cinq ans souffrant de malnutrition aiguë était estimé à 1,85 million, dont 421 000 cas de malnutrition aiguë sévère, une augmentation de 16 % par rapport à 2024.

Action contre la Faim a fourni une assistance vitale à 3,3 millions de personnes dans 29 districts, tant au moyen d'opérations directes que par l'intermédiaire de partenaires locaux, en menant des programmes dans plusieurs secteurs : santé, nutrition, EAH, SAME et protection. Plus de 100 000 enfants souffrant de malnutrition aiguë ont reçu un traitement.

Le consortium Caafimaad Plus a facilité l'accès à quatre districts restreints grâce à la coopération des communautés locales, ce qui a eu un impact positif sur l'action humanitaire en Somalie dans son ensemble.

Par exemple, les réticences vis-à-vis de la vaccination au sein des communautés non vaccinées ont été dissipées grâce à l'influence de pairs, et l'acheminement de l'aide humanitaire a fait l'objet de négociations, ce qui a permis de réduire de plus de moitié le coût habituel du transport aérien.

Nous avons également participé au programme « Boosting Resilience and Adaptation to Climate Change » (Renforcer la résilience et l'adaptation au changement climatique). L'intervention consacrée aux moyens d'existence a soutenu 12 coopératives agricoles en matière de formation, de production alimentaire et d'accès aux marchés, entraînant une augmentation de 35 % du rendement agricole, tandis que les pertes post-récolte ont été réduites de 25 % à moins de 10 %. Les revenus issus de la vente de récoltes et de fourrage ont dépassé les 51 000 €, et 17 systèmes d'approvisionnement en eau résilients au changement climatique ont été construits ou réhabilités, fournissant de l'eau potable à plus de 32 000 membres de communautés déplacés.

Soudan du Sud

Nombre total de personnes soutenues en 2025 569 736

Membres du personnel 96

La grave crise de la faim au Soudan du Sud a continué en 2025 : environ 5,97 millions de personnes (42 % de la population) étaient confrontées à des niveaux de faim correspondant à la phase 3 de l'IPC (Crise) ou plus. Il a également été estimé que 2,1 millions d'enfants de moins de cinq ans et 1,15 million de femmes enceintes et allaitantes souffraient de malnutrition aiguë, ce qui souligne l'importance d'une action humanitaire soutenue face au conflit, aux déplacements, aux inondations, au déclin économique et à la hausse des prix des denrées alimentaires.

Les programmes intégrés d'Action contre la Faim ont soutenu près de 70 000 personnes dans les États de Bahr el Ghazal du Nord, Warrap, Jonglei et Équatoria-Central. Nous avons répondu à des besoins immédiats tels que l'accès à l'eau potable, l'assainissement, les traitements nutritionnels vitaux, les soins de santé essentiels, le soutien à la sécurité alimentaire et l'assistance ciblée pour les réfugiés des retours.

Nos services de santé et de nutrition (traitement de la sous-nutrition, consultations de soins de santé primaires, vaccination, soins prénatals et soutien en santé mentale) ont touché plus de 370 000 personnes, et nos initiatives SAME nous ont permis de fournir des kits de production agricole à près de 50 000 personnes. Nous avons fourni des fonds non affectés à 53 000 personnes et mobilisé 3 000 personnes dans le cadre d'activités de travail contre rémunération, ce qui a renforcé la résilience des communautés. Nos programmes EAH ont amélioré l'accès à l'eau potable et à l'assainissement pour 115 000 personnes à travers la construction ou la réhabilitation de points d'eau.

Au-delà de la prestation directe de services, Action contre la Faim a mené à bien un plaidoyer basé sur des données probantes, collaboré avec le gouvernement sur des réformes budgétaires et politiques, soutenu l'élaboration de la première politique nationale en matière de nutrition, dirigé le Réseau de la société civile SUN et contribué aux analyses nationales sur la sécurité alimentaire. Ces interventions ont été rendues possibles grâce au généreux soutien du PAM, de l'UNICEF, d'Affaires mondiales Canada, de l'Agence suédoise de coopération internationale, d'ECHO, de R2G, du ministère fédéral allemand des Affaires étrangères (GFFO), de l'Agence italienne pour la coopération au développement (AICS) et de KellyDeli.

Soudan

Nombre total de personnes soutenues en 2025 647 228

Membres du personnel 140

Le Soudan a continué de faire face à l'une des crises humanitaires les plus graves au monde après le déclenchement du conflit armé en avril 2023. Cela a provoqué des déplacements de masse, un effondrement économique et la détérioration des services de base dans de vastes régions du pays, et en 2025, près de 30,4 millions de personnes avaient besoin d'une aide humanitaire et environ 13 millions étaient déplacées.

L'insécurité alimentaire a atteint des niveaux critiques, 24,6 millions de personnes souffrant de faim aiguë, et des conditions de famine (phase 5 de l'IPC) ont été confirmées dans certaines parties du Darfour et du Kordofan. Les enfants ont été les plus touchés, des centaines de milliers d'entre eux ayant souffert de malnutrition aiguë sévère, et environ 70 % des établissements de santé étaient hors service, ce qui a affaibli la capacité de réaction du pays encore davantage.

Action contre la Faim a continué de fournir une assistance vitale intégrée dans les régions du Nil Bleu, du Nil Blanc, du Kordofan du Sud, du Darfour central, du Darfour du Nord et de la mer Rouge. En 2025, nous sommes venus en aide à 615 790 personnes, en fournissant un soutien en santé et nutrition à 388 587 personnes, notamment au moyen de soins de santé primaires, de services de santé maternelle et infantile et du traitement de la malnutrition aiguë, ainsi qu'en améliorant l'accès de 195 772 personnes à des services EAH sûrs afin de réduire les épidémies.

Nos activités SAME ont soutenu 22 294 personnes par le biais de transferts monétaires et d'initiatives de protection des moyens d'existence visant à renforcer la résilience des foyers, et 8 792 personnes ont bénéficié de services de protection, ce qui a contribué à réduire la vulnérabilité et à renforcer les mécanismes de soutien aux communautés.

Tous secteurs confondus, nos programmes de 2025 ont donné la priorité aux personnes les plus touchées par l'insécurité alimentaire, associant interventions d'urgence, redressement rapide et renforcement de la résilience. En collaboration avec les autorités locales, des partenaires et les structures communautaires, nous avons contribué à maintenir les services essentiels, à renforcer les capacités locales et à soutenir les populations touchées par la crise, notamment les déplacés internes, les populations de retour et les communautés d'accueil vulnérables.

Tanzanie

Nombre total de personnes soutenues en 2025 112 135

Membres du personnel 17

La Tanzanie a continué de faire face à d'importants défis liés à la faim et à la malnutrition chronique. En 2025, environ 2,8 millions d'enfants de moins de cinq ans souffraient d'un retard de croissance, et plus de 1,1 million d'enfants d'insuffisance pondérale. La pauvreté et l'accès limité à des aliments nutritifs ont aggravé la situation, environ 59 % des foyers n'ayant pas les moyens de s'offrir une alimentation saine. Les sécheresses et les inondations ont perturbé la production alimentaire, et 900 000 personnes se trouvaient en situation d'insécurité alimentaire aiguë.

Action contre la Faim a mis en œuvre des programmes multisectoriels intégrés pour s'attaquer aux causes profondes de la faim et de la sous-nutrition tout en renforçant la résilience des communautés. Cela comprenait la prévention et le traitement de la sous-nutrition, le renforcement des services de santé maternelle, néonatale, infantile et adolescente, la promotion d'une agriculture intelligente face au climat et de moyens d'existence durables, et l'amélioration de l'accès à des services EAH sûrs. Nous avons également intégré l'égalité entre les genres et la protection à nos activités afin de garantir sécurité, autonomie et accès équitable aux services essentiels et aux opportunités aux femmes, aux hommes, aux filles et aux garçons, en particulier parmi les populations les plus vulnérables.

Notre projet « Gender Transformative Nutrition » (transformation du genre pour la nutrition) a amélioré la nutrition à Bahi et Itigi en renforçant les systèmes de santé communautaires tout en faisant la promotion d'une prise de décision équitable et d'un meilleur accès aux services de nutrition. Depuis son lancement, le projet a touché près de 215 000 personnes directement et plus de 92 000 indirectement.

Notre projet « Equip for In-School Nutrition Services » visant à équiper les services de nutrition scolaire a amélioré l'alimentation dans les écoles et les foyers de Dodoma et Singida en faisant la promotion de l'agroécologie, de l'agriculture intelligente face au climat et de l'éducation à la nutrition. Il renforce les systèmes alimentaires locaux et favorise l'accès à des repas scolaires nutritifs. De plus, notre initiative « Supporting Maternal and Child Health in Tanzania » (projet Brian Woolf) a amélioré la santé et la nutrition des mères et des enfants de Dodoma grâce à des services de micronutrition et de supplémentation en vitamine A ainsi qu'à l'éducation à la nutrition des personnes s'occupant d'enfants.

Ouganda

Nombre total de personnes soutenues en 2025	376 400
Membres du personnel	111

En Ouganda, les niveaux de faim sont alarmants : 22 % de la population souffre de sous-nutrition, 23,5 % des enfants de moins de cinq ans souffrent d'un retard de croissance et 3,2 % d'émaciation, et 3,9 % des enfants décèdent avant leur cinquième anniversaire. Environ 712 000 personnes (37 % de la population analysée) ont fait face à des niveaux élevés d'insécurité alimentaire aiguë entre août 2025 et février 2026, dont 16 000 personnes en phase 4 de l'IPC (Urgence) et 696 000 personnes en phase 3 de l'IPC (Crise).

L'analyse de l'IPC a également révélé qu'environ 56 681 enfants âgés de 6 à 59 mois et 6 827 femmes enceintes et allaitantes souffraient ou allaient probablement souffrir de malnutrition aiguë entre avril 2025 et mars 2026. Entre avril et septembre 2025, la situation était bien pire qu'à la même période en 2024.

Action contre la Faim s'est concentrée sur la prévention de la sous-nutrition, l'amélioration de l'EAH, le soutien aux moyens d'existence par le biais de formations à l'agriculture intelligente face au climat, le soutien à la santé mentale et l'amélioration de l'égalité entre les genres. Ces activités se sont déroulées dans quinze districts en situation d'insécurité alimentaire (Isingiro, Kikuube, Kiryandongo, Adjumani, Lamwo, Yumbe, Obongi, Madi Okollo, Koboko, Terego, Nakapiripirit, Napak, Nabilatuk, Moroto et Kasese) et dans sept camps de réfugiés (Kiryandongo, Adjumani, Kyangwali, Nakivale, Bidi Bidi, Palorinya, et Lobule). Nos équipes ont également mené un plaidoyer en faveur d'une politique nutritionnelle basée sur des données probantes.

Un projet de 15 mois financé par l'Agence italienne pour la coopération au développement (AICS) s'est achevé en août 2025. Ce projet visait à renforcer la résilience des réfugiés et des communautés d'accueil aux chocs humanitaires et climatiques en proposant des formations professionnelles pour les jeunes, des subventions pour les activités génératrices de revenus, un modèle d'utilisation optimisée des terres, un soutien à l'élevage de volailles et des services EAH intégrés. Le taux de recyclage des déchets est passé de 58 % à 80 % sous l'impulsion des femmes réfugiées à Obongi, l'accès des réfugiés à des terres cultivables est passé de 39 % à 81 %, la disponibilité de surplus de récoltes est passée de 13 % à 43 %, et la participation aux associations villageoises d'épargne et de crédit a doublé, passant de 19 % à 37 %.

Zambie

Nombre total de personnes soutenues en 2025	2 147
Membres du personnel	19

La Zambie a continué de faire face à une grave insécurité alimentaire, exacerbée par la sécheresse prolongée provoquée par le phénomène El Niño en 2023-2024, la variabilité climatique, le coût élevé des denrées alimentaires et la pauvreté structurelle. En 2025, environ 1,7 million de personnes se trouvaient en phase 3 de l'IPC (Crise) ou pire, malgré une légère amélioration par rapport au point culminant de la crise liée à la sécheresse de 2024. L'accès à l'alimentation est resté fragile, et la malnutrition chronique a persisté : environ 32 à 35 % des enfants de moins de cinq ans souffraient d'un retard de croissance, ce qui met en évidence des carences alimentaires et une vulnérabilité de longue date. La forte dépendance de la Zambie à l'agriculture pluviale a continué d'accroître son exposition aux chocs climatiques.

Action contre la Faim a poursuivi ses efforts pour lutter à la fois contre l'insécurité alimentaire immédiate et les facteurs de la faim à plus long terme dans six districts, notamment dans les provinces de l'Ouest, du Sud, centrale et de l'Est, où la faim extrême et les vulnérabilités climatiques sont les plus critiques. Nous avons continué de nous concentrer sur l'agriculture intelligente face au climat, la biodiversité et la conservation, la résilience au changement climatique et l'épargne communautaire (par le biais des associations villageoises d'épargne et de crédit), en mettant l'accent sur les approches communautaires, la collaboration avec le gouvernement et les programmes basés sur des données probantes.

L'une de nos initiatives phares a été le programme de résilience au changement climatique Seeds of Hope, dans le cadre duquel plus de 1 600 agriculteurs de régions exposées à la sécheresse ont été formés à la plantation de cultures résistantes, telles que le niébé, ce qui a renforcé la sécurité alimentaire et la génération de revenus tout en réduisant les pertes post-récolte.

Un autre projet majeur a été « Climate Resilient Agri-Food Systems » (CREATE), un programme de systèmes agroalimentaires résilients au changement climatique mis en œuvre grâce au financement de la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit et du ministère zambien de l'Agriculture. Ce projet a soutenu environ 4 000 petits exploitants agricoles dans la province du Sud (Pemba, Monze, Mazabuka) en réhabilitant et en construisant des infrastructures d'irrigation, en faisant la promotion de l'agriculture intelligente face au climat, en améliorant l'accès à l'eau et en renforçant la capacité à atténuer les chocs climatiques et la sous-nutrition. Ces programmes ont conjugué l'adaptation au changement climatique et le soutien aux moyens d'existence pour aider les communautés à passer de la survie à une résilience durable.

Zimbabwe

Nombre total de personnes soutenues en 2025 102 521

Membres du personnel 5

Bien que l'amélioration des conditions météorologiques ait stimulé l'activité agricole au Zimbabwe en 2025, l'insécurité alimentaire s'est accentuée à la fin de l'année, pendant la période de soudure, où un nombre croissant de foyers a commencé à souffrir de déficits alimentaires. Le premier semestre a également été marqué par une épidémie de choléra qui a touché 23 districts répartis dans 8 provinces.

En 2025, Action contre la Faim a mis en œuvre des programmes multisectoriels de préparation aux urgences, des interventions et des initiatives à moyen et long terme axées sur la nutrition, la sécurité alimentaire et les moyens d'existence, l'EAH et la réduction des risques et des désastres par l'intermédiaire d'une action anticipatoire. La sécheresse provoquée par El Niño ayant fortement pesé sur les stocks alimentaires fin 2024, nous avons fourni des bons d'achat alimentaires à 32 400 personnes afin de les aider à satisfaire leurs besoins alimentaires de base. Face aux épidémies de choléra et de paludisme, nous avons mis en œuvre une intervention rapide lors de laquelle nous avons apporté un soutien en EAH à plus de 11 000 personnes.

Pour améliorer les scores de consommation alimentaire, Action contre la Faim a réalisé trois cycles de distribution de nourriture qui ont permis à 39 383 personnes d'accéder à des aliments nutritifs dans le district de Mberengwa. Dans le district de Chiredzi, nous avons fourni une aide alimentaire à 3 000 personnes entre mai et juillet 2025, à la suite d'une alerte à la sécheresse déclenchée par le mécanisme d'action humanitaire anticipatoire de Welthungerhilfe (WAHAFA). Dans le cadre de notre approche de réduction des risques et des désastres, nous avons renforcé la préparation des communautés du district de Mwenezi en soutenant l'élaboration de plans, de processus et de dispositifs institutionnels pour une mise en œuvre rapide des premières interventions en cas de crise.





© Fabeha Monir pour Action contre la Faim

Bangladesh

Nombre total de personnes soutenues en 2025	223 748
Membres du personnel	72

En 2025, le Bangladesh a été confronté à des défis humanitaires croissants, notamment un déclin économique rapide, des chocs climatiques et une augmentation des déplacements de population. Les taux de pauvreté extrême ont presque doublé au cours des trois années précédant 2025 (de 5,6 % à 9,3 %), tandis que la pauvreté globale a atteint 28 %, principalement en raison de la fermeture d'usines et de la perte d'emplois, en particulier chez les femmes.

On estimait à 16 millions le nombre de personnes classées en phase 3 de l'IPC (Crise) ou au-delà, les plus durement touchées étant les réfugiés rohingyas et les communautés d'accueil de Cox's Bazar. La malnutrition aiguë a également augmenté, 1,6 million d'enfants de moins de cinq ans souffrant d'émaciation, dont 143 850 cas de malnutrition aiguë sévère répartis dans 18 districts. À Cox's Bazar, l'accès limité à l'eau potable et à l'assainissement, tant dans les camps que dans les communautés d'accueil, a accentué les risques liés à la santé et à l'hygiène.

Action contre la Faim vient en aide aux réfugiés et aux populations vulnérables dans les districts touchés par le changement climatique, notamment Cox's Bazar, Kurigram, Sunamganj, Sylhet, Satkhira et Barguna. Notre travail se concentre sur la nutrition, les soins de santé primaires (y compris la santé sexuelle et reproductive), l'EAH, la sécurité alimentaire et les moyens d'existence, l'agriculture résiliente au changement climatique, la santé mentale et le soutien psychosocial, et la réponse aux urgences.

En outre, nous soutenons les comités locaux de gestion des désastres, renforçons les systèmes d'action anticipatoire locaux à l'aide de l'intelligence artificielle et défendons les droits des femmes et des filles en veillant à ce que les services locaux répondent à leurs besoins.

À Cox's Bazar, Action contre la Faim a fourni des services vitaux de nutrition et d'EAH aux réfugiés rohingyas et aux communautés d'accueil, ainsi que des soins de santé maternelle, infantile et adolescente. À Satkhira et Barguna, nos programmes de moyens d'existence adaptés au climat ont aidé les foyers à accroître leur production alimentaire, à diversifier leurs sources de revenus et à renforcer leur résilience aux cyclones et aux inondations.

Nous avons également mené des initiatives innovantes telles que SURF-IT, un modèle de prévision des raz-de-marée combinant l'intelligence artificielle et les connaissances locales pour émettre des alertes météorologiques précoces et favoriser une action rapide. Ces interventions nous ont permis de protéger les populations les plus vulnérables tout en renforçant leur résilience à long terme à la faim, à l'impact du changement climatique et aux chocs économiques.

Inde

Nombre total de personnes soutenues en 2025	59 528
Membres du personnel	137

En 2025, 37 % des enfants de moins de cinq ans en Inde souffraient d'un retard de croissance, 19,5 % d'émaciation et 34 % d'insuffisance pondérale. Il était donc urgent d'y mettre en œuvre des interventions nutritionnelles complètes.

Action contre la Faim est l'une des rares ONG du pays à se concentrer sur la santé maternelle et infantile à travers une combinaison d'approches axées sur la nutrition ou en tenant compte. En étroite collaboration avec les communautés des zones isolées et difficiles d'accès, nos équipes identifient les vulnérabilités nutritionnelles, dispensent des soins en temps opportun et transmettent aux familles les connaissances nécessaires pour protéger leur santé.

Outre la santé et la nutrition, Action contre la Faim intervient dans les secteurs EAH et SAME, avec des programmes au Madhya Pradesh, au Maharashtra, au Rajasthan et au Gujarat. En 2025-26, nous sommes venus en aide à 59 528 personnes dans 163 villages. Nous avons assuré le dépistage de la sous-nutrition chez 30 954 enfants de moins de cinq ans, dont 2 168 cas identifiés et pris en charge, et 19 568 femmes enceintes et allaitantes ont bénéficié d'un soutien dans le cadre de 18 094 visites à domicile.

En 2025, la lutte contre l'anémie est devenue une priorité, que ce soit dans le cadre de nouveaux projets ou de projets existants ayant été étendus, en particulier chez les adolescents et les femmes enceintes et allaitantes.

Grâce au dépistage communautaire, aux conseils nutritionnels, à la supplémentation et aux communications sur le changement des comportements, nos interventions ont contribué à briser le cycle intergénérationnel de la sous-nutrition et de la mauvaise santé maternelle.

Notre unité mère kangourou du HBT Medical College et du Dr. R.N. Cooper Municipal General Hospital, à Mumbai, a pris en charge plus de 500 nourrissons prématurés ou de faible poids à la naissance depuis 2023, améliorant leurs chances de survie et de rétablissement à travers une approche axée sur la famille. Nous sommes également intervenus au Chhattisgarh, notamment en renovant le centre Anganwadi de Navpura afin d'en faire un espace sûr et stimulant pour l'éducation préscolaire, en fournissant des services de santé et de nutrition dans le district de Gariaband, en renforçant le développement de la petite enfance à Dhar et Baran et en offrant un soutien continu aux familles migrantes au Gujarat, autant d'initiatives qui consolident notre engagement en faveur de solutions nutritionnelles complètes et pilotées par la communauté.

Myanmar

Nombre total de personnes soutenues en 2025	236 917
Membres du personnel	241

En 2025, le Myanmar a continué de faire face à l'une des crises humanitaires les plus graves et les plus complexes au monde. Après des années de conflit, de déplacements de masse, d'effondrement des services de base et d'insécurité alimentaire généralisée, des millions de personnes vivaient dans le besoin.

La situation s'est considérablement aggravée lorsque le deuxième séisme le plus meurtrier de l'histoire du pays a frappé la région de Sagaing, exposant plus de 9 millions de personnes à de violentes secousses et causant la mort de plus de 5 400 personnes. Des milliers d'autres ont été blessées ou portées disparues, et des habitations, des hôpitaux, des réseaux d'approvisionnement en eau et des infrastructures essentielles ont été détruits. Des villages ont été isolés et des communautés déjà vulnérables plongées dans une précarité encore plus extrême, le nombre de personnes vivant dans les zones touchées étant estimé à 17 millions.

Les États touchés par le conflit, notamment Rakhine, Kayah, Sagaing et Bago, ont continué de faire face à des déplacements, à la destruction des systèmes agricoles et à une grave insécurité alimentaire, certaines zones ayant atteint des niveaux de faim correspondant à la phase 4 de l'IPC (Urgence).

À la suite du séisme, Action contre la Faim a lancé une intervention d'urgence immédiate. Nous avons distribué des paniers alimentaires et des kits d'hygiène à la population et fourni des médicaments et du matériel essentiels aux services de santé, notamment dans la région de Sagaing, où les établissements de santé avaient été gravement endommagés.

Nous avons également maintenu une forte présence dans les États de Rakhine, de Kayah et de Bago, où nous avons fourni une assistance multisectorielle par l'intermédiaire de partenaires locaux. L'accent a été mis sur les services de nutrition pour les enfants de moins de cinq ans et les femmes enceintes et allaitantes, la santé mentale et le soutien psychosocial, l'EAH et le soutien en SAME pour les foyers vulnérables.

Les principales initiatives comprenaient des cultures à cycle court adaptées au conflit et des micro-parcelles à domicile, des activités de subsistance nécessitant peu de capital pour les familles déplacées à maintes reprises, et la réhabilitation par les communautés de petites infrastructures et de marchés locaux afin de rétablir l'accès à l'alimentation et aux services essentiels. En parallèle, nous avons continué de renforcer les systèmes de SMSP locaux, notamment en formant le personnel de santé et en développant le soutien axé sur les traumatismes pour les communautés confrontées à une détresse psychologique extrême en raison du conflit et des conséquences du séisme.

Népal

Nombre total de personnes soutenues en 2025	13 675
Membres du personnel	12

Le Népal est resté l'un des pays d'Asie les plus vulnérables au changement climatique : les inondations, les glissements de terrain, les sécheresses et la dégradation des sols ont durement touché les populations rurales, aggravant l'insécurité alimentaire, perturbant les moyens d'existence et endommageant des infrastructures essentielles. Plus de 20 % de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté national et la malnutrition aiguë ayant atteint des niveaux particulièrement élevés dans des provinces telles que Lumbini et Madhesh, la faim et la sous-nutrition restent des défis nationaux majeurs. L'accès limité à un assainissement sûr et les contraintes climatiques croissantes ont accentué ces vulnérabilités.

En 2025, Action contre la Faim s'est concentrée sur le renforcement des systèmes locaux et sur l'accès équitable aux soins nutritionnels, à la prise en charge de l'émaciation, aux soins de santé primaires (y compris les services de SMSP), à des services EAH résilients au changement climatique et à des moyens d'existence durables, le tout par l'intermédiaire de solides partenariats locaux et en accord avec les priorités nationales.

Nous avons aidé des communautés de tout le pays dans les domaines de la santé mentale et du soutien psychosocial, de la résilience au changement climatique et de la gouvernance inclusive en matière de nutrition. Nos initiatives axées sur les moyens d'existence ont aidé les foyers à s'adapter au changement climatique grâce à des pratiques agricoles résilientes, à la diversification des cultures et au développement de chaînes de valeur durables qui génèrent des revenus, en particulier pour les femmes.

Nous avons également investi dans la production de données probantes afin de renforcer la prévention, la détection précoce et le traitement de l'émaciation, en plus de travailler sur le renforcement des capacités des OSC et des municipalités à coordonner et améliorer les services de nutrition. Ces initiatives à long terme ont été complétées par des interventions d'urgence visant à apporter un soutien essentiel aux populations touchées par les chocs climatiques récurrents.

Pakistan

Nombre total de personnes soutenues en 2025	304 208
Membres du personnel	31

En 2025, la détérioration des conditions de sécurité, les catastrophes climatiques et l'augmentation de l'insécurité alimentaire ont fortement aggravé la situation humanitaire au Pakistan. La violence armée s'est intensifiée dans le Khyber Pakhtunkhwa et au Baloutchistan, entraînant des déplacements de masse, des restrictions de mouvement et un accès réduit aux services essentiels. Les inondations et les sécheresses ont affecté plus de 6 millions de personnes et endommagé près de 230 000 habitations, et environ 1,17 million d'hectares de terres agricoles ont été submergés, compromettant la production alimentaire et la résilience des foyers encore davantage.

Les niveaux d'insécurité alimentaire aiguë sont restés alarmants : 8,6 millions de personnes au Baloutchistan, au Sindh et dans le Khyber Pakhtunkhwa se trouvaient en phase 3 de l'IPC (Crise) ou au-delà, et 2,14 millions d'enfants souffraient de malnutrition aiguë dans le pays. Les réfugiés afghans étaient quant à eux confrontés à des risques supplémentaires en matière de protection : expulsions, perte de moyens d'existence et accès réduit aux services de santé et de nutrition.

Action contre la Faim a poursuivi ses activités dans les provinces du Baloutchistan, du Sindh et du Khyber Pakhtunkhwa, en travaillant en étroite collaboration avec des partenaires locaux pour fournir une aide humanitaire multisectorielle. L'accent a été mis sur la nutrition et les soins de santé primaires, l'EAH, les services de SMSP, la sécurité alimentaire et les moyens d'existence, et la réponse aux urgences.

Au Baloutchistan, notre intervention auprès des réfugiés a consisté à fournir des soins médicaux et des kits d'hygiène (y compris des produits d'hygiène menstruelle) gratuits, à réhabiliter les infrastructures de santé et à soutenir les moyens d'existence grâce à des formations professionnelles à l'installation de panneaux solaires, à la réparation de motos, aux compétences numériques et à l'élevage de volailles.

En 2025, nous avons mis en œuvre des programmes spécifiques tels que l'intervention d'urgence face aux inondations dans le Khyber Pakhtunkhwa et à la sécheresse à Thatta, ce qui nous a permis de fournir du fourrage pour le bétail, des kits d'hygiène et des produits d'hygiène menstruelle à plus de 3 300 personnes dans les communautés touchées. Notre approche intégrée a donné la priorité à l'aide vitale tout en renforçant la résilience des communautés aux chocs climatiques, aux pressions économiques et aux vulnérabilités liées aux déplacements.

Philippines

Nombre total de personnes soutenues en 2025 145 555

Membres du personnel 73

En 2025, des catastrophes naturelles et liées au climat sont venues s'ajouter au conflit, engendrant une grave crise humanitaire aux Philippines. Environ 30 millions de personnes ont été touchées, dont près de trois millions ont été déplacées, et environ un million d'habitations ont été endommagées. Entre juillet et novembre, des tempêtes tropicales et des typhons ont provoqué des inondations et des dégâts considérables. En septembre et octobre, le pays a été frappé par deux puissants séismes, tandis que l'activité volcanique du mont Kanlaon, sur l'île de Negros, continuait de perturber la vie des familles et les activités agricoles locales.

Les communautés de la région autonome de Bangsamoro en Mindanao musulmane (BARMM) ont également été confrontées à l'insécurité et à l'incertitude politique, avec plus de 900 incidents liés au conflit enregistrés en 2025, ce qui a entraîné le déplacement de plus de 120 000 personnes. Les données ont révélé que 31,4 % des foyers se trouvaient en situation d'insécurité alimentaire, tandis que les taux de retard de croissance et d'émaciation chez les enfants de moins de cinq ans s'établissaient respectivement à 23,6 % et 5,6 %.

Action contre la Faim a aidé les communautés à se redresser et à mieux se préparer aux crises futures en leur fournissant un soutien humanitaire et en renforçant leur résilience. En 2025, nos programmes en EAH, SAME, nutrition et santé, abri et protection ont bénéficié à plus de 106 000 personnes. Nous avons fourni de l'eau potable et des services d'hygiène à plus de 66 000 personnes, rétabli les moyens d'existence, effectué des transferts monétaires et soutenu les familles déplacées dans des centres d'évacuation et des communautés isolées.

Nous avons également collaboré avec les communautés et les autorités locales pour développer des moyens d'existence résilients au changement climatique, mettre en place une gestion durable des déchets, restaurer les mangroves et améliorer les services locaux de santé et de nutrition.

À Barangay Mapayag, les problèmes structurels de longue date affectant l'approvisionnement en eau, l'électricité et la disponibilité des équipements médicaux essentiels limitaient fortement les services de santé maternelle et infantile. En 2025, l'UNICEF et Action contre la Faim, en partenariat avec le ministère de la Santé de la région autonome de Bangsamoro et avec le financement de l'Agence coréenne de coopération internationale (KOICA), ont mis en place un système de collecte et d'acheminement des eaux de pluie, des installations de lavage des mains, une alimentation en énergie solaire, un système de drainage adéquat, des produits d'hygiène essentiels et des outils anthropométriques actualisés.

Le renforcement des capacités et la formation des agents de santé locaux ont amélioré la prestation de services, la couverture vaccinale et les consultations. Cela a démontré qu'un soutien ciblé en matière d'infrastructures, d'équipements et de développement de la main-d'œuvre peut transformer l'accès aux services de santé, renforcer la résilience des communautés et réduire les risques associés à des systèmes d'EAH et de santé inadéquats dans les régions exposées aux catastrophes.



Europe



France

Nombre total de personnes soutenues en 2025	5 325
Membres du personnel	376

En France, plus de 11 millions de personnes vivent en dessous du seuil de pauvreté, et les dépenses alimentaires des foyers sont souvent les premières à être sacrifiées. La réponse institutionnelle à ce problème se limite généralement à une aide d'urgence et ne s'attaque pas aux causes structurelles. La mobilisation et la coordination des politiques publiques afin de garantir le droit à l'alimentation pour tous sont insuffisantes.

Action contre la Faim travaille activement pour faire progresser le droit à l'alimentation en France et garantir un accès digne, suffisant, sain et durable à l'alimentation. En 2025, nous avons consolidé notre statut d'acteur clé de la lutte contre l'insécurité alimentaire en jouant un rôle central dans de nombreux forums multipartites et en menant un plaidoyer soutenu auprès des pouvoirs publics et de leurs partenaires. Nous avons également contribué à améliorer la couverture et l'efficacité du financement humanitaire en partageant notre expérience et notre expertise avec nos partenaires institutionnels et de la société civile.

Cette année, nous avons mis en œuvre plusieurs initiatives d'apprentissage et d'innovation en Île-de-France et en Provence-Alpes-Côte d'Azur, ce qui nous a permis d'apporter une aide directe à des milliers de personnes tout en favorisant le débat public. L'année prochaine, nous diffuserons les leçons tirées de ces différentes initiatives, notamment celles issues de projets pilotes proposant des alternatives à la distribution de nourriture, telles que des transferts monétaires (nos projets Passerelle et Vit'alim).

Italie

Nombre total de personnes soutenues en 2025	201
Membres du personnel	29

L'insécurité alimentaire et la pauvreté touchent des millions de personnes en Italie. En 2025, plus de 5,7 millions de personnes (8,4 % de la population), dont 1,3 million d'enfants, vivaient dans une pauvreté absolue. Près de 6 millions de personnes ne bénéficiaient pas d'un accès régulier à une alimentation nutritive et suffisante, et 4,2 millions de foyers souffraient de privation alimentaire. Les familles monoparentales, les familles nombreuses et les travailleurs à faibles revenus ont été les plus durement touchés par la hausse des prix des denrées alimentaires, la stagnation des salaires et la fragmentation des systèmes de sécurité sociale, souvent contraints de sacrifier leur nutrition et leur stabilité à long terme.

Depuis 2022, Action contre la Faim fait face à cette crise à travers le programme « Mai più fame: dall'emergenza all'autonomia » (Plus jamais la faim : de l'urgence à l'autonomie) à Milan et à Naples. Ce programme, qui combine aide alimentaire d'urgence et autonomisation à long terme, propose une éducation à la nutrition, un accompagnement personnalisé et des parcours vers l'emploi pour aider les familles à devenir autonomes.

En 2025, 100 familles de Milan ont reçu des cartes alimentaires prépayées et bénéficié d'ateliers sur la nutrition ainsi que de plus de 650 heures de séances de soutien de groupe et individuelles. Les résultats observés comprenaient une alimentation plus saine, l'augmentation de la consommation d'eau, la réduction de la consommation de sucre, une meilleure connaissance de l'étiquetage des aliments et des niveaux plus élevés d'activité physique.

Les parcours vers l'emploi ont permis à 72 participants d'accéder à un emploi formel, à l'éducation et à des possibilités d'emploi informel.

À Naples, 101 familles ont bénéficié d'un soutien similaire, avec près de 600 heures de séances de soutien qui leur ont permis d'améliorer leur diversité alimentaire, de réduire leur consommation de sucre et de mieux comprendre l'étiquetage des aliments. Les parcours vers l'emploi ont soutenu 40 personnes.

À travers ces initiatives, Action contre la Faim associe aide d'urgence et solutions à long terme pour aider les familles vulnérables à reprendre en main leur alimentation, leur santé et leurs moyens d'existence, tout en plaidant pour des politiques structurelles visant à lutter contre la pauvreté et l'insécurité alimentaire à l'échelle nationale.

Caucase du Sud

Nombre total de personnes soutenues en 2025	13 410
Membres du personnel	33

En 2025, le Caucase du Sud a été confronté à un conflit prolongé, à des déplacements et à des inégalités socioéconomiques qui ont perturbé l'accès à l'emploi, les services et la stabilité de la région. Néanmoins, la région bénéficie d'un potentiel de redressement considérable et d'une économie locale dynamique grâce à l'engagement du secteur privé, à l'accès aux marchés régionaux, au développement du capital humain, au renforcement de la gouvernance locale et à une cohésion sociale accrue.

En 2025, nos activités dans le Caucase du Sud ont touché un total de 13 410 personnes en Géorgie, en Abkhazie et en Arménie. La Géorgie a continué de faire face à une insécurité alimentaire généralisée, plus de la moitié de la population ayant indiqué ne pas toujours pouvoir se permettre une alimentation adéquate. Les groupes les plus vulnérables étaient les minorités ethniques, les habitants de zones rurales et les familles avec enfants. L'Arménie a fait face à un risque élevé d'insécurité alimentaire en raison de l'inflation, de facteurs climatiques et de chocs externes.

En Géorgie, Action contre la Faim a continué de renforcer la société civile à travers des initiatives favorisant l'inclusion et mettant l'accent sur les jeunes. Nous avons apporté notre expertise à la Georgian Youth Agency (agence géorgienne pour la jeunesse) ainsi qu'à des OSC arméniennes et ukrainiennes afin d'enseigner aux jeunes des compétences professionnelles et des habitudes de vie saines. En collaboration avec des partenaires de la société civile, nous avons mis en œuvre des initiatives visant à renforcer l'égalité entre les genres et à lutter contre la violence sexiste.

En Géorgie et dans la région séparatiste d'Abkhazie, notre programme de développement local dirigé par la communauté s'est concentré sur les initiatives environnementales, l'autonomisation et le leadership des femmes, et la participation des jeunes, bénéficiant à 11 953 personnes. Cela a également permis d'améliorer les infrastructures et l'accès aux services de base, ainsi que de créer des emplois dans les communautés ciblées.

En Abkhazie, un soutien a été apporté aux familles vulnérables pour faire face aux rigueurs de l'hiver, et des formations à différents métiers ont amélioré les compétences et l'employabilité des jeunes. Notre projet EAH pluriannuel dans les écoles a bénéficié à 379 personnes, principalement des enfants, en leur donnant accès à l'eau potable et à des installations sanitaires améliorées. Des formations de renforcement des capacités ont été dispensées à 26 OSC, et six d'entre elles ont obtenu un financement supplémentaire pour fournir des services au sein de leurs communautés.

En Arménie, nous nous sommes concentrés sur l'amélioration des opportunités économiques et des possibilités d'emploi pour les réfugiés au moyen de l'inclusion socioéconomique et de subventions. Nous avons poursuivi nos projets de soutien aux communautés et d'abri en mettant en œuvre des services de réhabilitation qui ont bénéficié à 7 862 personnes parmi les populations les plus vulnérables du Haut-Karabakh.

Espagne

Nombre total de personnes soutenues en 2025	9 635
Membres du personnel	432

En 2025, bien que l’Espagne ait enregistré de solides performances économiques dans un contexte mondial particulièrement instable, le pays a continué de faire face à d’importantes inégalités, la pauvreté et l’exclusion sociale touchant environ un quart de la population. En raison de cette privation matérielle et sociale, près de 8 % de la population éprouvait « de grandes difficultés » à joindre les deux bouts. Il convient de noter que, bien que certains indicateurs suggèrent une baisse des taux de pauvreté, 34 % des enfants sont exposés à un risque particulièrement élevé de pauvreté et/ou d’exclusion sociale.

Pour relever ces défis, Action contre la Faim s’est concentrée sur la définition, la mesure, la prévention et la réduction des facteurs d’insécurité alimentaire pour les populations vulnérables. Nous avons mis en œuvre des programmes d’employabilité et de sécurité alimentaire associant l’accès à des revenus à l’amélioration de la nutrition et du bien-être des foyers les plus vulnérables.

Tout au long de l’année, l’organisation a soutenu plus de 8 000 personnes (principalement des femmes) dans le cadre d’environ 160 projets d’employabilité menés dans 11 communautés. Plus d’un tiers des participants ont trouvé un emploi, et de nombreux autres ont amélioré leurs compétences professionnelles.

Ces programmes comprenaient des stratégies transversales telles que la numérisation, la promotion d’emplois verts, la promotion de la santé, le réseautage d’affaires et les services d’insertion professionnelle. En parallèle, nos initiatives en matière de sécurité alimentaire et d’inclusion sociale ont contribué à renforcer l’autonomie économique des familles vulnérables ainsi que leur capacité à accéder à une alimentation saine et adéquate, ce qui souligne l’importance d’une approche holistique qui fait de l’emploi, de la génération de revenus et de l’accès à l’alimentation des leviers essentiels pour briser le cycle de la pauvreté en Espagne.

Royaume-Uni

Nombre total de personnes soutenues en 2025	137
Membres du personnel	71

La précarité alimentaire est restée un problème critique au Royaume-Uni en 2025. Selon The Food Foundation, plus d’une personne sur dix dans le pays a souffert d’insécurité alimentaire, et jusqu’à une personne sur sept dans le cas des familles avec enfants. Pour beaucoup, l’augmentation du coût de la vie a continué de constituer un obstacle majeur à l’accès à une alimentation saine et abordable.

En 2025, Action contre la Faim s’est associée à deux garde-mangers communautaires de Londres (dans les boroughs de Lewisham et de Greenwich), qui ont soutenu 137 personnes tout au long de l’année. Les garde-mangers communautaires sont des projets locaux qui permettent aux foyers en situation d’insécurité alimentaire d’accéder à une variété d’aliments, tels que des produits frais et d’autres aliments de base, à petits prix.

Tout au long de l’année, nous avons soutenu les garde-mangers communautaires en leur fournissant des aliments essentiels et une aide cruciale pour assurer la poursuite de leurs activités malgré la réduction du financement, qui a mis à rude épreuve les organisations locales et les communautés auxquelles elles viennent en aide. Nous avons également organisé une série de séances de volontariat d’entreprise en collaboration avec plusieurs partenaires afin de sensibiliser à l’insécurité alimentaire locale, en plus de contribuer au contrôle qualité et à la préparation des surplus de produits frais destinés à être distribués dans la communauté.

Ukraine

Nombre total de personnes soutenues en 2025 22 813

Membres du personnel 49

En Ukraine, la crise humanitaire est restée grave en 2025, alimentée par près de quatre ans de conflit. Les attaques continues contre les zones civiles et les bombardements à répétition contre des infrastructures énergétiques et publiques importantes ont aggravé les vulnérabilités, perturbé les services essentiels et limité la capacité des populations à satisfaire leurs besoins de base, en particulier celles vivant à proximité de la ligne de front.

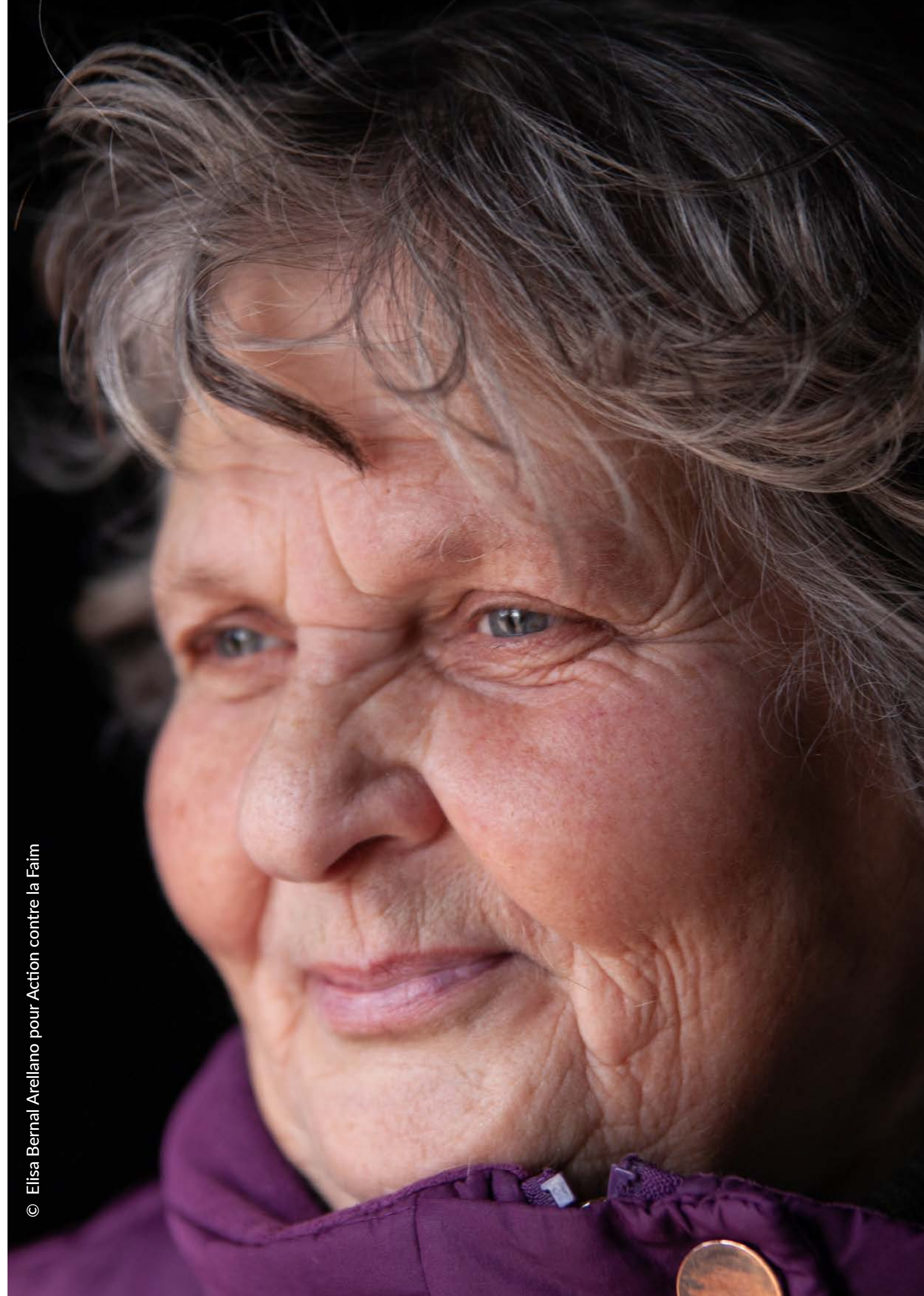
Action contre la Faim est principalement intervenue à Kharkiv et à Dnipro. Nous avons adopté une approche multisectorielle visant à soutenir les populations vulnérables à proximité de la ligne de front et dans les régions difficiles d'accès, en accordant une attention particulière aux déplacés internes. Nous avons déployé une intervention d'urgence complète qui comprenait un soutien médical, une aide financière affectée à la santé, des services mobiles, un soutien nutritionnel, des actions de sensibilisation communautaire et des formations essentielles dans tout le pays. En partenariat avec la Croix-Rouge d'Ukraine, nous avons dispensé des formations aux gestes de premiers secours afin de renforcer la préparation aux urgences à l'échelle nationale. Nous avons également intégré des services de SMSP à nos programmes de santé afin de garantir que ce type de soutien, les conseils en gestion du stress et la redirection vers des services de protection soient intégrés aux services médicaux.

Nous avons aidé les foyers en situation d'insécurité alimentaire à satisfaire leurs besoins de base, renforcé les moyens d'existence durables et fourni des transferts monétaires, des coupons alimentaires et des repas chauds pour aider les groupes vulnérables à subvenir à leurs besoins quotidiens.

Dans les zones rurales, Action contre la Faim a renforcé les moyens d'existence agricoles en soutenant les petits producteurs, en améliorant l'accès à des intrants de qualité et en faisant la promotion de pratiques agroécologiques.

Nous avons également réhabilité des installations sanitaires, isolé les structures d'accueil pour l'hiver et installé des systèmes de chauffage durables afin de protéger les personnes vulnérables vivant dans des logements temporaires ou sociaux. En étroite collaboration avec des ONG locales, nous avons encouragé le partage de connaissances, le renforcement des capacités et la constitution d'un réseau de partenaires solide et collaboratif afin de renforcer le leadership local.

À Kharkiv et Soumy, nous avons mis en place des cliniques mobiles proposant des services de gynécologie, de médecine générale et de soutien psychologique afin de rétablir l'accès à la santé pour les populations isolées.



Moyen-Orient

Afghanistan

Nombre total de personnes soutenues en 2025

438 313

Membres du personnel

859

La crise alimentaire prolongée en Afghanistan est l'une des plus graves au monde. En raison de facteurs sociaux, économiques et climatiques tels que le chômage, l'accès limité à l'alimentation, les inondations et la sécheresse, près de 23 millions de personnes, soit plus de la moitié de la population, avaient besoin d'une aide humanitaire.

La malnutrition aiguë touche 3,7 millions d'enfants dans le pays (soit une augmentation de 5 % par rapport à l'année dernière) et a atteint des niveaux d'urgence dans les provinces de Ghor, Daykundi, Helmand et Badakhshan, où la prévalence de la malnutrition aiguë globale oscille entre 12 et 23 %, et celle de la malnutrition aiguë sévère, entre 5 et 7 %. Les séismes, les inondations et les sécheresses à répétition ont détruit de nombreuses infrastructures, endommagé les systèmes d'approvisionnement en eau et réduit la production agricole, et en 2025, 14,8 millions de personnes se trouvaient en phase 3 (Crise) ou plus de l'IPC.

Action contre la Faim, qui intervient en Afghanistan depuis 1995, fournit désormais une aide humanitaire multisectorielle dans six provinces du pays : Kaboul, Helmand, Ghor, Daykundi, Badakhshan et Uruzgan (par l'intermédiaire d'un partenaire). En étroite collaboration avec des organisations et des communautés locales, nous mettons l'accent sur le traitement et la prévention de la sous-nutrition, les soins de santé primaires, la santé mentale et le soutien psychosocial, l'EAH, la sécurité alimentaire et les moyens d'existence, et la réponse aux urgences.

En 2025, Action contre la Faim a soutenu les communautés locales à travers différents programmes ciblant en priorité les femmes et les filles, notamment sept unités d'alimentation thérapeutique assurant la prise en charge d'enfants souffrant de malnutrition sévère avec complications. En partenariat avec des organisations locales, Action contre la Faim a soutenu 54 établissements de santé, et nos interventions en EAH ont amélioré l'accès à l'eau potable et à l'hygiène pour certaines des populations les plus vulnérables.

Nos services intégrés de santé mentale et soutien psychosocial comprenaient une ligne d'assistance téléphonique nationale, une aide psychologique et des espaces adaptés aux familles dans tout le pays. Afin de renforcer la sécurité alimentaire, Action contre la Faim a fourni des intrants agricoles, des kits d'élevage de volailles et de bétail et des serres, en plus de mettre en place des programmes de travail contre rémunération pour aider les personnes touchées par le changement climatique à recouvrer leurs revenus, à protéger leurs biens et à renforcer leur résilience.

Irak

Nombre total de personnes soutenues en 2025	2 423
Membres du personnel	18

En 2025, l'Irak traversait toujours une phase de redressement fragile marquée par l'incertitude politique, les pressions économiques et l'impact croissant du changement climatique. La sécheresse prolongée et la grave pénurie d'eau ont continué de compromettre la production agricole, de réduire la disponibilité des produits alimentaires et de faire grimper les prix, limitant l'accès à une alimentation nutritive. Les déplacements continus ont mis à rude épreuve des services publics et des moyens d'existence déjà fragiles. Ces facteurs ont accentué la vulnérabilité de nombreux foyers qui peinaient déjà à rétablir leurs moyens d'existence et à satisfaire leurs besoins de base.

En 2025, Action contre la Faim est intervenue dans plusieurs gouvernorats pour aider les agriculteurs, les petites entreprises, les femmes et les jeunes à s'adapter au changement climatique au moyen d'une agriculture résiliente, d'une meilleure gestion de l'eau, d'opportunités économiques inclusives et d'une gouvernance climatique communautaire renforcée.

Pour renforcer la résilience des communautés, nous avons aidé les agriculteurs à adopter des pratiques durables et résistantes à la sécheresse, le compostage et des méthodes visant à améliorer la fertilité des sols. Les investissements dans les serres, les systèmes d'irrigation économes en eau, les pompes solaires et la transformation des canaux à ciel ouvert en systèmes fermés ont contribué à préserver des ressources en eau rares et à stabiliser la production agricole.

En parallèle, nous avons soutenu l'économie locale en aidant les petites entreprises agroalimentaires à se développer grâce à une aide financière et technique, en renforçant les chaînes de valeur et en encourageant la consommation de produits locaux.

L'accent a été mis sur l'égalité entre les genres et l'inclusion sociale. Le programme a créé des débouchés pour les femmes et les jeunes en leur dispensant des formations techniques et entrepreneuriales sur mesure et en soutenant leurs initiatives économiques. Cette approche s'est appuyée sur des recherches sur les différents effets du changement climatique sur les femmes et les hommes, ainsi que sur des évaluations du marché du travail qui mettaient en évidence les obstacles liés au genre dans les économies rurales et la nécessité d'un accès plus équitable aux ressources, à l'emploi et à la prise de décision.

Enfin, le programme a renforcé la gouvernance locale en aidant les communautés à mettre en place des comités d'action climatique, en favorisant le leadership des femmes au sein des espaces de gouvernance et en menant des activités de sensibilisation et de plaidoyer sur la résilience au changement climatique et la gestion durable des ressources.

Jordanie

Nombre total de personnes soutenues en 2025	8 334
Membres du personnel	36

En 2025, la Jordanie continuait d'accueillir plus d'un demi-million de réfugiés syriens, dont beaucoup vivaient au sein de communautés d'accueil et travaillaient de manière informelle dans le secteur agricole. Malgré une résilience sociale remarquable, le pays est confronté à une augmentation du coût de la vie, à la réduction du financement humanitaire et à des répercussions régionales, notamment liées au conflit à Gaza, qui pèsent lourdement tant sur les réfugiés que sur les communautés d'accueil. Si certains Syriens ont commencé à rentrer chez eux fin 2024, la fréquence et la viabilité de ces retours demeurent incertaines. Dans ce contexte, les besoins humanitaires restent élevés et les capacités nationales sont sous pression.

Action contre la Faim a continué de mettre en œuvre des programmes dans les gouvernorats d'Irbid, d'Al Mafraq, de Zarqa (camp d'Azraq) et de Madaba, réaffirmant son engagement à soutenir les réfugiés syriens et les Jordaniens vulnérables à travers une approche multisectorielle. L'accès à l'eau potable et à l'assainissement a été amélioré grâce à la réhabilitation des réseaux et des stations de pompage, à la modernisation des installations domestiques et publiques, ainsi qu'à une assistance technique axée sur le renforcement des systèmes de gestion communautaire. Les activités de sensibilisation pilotées par la communauté au camp d'Azraq ont favorisé la cohésion sociale et l'autonomisation, tandis que des efforts plus larges en matière de résilience ont aidé les foyers vulnérables à développer une stabilité économique, sociale et environnementale.

Dans le secteur agricole, notre projet GrowEconomy a créé des débouchés économiques durables et inclusifs. Les petits agriculteurs, les coopératives et les travailleurs agricoles ont bénéficié de formations, d'un encadrement, de kits agricoles et d'un soutien commercial pour améliorer la production, optimiser la manutention post-récolte et diversifier leurs sources de revenus. Les recommandations, l'orientation professionnelle et l'aide à l'obtention de permis de travail ont facilité l'accès à un emploi digne.

Conscients du lien étroit entre stabilité économique et bien-être émotionnel, nous avons associé le soutien aux moyens d'existence à des services de SMSP, notamment des conseils, des séances de sensibilisation, un soutien psychologique et des redirections par l'intermédiaire d'agents de santé formés et de centres communautaires. Ces initiatives ont renforcé les capacités des communautés, favorisé la cohésion sociale et contribué à bâtir un avenir plus résilient où la sécurité alimentaire est à la portée de tous.

Liban

Nombre total de personnes soutenues en 2025	395 522
Membres du personnel	196

La crise prolongée au Liban, alimentée par l'effondrement économique, l'instabilité politique et l'insécurité, a perduré tout au long de l'année 2025. Si de nombreuses familles sont rentrées chez elles, dans le sud du pays, après l'annonce du cessez-le-feu, plus de 60 000 personnes étaient toujours déplacées à la fin de l'année. Le Liban accueillait encore environ 1,5 million de réfugiés syriens dans un contexte marqué par la réduction du financement humanitaire et les risques croissants en matière de protection.

Les récents mouvements transfrontaliers, notamment les nouvelles arrivées et les retours, ont mis à rude épreuve des services et des communautés d'accueil déjà saturés. La pauvreté et l'insécurité alimentaire touchaient aussi bien les réfugiés que les populations d'accueil en raison de l'inflation, de la perte de revenus et de la réduction de l'aide. En janvier 2025, 85 000 enfants étaient considérés comme vivant en situation de précarité alimentaire, et les taux de retard de croissance chez les enfants de moins de cinq ans augmentaient rapidement, en particulier parmi les populations déplacées.

Action contre la Faim intervient au Liban depuis 2006. En 2025, l'organisation a soutenu la population des gouvernorats de Baalbek-Hermel, Beyrouth, Bekaa, Mont-Liban, Nabatiyeh, Liban-Nord et Liban-Sud en s'appuyant sur ses bases à Beyrouth, Tripoli, Tyr et Zahlé.

Nous y avons fourni des fonds non affectés, distribué de la nourriture, soutenu des garde-mangers communautaires et offert des opportunités de travail contre rémunération.

Nous avons soutenu de petits exploitants agricoles en leur fournissant des intrants agricoles, en réhabilitant leurs infrastructures et en leur enseignant des pratiques respectueuses du climat. Le suivi post-distribution a révélé des améliorations mesurables, notamment une réduction des stratégies d'adaptation négatives liées à l'alimentation dans les foyers soutenus.

Cette année, nous avons également soutenu des centres de soins de santé primaires en déployant des équipes médicales mobiles dans des zones mal desservies pour assurer des soins maternels, traiter les maladies courantes, vacciner la population et effectuer le dépistage de maladies non transmissibles. Grâce à nos partenariats avec sept hôpitaux, nous avons renforcé des services spécialisés et vitaux, tels que les soins néonataux et pédiatriques. Nos programmes de nutrition se sont concentrés sur la détection précoce et le traitement de la sous-nutrition chez les enfants de moins de cinq ans et les femmes enceintes et allaitantes, notamment par le biais du dépistage et de la redirection, de la distribution de suppléments nutritionnels et de conseils en matière d'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants.

Nos interventions en EAH comprenaient le renforcement des capacités des services publics d'approvisionnement en eau, la réhabilitation d'infrastructures, la solarisation des systèmes de pompage, la surveillance de la qualité de l'eau et la sensibilisation aux risques d'inondation. Nous avons fourni de l'eau et des kits d'hygiène, assuré la vidange des fosses en situation d'urgence et mis en place de nouvelles installations sanitaires dans les campements informels et les abris collectifs.

Territoire palestinien occupé

Nombre total de personnes soutenues en 2025	1 709 494
Membres du personnel	202

En octobre 2023, après plusieurs décennies de blocus et de cycles de violence récurrents, de nouvelles hostilités ont éclaté dans la bande de Gaza, déclenchant une crise humanitaire sans précédent. La quasi-totalité de la population a été déplacée, tandis que les infrastructures et les services essentiels, tels que l'approvisionnement en eau, les soins de santé et l'assainissement, ont été dévastés.

Tout au long de l'année 2025, Action contre la Faim a continué de répondre à des besoins humanitaires en constante évolution à Gaza malgré une insécurité extrême, des contraintes opérationnelles et la perte de plusieurs collègues. Nous avons mis en œuvre des programmes généralisés et ciblés d'alimentation complémentaire pour soutenir les enfants de moins de cinq ans et les femmes enceintes et allaitantes au moyen de compléments alimentaires, d'espaces de soutien à l'allaitement et d'activités de promotion à l'hygiène.

Les équipes d'Action contre la Faim ont fourni de l'eau potable par camion, distribué des jerrycans et évacué les déchets solides à proximité des sites de déplacement et des secteurs urbains endommagés. Nous avons également soutenu des garde-mangers communautaires et distribué des repas chauds pour aider les familles à satisfaire leurs besoins les plus urgents tout en préservant leur dignité face aux violences et aux déplacements continus.

En Cisjordanie, y compris à Jérusalem-Est, plus de 40 000 personnes ont été déplacées à la suite d'incursions militaires, et 58 000 autres sont directement exposées au risque de transfert forcé en raison de la violence des colons, des incursions militaires et des démolitions de logements. Action contre la Faim a été l'un des principaux acteurs de l'intervention humanitaire dans le nord de la Cisjordanie.

Nous avons distribué des milliers de kits alimentaires, de kits d'hygiène et de bouteilles d'eau aux familles déplacées à Jénine, Tulkarem et Tubas, ainsi que des dizaines de latrines mobiles, de réservoirs de stockage d'eau, de chauffages électriques et de réchauds. Nos équipes sont intervenues à la suite de multiples démolitions, apportant aux familles touchées une aide d'urgence à court terme et un abri matériel à plus long terme.

Syrie

Nombre total de personnes soutenues en 2025	939 522
Membres du personnel	81

En Syrie, la crise prolongée et multidimensionnelle s’est poursuivie tout au long de l’année 2025, alimentée par des années de conflit et d’effondrement économique. La transition politique amorcée en 2024 a accentué la volatilité et l’incertitude, s’ajoutant à une violence et à une insécurité généralisées. En parallèle, le pouvoir d’achat des foyers est resté très limité, l’augmentation du coût de la vie empêchant de plus en plus de familles de subvenir à leurs besoins de base.

L’ONU a estimé qu’environ 16,5 millions de personnes avaient besoin d’une aide humanitaire dans le pays en 2025. La sécurité alimentaire et la nutrition sont restées des préoccupations majeures, le Programme alimentaire mondial ayant signalé que 9,1 millions de personnes se trouvaient en situation d’insécurité alimentaire. Les enfants faisaient face à de graves risques nutritionnels : l’UNICEF a signalé que plus de 650 000 enfants de moins de cinq ans souffraient de malnutrition chronique, et les acteurs humanitaires ont averti que des centaines de milliers d’enfants risquaient de développer une malnutrition sévère. De plus, la réduction du financement a limité la capacité des acteurs humanitaires à répondre à ces besoins.

En 2025, Action contre la Faim a renforcé son approche multisectorielle pour répondre à la détérioration des services de base, aux déplacements de masse et à un accès humanitaire très variable. Nous avons fourni un approvisionnement en eau d’urgence et renforcé les systèmes municipaux, ce qui a bénéficié à 549 686 personnes.

Nos interventions de soins de santé primaires (y compris nos services mobiles) ont aidé 352 106 personnes, et nos activités de SMSP se sont considérablement développées, atteignant 35 970 personnes.

Malgré les difficultés opérationnelles, nous avons maintenu nos programmes clés dans les régions vulnérables en faisant preuve de flexibilité et en travaillant en étroite collaboration avec les autorités locales pour assurer la continuité des services.

Dans l’ensemble, nous avons déployé une réponse intégrée, adaptée et à grande échelle qui a fait d’Action contre la Faim un acteur clé du maintien des services essentiels et du soutien aux communautés déplacées, de retour et d’accueil dans les zones les plus touchées du pays.

Yémen

Nombre total de personnes soutenues en 2025	843 821
Membres du personnel	79

Après dix ans de conflit, le Yémen traversait toujours l’une des crises humanitaires les plus graves au monde et continuait de faire face à des chocs économiques, à l’effondrement des services de base, à des catastrophes liées au climat, à des troubles régionaux et à un sous-financement chronique. En conséquence, 19,54 millions de personnes avaient besoin d’une aide humanitaire, et la faim continuait de progresser. Un tiers des familles étaient confrontées à une faim modérée à sévère, et 18,1 millions de personnes se trouvaient en situation d’insécurité alimentaire. Plus de 100 districts faisaient face à de graves urgences nutritionnelles, et 12 ont été déclarés en situation de famine. Près de la moitié des enfants de moins de cinq ans souffraient de malnutrition chronique.

Action contre la Faim a maintenu son intervention multisectorielle face aux nombreuses causes de sous-nutrition dans le pays. Nous avons mis en œuvre des projets d’urgence intégrés dans les gouvernorats d’Al-Hodeïda et de Hajjah au nord, et dans ceux d’Al-Hodeïda, de Lahj et d’Abyan au sud. Nous avons soutenu 40 établissements de santé et cliniques mobiles et garanti l’accès à des soins essentiels, à des services prénatals et à un traitement pour les enfants de moins de cinq ans. Nous avons également renforcé le dépistage et la prise en charge de la malnutrition aiguë au niveau communautaire.

Ce programme de santé et de nutrition a été renforcé par d’importantes interventions en EAH (réhabilitation de systèmes d’approvisionnement en eau, amélioration de la gestion des déchets médicaux, restauration des installations sanitaires et distribution de kits d’hygiène), ainsi que par des services complets de SMSP dispensés aussi bien en établissement que dans le cadre d’interventions de proximité, notamment des séances de sensibilisation et des redirections.

Nous avons également soutenu la sécurité alimentaire et les moyens d’existence pour aider les foyers à passer de la phase d’urgence à celle du redressement par le biais de transferts monétaires, et nous avons renforcé la résilience à long terme en fournissant des formations et des intrants aux agriculteurs, aux apiculteurs et aux éleveurs. Cela a favorisé des pratiques agroécologiques durables et contribué à la surveillance des eaux souterraines ainsi qu’à une meilleure gestion de l’eau, des éléments essentiels pour la stabilité future du Yémen.

Amériques et Caraïbes

© Gonzalo Hohr pour Action contre la Faim



Canada

Nombre total de personnes soutenues en 2025	5 500
Membres du personnel	29

En 2025, l'augmentation du coût de la vie a plongé près d'un quart des Canadiens dans l'insécurité alimentaire, entraînant pénuries alimentaires, baisse de la qualité des produits, faim et anxiété. Les banques alimentaires du Canada ont reçu près de 2,2 millions de visites en mars 2025, un nouveau record qui double la fréquentation mensuelle enregistrée six ans plus tôt. La crise a eu un impact particulier sur les grandes villes, comme Toronto, qui a déclaré une situation d'urgence en matière d'insécurité alimentaire.

Pour faire face à cette crise croissante, Action contre la Faim Canada a collaboré avec la Fort York Food Bank (FYFB), un organisme qui vient en aide à plus de 5 500 personnes chaque semaine dans le centre-ville de Toronto afin de leur garantir un accès régulier à une alimentation nutritive.

Les initiatives de collecte de fonds d'Action contre la Faim ont aidé la FYFB à fournir des produits frais, des produits laitiers, des aliments de base et des repas chauds à des foyers à faibles revenus. En soutenant le modèle de libre choix de la FYFB, qui permet à chacun de sélectionner les aliments qui répondent le mieux à ses besoins, nous avons contribué à garantir la dignité et l'autonomie des bénéficiaires de l'aide alimentaire.

Amérique centrale : Guatemala, Honduras et Nicaragua

Nombre total de personnes soutenues en 2025	70 637
Membres du personnel	90

En 2025, le Guatemala, le Honduras et le Nicaragua ont continué de faire face à une situation humanitaire complexe causée par la pauvreté, l'insécurité alimentaire, la violence et l'impact du changement climatique sur l'agriculture.

Action contre la Faim a soutenu plus de 70 000 personnes dans les trois pays à travers une aide d'urgence et des programmes de développement continus. L'initiative « Climate Resilience Led by Women » (La résilience au changement climatique, dirigée par les femmes) a obtenu des résultats impressionnants : plusieurs coopératives ont adopté de nouvelles politiques internes, et des accords ont été conclus pour fournir une assistance technique et améliorer l'accès aux marchés au Guatemala et au Honduras.

Des fonds d'innovation ont également été créés au sein de sept coopératives axées sur le café, le miel et les céréales de base. Les participants ont bénéficié de formations et de recherches sur l'agriculture et le lien entre migration, transfert de fonds et investissement. Au total, 3 050 personnes ont participé à ces activités.

Dans la région du Corredor Seco, 11 438 personnes ont bénéficié d'un soutien pendant la période de soudure, ce qui a permis de réduire la proportion de foyers en situation d'insécurité alimentaire modérée ou grave de 70 % à 12 %.

Au Honduras, des politiques régionales plus strictes ont réduit la migration du sud vers le nord, mais des flux modérés ont persisté, en plus d'une augmentation des retours du nord vers le sud par voie terrestre.

Malgré un financement limité, les services vitaux ont été maintenus, avec 42 615 interventions directes en santé, nutrition, protection, santé mentale et EAH. En outre, 446 foyers (dont 86 % étaient composés majoritairement de femmes) ont bénéficié de transferts monétaires, et 143 familles touchées par la violence ont reçu une aide directe.

Face à la diminution des ressources destinées aux opérations humanitaires, et afin de maintenir une aide de qualité et de maximiser son impact, Action contre la Faim a affiné sa stratégie en se concentrant sur les régions les plus vulnérables, en renforçant ses partenariats locaux et en simplifiant ses processus internes.

Colombie

Nombre total de personnes soutenues en 2025	111 326
Membres du personnel	184

En 2025, Action contre la Faim est venue en aide à 110 599 personnes dans les départements de Norte de Santander (région du Catatumbo), de La Guajira, du Chocó et de Nariño, ainsi qu'à Bogotá, en partenariat avec des acteurs institutionnels et des organisations locales. Notre intervention comprenait des activités dans les domaines de l'EAH, de la nutrition, de la santé maternelle et infantile, des moyens d'existence et de la productivité.

Nous avons répondu à l'une des urgences humanitaires liées au conflit les plus graves du pays, lors de laquelle au moins 65 000 personnes ont été déplacées et confinées dans le département de Norte de Santander pendant les deux premiers mois de l'année. Nous avons soutenu environ 55 000 personnes dans la plupart des municipalités touchées du Catatumbo, et nous avons maintenu notre intervention dans cette région tout au long de l'année, ce qui nous a permis de garantir l'accès aux services de base pour les populations les plus exposées aux risques en matière de protection.

Nous avons eu recours à notre mécanisme intersectoriel de réponse aux urgences et de redressement rapide (MIRE+) pour apporter notre aide face à 34 urgences causées par le confinement ou les déplacements forcés. Nos équipes d'intervention rapide ont travaillé dans 46 municipalités du pays afin de rétablir la dignité et les services de base pour les personnes les plus touchées par l'aggravation de la crise humanitaire. En 2025, nous avons renforcé notre intervention dans le Chocó en ouvrant un bureau à Quibdó, passant ainsi à un modèle opérationnel local pour soutenir les communautés et renforcer la stabilité de la région.

Nous avons également collaboré avec des conseils communautaires ainsi que des groupes autochtones et afrodescendants du Chocó pour améliorer l'accès à l'eau et stimuler l'agriculture. Dans le cadre du programme ADN Dignidad (mené en collaboration avec le Conseil danois pour les réfugiés, le Conseil norvégien pour les réfugiés et d'autres partenaires), nous avons aidé 2 170 migrants, personnes de retour et membres de communautés d'accueil à trouver des emplois et à créer des entreprises en leur fournissant une formation et un capital d'amorçage. Depuis 2022, plus de 4 millions de dollars ont été investis dans ces initiatives, dont environ 220 704 dollars cette année.

Haïti

Nombre total de personnes soutenues en 2025	93 052
Membres du personnel	68

La faim reste un problème grave en Haïti, où plus de la moitié de la population, soit environ 5,7 à 5,9 millions de personnes, est confrontée à des niveaux élevés d'insécurité alimentaire aiguë. La pauvreté, l'instabilité politique, la violence des gangs et le déclin économique perturbent l'agriculture, le commerce et la distribution de nourriture. Les catastrophes naturelles et la hausse des prix des denrées alimentaires aggravent également la situation. Les femmes, les enfants et les familles déplacées sont les plus touchés, et la sous-nutrition infantile a augmenté au cours des dernières années. Le pays connaît l'un des niveaux de faim les plus alarmants au monde et a besoin d'une aide humanitaire urgente.

En Haïti, Action contre la Faim se concentre principalement sur la nutrition, la sécurité alimentaire et les moyens d'existence, la santé, l'EAH, la santé mentale et la protection, en ciblant les populations les plus vulnérables, telles que les familles déplacées, les femmes et les jeunes enfants.

Cette année, nous sommes intervenus dans l'Artibonite, à Port-au-Prince, à Cité Soleil et dans la région du Nord-Ouest. Avec le financement du Programme alimentaire mondial, nous avons fourni un soutien nutritionnel et une aide alimentaire d'urgence sous forme de transferts monétaires et de distribution de nourriture à 20 636 foyers très vulnérables de l'Artibonite. Nous avons également mené une intervention contre le choléra financée par l'UNICEF et axée sur le renforcement des services EAH, la promotion de l'hygiène et le soutien aux établissements de santé dans l'Artibonite et le Nord-Ouest.

Nous avons amélioré l'accès aux services de santé, de nutrition et de protection pour les populations déplacées à Port-au-Prince, à Cité Soleil et dans l'Artibonite. Notre programme, financé par Affaires mondiales Canada, visait à prévenir et à traiter la sous-nutrition chez les femmes et les jeunes enfants à Port-au-Prince et à Cité Soleil. Parmi les autres projets figuraient un soutien psychosocial financé par l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) au profit des populations touchées par l'ouragan Melissa dans l'Artibonite, et une initiative financée par ALBORADA visant à renforcer les activités de nutrition et de protection à la suite de la suspension du financement de l'USAID.

Pérou

Nombre total de personnes soutenues en 2025	24 692
Membres du personnel	31

Début 2025, Action contre la Faim a subi une réduction majeure du financement de ses activités humanitaires auprès des migrants et des communautés d'accueil à Lima, au Pérou, ce qui a affecté leur accès à la santé, à la nutrition et à la protection. Malgré cela, environ 1 581 personnes ont reçu une aide au cours des premières semaines de l'année, preuve que les besoins étaient bien réels.

Nos interventions en gestion des risques et des désastres, qui ont bénéficié à 22 173 personnes dans les régions d'Amazonas, de Loreto et de San Martín, étaient axées sur l'amélioration de la préparation, de la réponse et de l'assistance lors des urgences causées par les sécheresses, les inondations et les déversements de pétrole en Amazonie et dans les hautes Andes. Nous avons également renforcé la capacité des communautés autochtones, des gouvernements régionaux et des institutions à faire face aux catastrophes. De plus, un soutien a été apporté pour élaborer des plans d'urgence, préparer et équiper les brigades communautaires et mettre en place des systèmes d'alerte précoce.

La coordination interinstitutionnelle de la réponse aux urgences et la mise en œuvre d'exercices de simulation multi-aléas ont également été encouragées, tout comme la conception d'interventions visant à renforcer la résilience des moyens d'existence et l'installation de centres de communication par satellite dans les communautés isolées et difficiles d'accès. Dans le cadre de cette formation, 2 862 personnes ont acquis les compétences nécessaires pour former à leur tour d'autres personnes et diffuser leurs connaissances au sein de leurs propres réseaux.

La collaboration étroite avec le gouvernement territorial autonome awajún a été maintenue : ensemble, nous avons élaboré des plans régionaux en matière de santé et de genre et mené des actions de plaidoyer auprès des autorités nationales afin de garantir le respect de leurs engagements dans la restauration et le soutien aux communautés touchées par les déversements de pétrole.

Dans le département d'Ayacucho, avec le soutien du gouvernement de la province de Navarre (Espagne), nous avons renforcé les capacités et la participation des agents de santé communautaires, analysé l'accès à l'eau dans les hautes Andes et autonomisé des groupes de femmes quechuas féministes afin d'améliorer leur plaidoyer auprès des gouvernements municipaux, entre autres sujets, ce qui a bénéficié à 466 personnes.

À Cusco et dans l'Amazonas, nous avons travaillé, entre autres, sur l'amélioration des chaînes de valeur du fromage, du tourisme, de la farine de banane plantain et du miel, tant au niveau organisationnel qu'en vue de leur intégration sur des marchés plus compétitifs. Au total, 472 productrices et leurs familles ont participé, et nous avons également lancé un nouveau programme de microcrédits qui bénéficiera à environ 730 personnes (des productrices, leurs familles et leurs collaborateurs).

Venezuela

Nombre total de personnes soutenues en 2025	77 704
---	--------

Membres du personnel	126
----------------------	-----

En 2025, nous avons continué de travailler en collaboration avec des institutions et des acteurs locaux, notamment en participant à des tables rondes sectorielles. Dans la même optique, nous avons optimisé le système de redevabilité envers les populations locales, ce qui nous a permis de mieux comprendre quelles étaient les activités à prioriser.

En ce qui concerne nos interventions de proximité, nous avons travaillé en collaboration avec des partenaires locaux pour améliorer l'accès aux soins de santé, à une alimentation saine, à l'eau et à l'assainissement, en nous concentrant tout particulièrement sur les femmes et les filles. De plus, nous avons fait la promotion de pratiques d'hygiène visant à consolider les progrès en matière de santé publique, et nos activités de réponse aux urgences ont été associées à des initiatives axées sur le redressement rapide, le renforcement de la résilience et le développement des capacités locales et institutionnelles.



© Moses Arevalo pour Action contre la Faim





À PROPOS D'ACTION CONTRE LA FAIM

Nous pensons que tout le monde a le droit de vivre sans faim, c'est pourquoi nous luttons contre elle en prévenant, en détectant et en traitant ses causes et ses conséquences.

UN RÉSEAU MONDIAL

Action contre la Faim est un réseau mondial qui dispose de sièges sociaux au Canada, en France, en Allemagne, en Italie, en Inde, en Espagne, au Royaume-Uni et aux États-Unis. Les membres d'Action contre la Faim sont indépendants sur le plan juridique mais ont un mandat, des valeurs, des principes de fonctionnement, des normes de qualité et une stratégie en commun.

En plus de nos sièges sociaux, nous avons des bureaux nationaux en Afrique, en Asie, en Europe, au Moyen-Orient, en Amérique latine et dans les Caraïbes. En 2025, les 7 122 membres de notre personnel sont intervenus dans 54 pays. Nous avons mené à bien des projets dans 52 pays, venant en aide à plus de 21,2 millions de personnes.